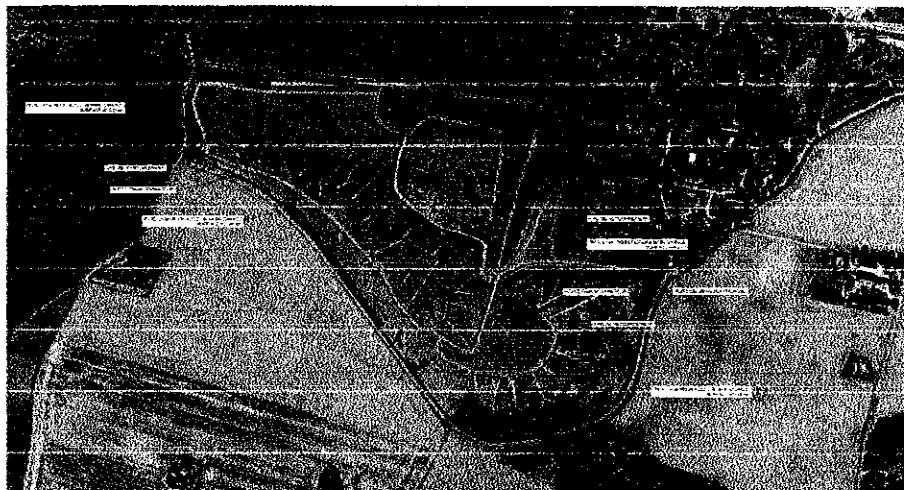


**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE
DEMANDE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES France
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY
Arrêté préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023**

**DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY**

**ENQUETE PUBLIQUE ENVIRONNEMENTALE
PORTANT SUR LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE PRESENTEE PAR LA
SOCIETE TOTAL ENERGIES EN VUE DE LA REALISATION D'UNE CENTRALE
PHOTOVOLTAIQUE SUR LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY**

Conduite du 15 juin au 17 juillet 2023



RECUEIL DES ANNEXES

**Rédigé par M. Claude POUHEY
Commissaire Enquêteur
Désigné par la décision du Tribunal Administratif
E23-30/77 du 20 avril 2023**

Transmis le 7 août 2023

Claude POUHEY

ANNEXE 1

PROCES-VERBAL DES OBSERVATIONS RECUEILLIES AU COURS DE L'ENQUETE

ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS CONSTRUIRE DEPOSE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES
RENOUVELABLES FRANCE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY

Arrêté Préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023

**PROCES-VERBAL DES OBSERVATIONS RECUEILLIES
DANS LE CADRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE
PORTANT SUR LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE PRESENTEE PAR LA SOCIETE
TOTAL ENERGIES EN VUE DE LA REALISATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE SUR
LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY**

Le 20 juillet 2023



Claude POUEY
Commissaire Enquêteur

ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS CONSTRUIRE DEPOSE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES
RENOUVELABLES FRANCE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY

Arrêté Préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023

La procédure d'enquête publique mise en œuvre dans le cadre de la demande de permis de construire déposé par la Société Total Energies Renouvelables a conduit au recueil de :

- 34 items dans le registre papier (RP) (cf. annexe 1).
- 30 items dans le registre dématérialisé (RD) (cf. annexe 2) ;

Le dépouillement des deux registres d'enquête, les entretiens tenus avec les personnes qui ont consulté le dossier d'enquête lors des permanences ainsi qu'avec les personnes ayant participé à la séance d'informations du 6 juillet 2023 conduisent à répartir les observations portant effectivement sur l'objet de l'enquête et à questionner la maîtrise d'ouvrage selon les 7 thématiques suivantes :

- T1 : Communication sur la réalisation du projet et le calendrier de l'enquête publique associée ;
- T2 : Incompatibilité du projet avec le PLU en vigueur ;
- T3 : Respect de l'arrêté préfectoral n° DAIDD IC 291 du 16/11/2009 ;
- T4 : Incidences de la réalisation du chantier et de l'exploitation de la centrale sur un site sous surveillance ;
- T5 : Impact sur l'environnement et la biodiversité du site ;
- T6 : Incidences sur le voisinage du site ;
- T7 : Incidences financières du projet pour la commune et les férollais.

Légende : RP=Registre papier ; RD=Registre dématérialisé

I. Analyse des observations de la thématique 1 : Communication sur la réalisation du projet et le calendrier de l'enquête publique associée

Plusieurs observations du registre papier (RP1.1, RP2.1, RP3.1/2 et RP5.1) et du registre électronique (RD1.1, RD2.1 et RD3.1) déplorent :

- un manque d'informations sur la réalisation de ce projet de création d'une centrale solaire photovoltaïque sur leur territoire ;
- un calendrier de mise en œuvre inapproprié du fait que l'enquête se déroule fin juin-début juillet soit en période de départ en vacances pour certaines personnes.

La maîtrise d'ouvrage peut-elle expliquer les motivations de sa démarche en termes de communication et de calendrier de réalisation de l'enquête publique ?

II. Analyse des observations de la thématique 2 : Incompatibilité du projet avec le PLU en vigueur

L'observation RP2.3 du registre papier et les observations RP5.12/25, RD2.4, RD3.3, RD8.2, RD8.3 du registre électronique mettent en exergue l'incompatibilité du projet avec le PLU approuvé le 9 mai 2021 en vigueur. Elles s'appuient également sur la formulation de la page 32 du résumé non technique qui précise que « la réalisation des phases 1 et 2 nécessitera la mise en compatibilité du PLU (déclassement de l'EBC sur la parcelle concernée, autorisation d'implantation d'une centrale photovoltaïque en zone Nd).

L'observation RD8.2 met en exergue deux problèmes qui ne seraient pas résolus :

- le défrichement sans autorisation de la parcelle 38 qui a été compensé par le classement EBC de la zone déboisée et qu'il est donc impossible qu'une procédure concernant le PLU remette en cause ce classement en EBC.
- l'empiètement sur le chemin rural de Chevry à Ozoir-la-Ferrière non résolu et compensé à ce jour.

Mais il serait également impossible d'autoriser la construction de panneaux solaires, ce qui contreviendrait aux interdictions édictées par l'arrêté préfectoral n° 9 DAIDD IC 291 imposant des servitudes à la société SITA : « ... Il est interdit de réaliser à l'intérieur du site, sur l'emprise des zones de stockage de déchets, des constructions ou ouvrages nécessitant ou non des fondations même superficielles... » L'observation RD11.8 préconise d'abandonner la partie du projet située sur la zone classée EBC dans le PLU qui devrait en principe faire l'objet de la phase 2.

Quelle est la bonne référence réglementaire pour ce projet : est-ce la version du PLU de 2021 ou celle de 2013 qui autorise

l'implantation de cette centrale solaire en zone Nd ?

III. Analyse des observations de la thématique 3 : Respect de l'arrêté préfectoral n°9 DAIDD IC 291 du 16/11/2009

Les observations du registre papier (RP2.2, RP3.3, RP4.1, RP5.6) et du registre électronique (RD2.2/3, RD7.1, RD8.4/5 et RD9.2) mettent en exergue une interdiction d'intervention sur le site jusqu'en 2039, délai de protection édicté par la servitude d'utilité publique prescrite par l'arrêté n°09 DAIDD IC 291 du 16 novembre 2009, concernant notamment les dispositions envisagées pour garantir l'absence :

- de tout aménagement ou de toute construction susceptible de porter atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques ainsi qu'à l'intégrité des réseaux de dégazage et de récupération des lixiviats ;
- de toute opération lors des travaux susceptible de remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en remettant à jour le massif ;
- de réalisation de toute construction ou de tout ouvrage sur l'emprise des zones de stockage des déchets.

L'observation RD8.3 considère qu'il serait également impossible d'autoriser la construction de panneaux solaires, ce qui contreviendrait aux interdictions édictées par l'arrêté préfectoral imposant des servitudes à la société SITA : « ... Il est interdit de réaliser à l'intérieur du site, sur l'emprise des zones de stockage de déchets, des constructions ou ouvrages nécessitant ou non des fondations même superficielles... »

L'observation RP11.6 met en exergue le non respect de l'arrêté préfectoral du 16/11/2009 du fait de la création de tranchées sous les pistes de circulation créées au sein de la centrale pour le raccordement aux réseaux électriques et des télécommunications.

Est-ce que le calendrier de réalisation du projet (courant 2024) est compatible avec les prescriptions de l'arrêté précité ?

IV. Analyse des observations de la thématique 4 : Incidences de la réalisation du chantier et de l'exploitation de la centrale sur un site sous surveillance

L'observation RP5.3 déplore l'absence d'un dossier de justification de la non nécessité de réalisation d'un dossier Loi sur l'Eau et l'observation RD5.17 demande comment est alimenté le zoo voisin (ERP) en eau potable, du fait qu'il est mentionné que la commune de Férolles-Attilly ne dispose d'aucun point de captage et comment est assuré son assainissement.

L'observation RP5.5 souligne l'absence de description de l'impact sur les lieux de la création de pistes permettant le passage des engins de chantier.

L'observation RP5.7 demande comment a été déterminé le tracé des pistes et des entrées de desserte incendie afin de ne pas nuire au revêtement du site afin de conserver l'étanchéité du massif des déchets.
Les observations RP5.10 et RP5.11 considèrent :

- qu'une nouvelle inspection des lieux doit être réalisée de façon à justifier la conclusion selon laquelle les tassements n'ont pas modifié la couverture du massif des déchets, la dernière étude ayant été réalisée en 2013, soit il y a dix ans ;
- qu'il aurait été nécessaire de réaliser une analyse physico-chimique.

L'observation RP5.21 demande quelles seront les mesures prises pour ne pas impacter les réseaux de collecte et de traitement des lixiviats ainsi que de captage et de traitement du biogaz lors des phases chantier et exploitation du site.

L'observation RP5.22 s'interroge sur la poursuite des contrôles des paramètres de dégradation organique au delà de la fin du suivi trentenaire de post-exploitation.

V. Analyse des observations de la thématique 5 : Impact sur l'environnement et la biodiversité du site

Les observations RP5.4, RD4.1, RD8.1/5, RD9.1/2, font ressortir des incidences potentielles sur la biodiversité, en particulier sur les espèces protégées qui auraient intégré le site.

L'observation RP5.24 conteste la modalité de gestion des lixiviats prescrivant le rejet en milieu naturel de ces derniers sans traitement préalable¹).

L'observation RD8.3 relève que les conclusions de l'étude d'impact sont donc tout à la fois réductrices et incomplètes en ne prévoyant pas de mesures de réduction ou de suppression des impacts sur la faune et la flore pour le dérangement et la destruction des espèces et, notamment, les espèces protégées par la loi.

L'observation RD10.1 estime qu'il serait nécessaire de démontrer les changements, transformations sur la faune et la flore en conduisant une étude d'impact comparative en phase d'exploitation de la centrale solaire.

L'observation RD11.1 considère que le projet comporte plusieurs insuffisances, notamment concernant les espèces présentes sur le site qui a aujourd'hui des caractéristiques intéressantes pour la biodiversité du fait de sa situation entre les zones agricoles et la forêt.

L'observation RD11.2 signale que le projet se situe dans la trame écologique du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), à proximité directe de deux réservoirs de biodiversité, une partie du projet se situant même dans un Espace Boisé Classé (EBC).

L'observation RD11.3 demande une requalification en enjeu fort de la conservation des espèces de chiroptères présentes sur le site.

L'observation RD11.4 déclare qu'un certain nombre d'espèces d'oiseaux présents sur le site au statut préoccupant ont été observées par la LPO et ne sont pas mentionnées dans l'étude d'impact.

L'observation RD11.5, comme la MRAE, constate une sous-évaluation des enjeux liés à l'habitat que constitue ce terrain.

L'observation RD11.6 demande la réalisation d'un inventaire complémentaire pour approfondir l'analyse des enjeux faunistiques et mieux identifier les espèces protégées présentes sur le site.

Quelles sont les mesures prévues par la maîtrise d'ouvrage pour éviter ou réduire ces incidences sur l'environnement et la biodiversité, en particulier lors de la phase chantier?

VI. Analyse des observations de la thématique 6 : Incidences sur le voisinage du site

L'observation RD6 souligne que le dossier n'évoque pas les incidences sur le voisinage et en particulier sur les itinéraires de circulation des véhicules de chantier d'autant que la RD35 est interdite aux poids lourds sauf desserte locale dans la traversée de l'agglomération de Chevry-Cossigny.

L'observation RP5.8 demande comment sera assuré la signalisation des alertes incendie ou autres accidents de fonctionnement de la centrale solaire et du centre d'enfouissement au zoo d'Attily voisin de façon à prendre les protections adéquates à l'endroit du public. L'observation RP5.13 estime que la consultation du SAGE de l'Yerres aurait été nécessaire afin de recueillir son avis sur une incidence des écoulements des panneaux photovoltaïques sur le voisinage.

L'observation RP5.14 considère que le risque d'incendie et d'explosion liés au biogaz existe et constitue effectivement un risque fort. L'observation RP5.20 signale la présence d'une maison entre le site et le zoo ainsi que la présence permanente d'un gardien au niveau du zoo ce qui ne serait pas indiqué dans le rapport de présentation.

L'observation RP5.21 considère que le parc zoologique sera impacté de façon importante car le chemin d'accès est commun avec la centrale pour ses visiteurs et en particulier de par sa fréquentation par de très jeunes enfants.

L'observation RP5.24 déplore la non consultation de la Commission Locale de l'Eau du bassin de l'Yerres afin de justifier que les ruissellements induits par l'installation de panneaux photovoltaïques sont sans effet sur le débit des rus les réceptionnant.

L'observation RP5.26 demande comment va être assuré la prescription du SDIS de disposer sur le site d'un bassin de réserve incendie alimenté en permanence alors que les deux bassins de rétention existants sont à sec en période de sécheresse.

L'observation RD10.2 Sollicite des propositions pour le plan de circulation des véhicules durant les travaux, ce chantier nécessitant une circulation de véhicules de chantier sur un axe fréquenté aux horaires de départ et de retour du travail (pics 7:00-9:30 16:00 -19:00) par des véhicules légers, et par des engins agricoles.

Quelles sont les mesures prévues par la maîtrise d'ouvrage pour éviter ou réduire les incidences précitées sur le voisinage du site ?

VII. Analyse des observations de la thématique 7 : Incidences financières du projet pour la commune et les Féroillais

Les observations du registre électronique (RD4.2, RD5, RD7.2, RD10.3 et RD12.1) interrogent la maîtrise d'ouvrage sur les incidences financières du projet, aussi bien pour la commune que pour les féroillais, et expriment des propositions de financement de certains projets : rénovation de l'éclairage communal, pose de bornes de rechargement électrique, Fourniture de panneaux photovoltaïques aux féroillais, ...

Quelles sont les mesures financières que Total Energies Renouvelables est en capacité de déployer pour ce type de projet ?

RECUEIL DU DEPOUILLEMENT DES INTERVENTIONS DU PUBLIC

I. OBSERVATIONS RECUEILLIES AUPRES DU PUBLIC DANS LE REGISTRE PAPIER

REGISTRE PAPIER (RP) REPRIS EN INTEGRALITE DANS L'ANNEXE 1	
Nom de la personne ou du collectif qui a formulé des observations	Résumé des observations recueillies
RP1 :M. RIVIER Vice-président de l'AER	1) Demande l'organisation d'une réunion publique afin d'informer les Férollais et autres intéressés sur ce projet
RP2 : Mme BETTENS	1) Estime que la communication est insuffisante du fait que : <ul style="list-style-type: none"> - L'enquête se déroule à la veille et pendant les vacances d'été - L'affichage via internet qui est peu utilisé est insuffisant - Aucun tract n'a été distribué 2) Déclare que ce site non stabilisé bénéficie d'une protection de non intervention jusqu'en 2039 : <ul style="list-style-type: none"> - Tout percement de la bache de protection est interdit ; - Les lixiviats sont toujours traités ; - L'entretien de la torchère qui brûle encore les gaz émis est surveillé ; - Des sondages ont été effectués, des noues sont prévues et le risque incendie est envisagé avec pour parade une petite retenue d'eau à sec 3) Considère que le site est classé au PLU et qu'une révision serait nécessaire car le PLU est incompatible avec cet aménagement
RP3 : Mme LESNE Josyane	1) Regrette que la réunion d'informations se tienne pendant les vacances ; 2) Déploire le manque d'informations écrites du fait que les Férollais ne sont pas bien informatisés 3) Conteste le choix du site qui est une ancienne décharge non stabilisée qui doit être protégée jusqu'en 2039.

<p>ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS CONSTRUIRE DEPOSE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES FRANCE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY</p> <p>Arrêté Préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023</p>	
<p>RP4 : Mme GAMAIN Sylviane</p>	<p>1) Estime qu'il y a trop d'incertitudes sur les risques d'implantation sur une décharge non sécurisée</p>
<p>Association de l'Environnement du Réveillon Recueil d'observations de 10 pages joint en annexe 1</p>	<p>1) Exprime des observations sur le calendrier de l'enquête publique et sur la communication de la tenue de cette procédure au sein de la commune. Concernant la demande de permis de construire 2) Propose la réalisation de corrections matérielles : pages 22, 30, 53 3) Déploire l'absence du dossier de justification de la non nécessité de réalisation d'un dossier Loi sur l'Eau 4) Absence d'informations sur la protection des espèces protégées qui auraient intégré le site comme indiqué en page 31 5) Absence de description de l'impact sur les lieux de la création de pistes permettant le passage des engins de chantier 6) Non respect de l'arrêté préfectoral du 16/11/2009 du fait de la création de tranchées sous les pistes de circulation créées au sein de la centrale pour le raccordement au réseau des télécommunications ; 7) Comment a été déterminé le tracé des pistes de desserte incendie afin de ne pas nuire au revêtement du site afin de conserver l'étanchéité du massif des déchets ? Où se situent les entrées créées sur le site pour les interventions en cas d'incendie ? Combien de camions seront nécessaires pour la pose des gabions mais aussi pour la pose des câbles électriques ? 8) Quid de la signalisation des alertes incendie ou autres accidents de fonctionnement de la centrale solaire et du centre d'enfouissement au zoo d'Attilly voisin de façon à prendre les protections adéquates à l'endroit du public. Concernant l'étude d'impact 9) Déploire l'absence de justification de la réalisation de la centrale en deux phases. 10) Considère qu'une nouvelle inspection des lieux doit être réalisée de façon à justifier la conclusion selon laquelle les tassements n'ont pas modifié la couverture du massif des déchets, la dernière étude ayant été réalisée en 2013, soit il y a dix ans. 11) Juge qu'il aurait été nécessaire de réaliser une analyse physico-chimique 12) Relève qu'il est précisé que le PLU doit être modifié pour que soit envisageable la modification de l'état des lieux. 13) Aurait souhaité la consultation du SAGE de l'Yerres afin de recueillir son avis sur une incidence des écoulements des panneaux Concernant le résumé non technique 14) Considère que le risque d'incendie et d'explosion liés au biogaz existent et constituent effectivement un risque fort.</p>
E23-30/77	<p>9/14</p> <p>20/07/2023</p>

ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS CONSTRUIRE DEPOSE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES
RENOUVELABLES FRANCE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATILLY

Arrêté Préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023

- 15) Estime que le rejet des lixiviats dans le milieu naturel est interdit et inacceptable
 - 16) Signale que la RD35 est interdite aux poids lourds sauf desserte locale dans la traversée de l'agglomération Chevry-Cossigny
 - 17) Demande comment est alimenté le zoo voisin (ERP) en eau potable, du fait qu'il est mentionné que la commune de Férolles-Atilly ne dispose d'aucun point de captage et comment est assuré son assainissement
 - 18) Propose des corrections matérielles : plan de la page 8 ; page 15 (bordure de 50 mètres sur le plan de masse) , page 32 (SCOT caduque)
 - 19) Conteste la modalité de gestion des lixiviats prescrivant le rejet en milieu naturel de ces derniers sans traitement préalable
 - 20) Signale la présence d'une maison entre le site et le zoo ainsi que la présence permanente d'un gardien au niveau du zoo
 - 21) Demande quelles seront les mesures prises pour ne pas impacter les réseaux de collecte et de traitement des lixiviats ainsi que de captage et de traitement du biogaz lors des phases chantier et exploitation du site.
 - 22) Quid de contrôle des paramètres de dégradation organique au delà de la fin du suivi trentenaire de post-exploitation
 - 23) Considère que le parc zoologique sera impacté de façon importante car le chemin d'accès est commun avec la centrale pour ses visiteurs et en particulier de par sa fréquentation par de très jeunes enfants
 - 24) Déplore la non consultation de la Commission Locale de l'Eau du bassin de l'Yerres afin de justifier que les ruissellements induits par l'installation des panneaux photovoltaïques seront sans effets sur le débit des rus réceptionnant ces eaux
 - 25) Considère qu'il ne faut pas faire référence au PLU de 2013 mais à la version de 2021 dont le règlement de la zone Nd est identique et contient les mêmes interdictions d'occupation des sols
- Concernant l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours**
- 26) Demande comment va être assuré la prescription du SDIS de disposer sur le site d'un bassin de réserve incendie alimenté en permanence alors que les deux bassins de rétention existants sont à sec en période de sécheresse.

II. OBSERVATIONS EXPRIMEES DANS LE REGISTRE ELECTRONIQUE CONCERNANT L'OBJET DE L'ENQUETE

REGISTRE DEMATERIALISE (RD) REPRIS EN INTEGRALITE DANS L'ANNEXE 2	
RD1 : M. RIVIER Vice-Président de l'AER (Association d'Environnement du Révéillon)	1) Demande l'organisation d'une réunion publique afin d'informer les férillais et autres intéressés sur ce projet
RD2 : Mme Joelle BORDAS	<p>1) Estime insuffisante la consultation dont une partie se tient sur la période des vacances sans information dans les boîtes aux lettres</p> <p>2) Est surprise par l'implantation du projet sur une décharge non stabilisée et bénéficiant d'une protection de non intervention jusqu'en 2039 : interdiction de percer la bâche de protection, traitement des lixiviats, exploitation de la torchère, ...</p> <p>3) Craint que les blocs de béton sur lesquels sont implantés les panneaux surchargent la bâche de protection</p> <p>4) Considère que le projet est incompatible avec le PLU parce que le site est classé</p>
RD3 : Mme Monique Hervé	<p>1) Déplore que la période de consultation soit limitée du fait qu'elle se déroule au moment des vacances</p> <p>2) Souligne que ce projet prévoit une installation de panneaux photovoltaïques sur le site d'une décharge non stabilisée bénéficiant d'une protection de non intervention jusqu'en 2039 interdisant donc tout percement des bâches de protection</p> <p>3) Considère que le projet est incompatible avec le PLU parce que le site est classé et que l'extension est prévue sur un site classé NA.</p>
RD4 : M. Winieski	<p>1) Signale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'une dizaine de couples de buses nichent depuis plusieurs années sur la décharge et se reproduisent • des risques de fuite de gaz émanant de la déchetterie et des risques d'explosion si étincelle • qu'il s'agit d'un terrain mouvant et instable du fait de l'accumulation des gaz sous la croute de la décharge • que les panneaux solaires assurent un rendement photovoltaïque optimal pendant 25 ans. Au-delà, leur rendement diminue, et il faut penser à les changer. • que l'implantation se fera à proximité d'un site de production gazière par un agriculteur de Chevry – Cossigny

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS CONSTRUIRE DEPOSE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES
RENOUVELABLES FRANCE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY**

Arrêté Préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023

	<p>2) Demande</p> <ul style="list-style-type: none"> • si Total Energies vendra aux férolais son énergie moins chère à des tarifs préférentiels comme le fait EDF lorsqu'ils implantent une centrale nucléaire sur une localité (moins 30 % sur le tarif grand public.) • si Total Energies sera subventionné par l'Etat sur ce projet et à quelle hauteur • si l'accès au site se fera sur un chemin vicinal fermant l'accès à d'éventuels randonneurs ou sur un chemin privé
RD5 : Sylvain Vetois 77150 Ferolles Attilly	<p>1) Suggère des compensations de la part de la maîtrise d'ouvrage au regard de l'installation de panneaux photovoltaïques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Installation de bornes de recharge pour voiture électrique gratuite ; - réfection de l'ensemble de l'éclairage public de la ville ; - Aide financière de la part de Totale Energies pour l'achat et l'installation de panneaux photovoltaïques pour les habitants de la commune ; - Installation de la fibre pour les habitants de la commune non connecté ; - Amélioration et prolongement de pistes cyclables dans la commune.
RD6 : Dominique LOUVET 77330 Ozoir la Ferrière	<p>1) Souligne que le rapport sur le projet n'évoque jamais l'incidence qu'il peut avoir sur les habitants d'Ozoir, en particulier sur la circulation des véhicules durant la phase chantier, d'autant qu'aucune précision n'est indiquée sur les itinéraires des véhicules de chantier</p>
RD7 : Chantal BORDIER 77150 Férolles-Attily	<p>1) Considère que le dossier de faisabilité de cette installation ne présente pas de garanties sérieuses malgré les analyses qui ont été réalisées pour ce projet, ce qui milite légitimement pour avoir des doutes sur la sécurité offerte par cette installation ainsi que par l'absence d'impacts négatifs sur la nature environnante.</p> <p>2) Déplore l'absence de proposition de réfection de l'éclairage public de la commune par exemple ou l'alimentation des bâtiments publics en électricité produite par ce canal (mairie, école, gymnase).</p>
RD8 : Association RENARD Courrier de 3 pages joint en annexe 2	<p>1) Défavorable à la réalisation de la centrale photovoltaïque installée directement sur le sol du fait que cela ne permet pas à la végétation de se développer, ce qui n'est pas favorable à la biodiversité</p> <p>2) Met en exergue deux problèmes qui ne seraient pas résolus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Défrichement sans autorisation de la parcelle 38 qui a été compensé par le classement EBC de la zone déboisée et qu'il est donc impossible qu'une procédure concernant le PLU remette en cause ce classement en EBC.

**ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS CONSTRUIRE DEPOSE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES
RENOUVELABLES FRANCE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY**

Arrêté Préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023

	<p>- Empiètement sur le chemin rural de Chevry à Ozoir-la-Ferrière non résolu et compensé à ce jour.</p> <p>3) Considère que l'enquête publique n'aurait pas dû se dérouler du fait des raisons suivantes : Comme l'indique le dossier de l'enquête publique : « ...la réalisation des phases 1 et 2 nécessitera la mise en compatibilité du PLU... ». Il est en effet impossible de délivrer un permis de construire dans une zone où la conservation ou la plantation des arbres est imposée. Mais il serait également impossible d'autoriser la construction de panneaux solaires, ce qui contreviendrait aux interdictions édictées par l'arrêté préfectoral n° 9 DAIDD IC 291 imposant des servitudes à la société SITA : « ... Il est interdit de réaliser à l'intérieur du site, sur l'emprise des zones de stockage de déchets, des constructions ou ouvrages nécessitant ou non des fondations même superficielles... »</p> <p>4) Souligne que les panneaux solaires devront être arimés au sol pour résister aux vents, ils nécessiteraient des fondations, qui pour être sans doute seulement superficielles, n'en sont pas moins interdites</p> <p>5) Relève que les conclusions de l'étude d'impact sont donc tout à la fois réductrices et incomplètes en ne prévoyant pas de mesures de réduction ou de suppression des impacts sur la faune et la flore pour le dérangement et la destruction des espèces et, notamment, les espèces protégées par la loi.</p>
RD9 : Association France Nature Environnement 77 Courrier de 2 pages joint en annexe 2	<p>1) Considère que l'impact sur les continuités écologiques et la biodiversité n'a pas fait l'objet d'analyses précises, en particulier une partie du projet se situe au sein d'une zone favorable à la reproduction d'oiseaux et d'autres espèces. Pourquoi ne pas éviter cette zone ?</p> <p>2) Demande des études complémentaires sur la pollution des sols et les risques d'affaissement du fait qu'il manque des analyses récentes des sols et un plan d'analyses sur plusieurs années (lexiviats en particulier).</p>
RD10 : Mme Lydie DONDELLI Férolles Attilly	<p>1) Estime qu'il serait nécessaire de démontrer les changements, transformations sur la faune et la flore en conduisant une étude d'impact comparative à la présente étude d'impact en phase d'exploitation de la centrale solaire.</p> <p>2) Sollicite des propositions pour le plan de circulation des véhicules durant les travaux, ce chantier nécessitant une circulation de véhicules de chantier sur un axe fréquenté aux horaires de départ et de retour du travail (pics 7:00-9:30 16:00 -19:00) par des véhicules légers, et par des engins agricoles.</p> <p>3) Suggère : -l'installation de panneaux solaires pour les bâtiments publics et les domiciles des férollois ; -la rénovation de l'éclairage public ; -l'installation et l'entretien de bornes de recharges pour voiture électrique.</p>
RD11 : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)	<p>1) Considère que le projet comporte plusieurs insuffisances, notamment concernant les espèces présentes sur le site qui a aujourd'hui des caractéristiques intéressantes pour la biodiversité du fait de sa situation</p>

<div>ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE D'UN PERMIS CONSTRUIRE DEPOSE PAR LA SOCIETE TOTAL ENERGIES RENOUVELABLES FRANCE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FEROLLES-ATTILLY Arrêté Préfectoral n°2023/01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023</div>	
<div>Courrier de 4 pages joint en annexe 2</div>	<div>entre les zones agricoles et la forêt 2) Signale que le projet se situe dans trame écologique du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), à proximité directe de deux réservoirs de biodiversité. Une partie du projet se situe même dans un Espace Boisé Classé (EBC). 3) Demande une requalification en enjeu fort de la conservation des espèces de chiroptères présentes sur le site. 4) Déclare qu'un certain nombre d'espèces d'oiseaux présents sur le site au statut préoccupant ont été observées par la LPO et ne sont pas mentionnées dans l'étude d'impact. 5) Comme la MRAE, constate une sous-évaluation des enjeux liés à l'habitat que constitue ce terrain. 6) Demande la réalisation d'un inventaire complémentaire pour approfondir l'analyse des enjeux faunistiques et mieux identifier les espèces protégées présentes sur le site ; 7) Demande des mesures d'évitement, de réduction et de compensation plus ambitieuses. 8) D'abandonner la partie du projet située sur la zone classée EBC dans le PLU. 1) Exprime son souhait de recevoir 10 panneaux solaires en cadeau pour sa maison.</div>
<div>RD12 : M. Nicolas DONDELLI Férolles-Attilly</div>	

E23-30/77

14/14

20/07/2023

ARRÊTÉ D'OUVERTURE D'ENQUÊTE :

Arrêté préfectoral n° 2023/01/DCSE/BPE/URBA
Date d'enquête du jeudi 15 juin 2023 à 9h

du 11/05/2023
au lundi 11 juillet 2023 à 17h

☒ **COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**☐ **COMMISSION D'ENQUÊTE**

☒ désigné par le Président du Tribunal Administratif

☐ désigné par le Préfet

M. Claude POUEY, TITULAIRE

M. Jean Pierre SPILBAUER, SUPPLÉANT

M.

REGISTRE D'ENQUÊTE

Je soussigné(e) Claude POUEY ai ouvert ce jour le présent registre côté et paraphé comportant 10 feuilles non mobiles, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent être aussi adressées par correspondance au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

À Ferrolles-Athilly le 15/6/2023

Signature

Claude Pouey

DATE ET HEURES D'OUVERTURE

Aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux au public.

RÉCEPTION DU PUBLIC

☒ par le Commissaire enquêteur

☐ par l'un des membres de la commission d'enquête

Le jeudi 15 juin 2023 de 9 h 00 à 12 h 00

Le samedi 17 juillet 2023 de 9 h 00 à 12 h 00

Le mercredi 5 juillet 2023 de 14 h 00 à 17 h 00

Le lundi 17 juillet 2023 de 14 h 00 à 17 h 00

Le de h à h

Le de h à h

Le de h à h

RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Seront tenus à la disposition du public dès leur réception aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux.

PREMIÈRE JOURNÉE

Le 15 juin 2023

de 8 h 30 à 17 h 30

OBSERVATIONS DE

Première réunion du commandant enquêteur
suite de 4 personnes de l'AGER et d'une habitante de Fels
Ollivier

Le 15 juin 2023

Il leur a été organisé une réunion publique d'information
des Trévillais sur ce projet.

Nous demandons cette organisation pour l'information
États. Guy RIVIER Vice Président AGER

Le 16 juin 2023

Le 19 juin 2023

Le 20 juin 2023

Le 21 juin 2023

Le 22 juin 2023

Le 23 juin 2023

pages 4-5-6

15 h 15 Bonjour Monsieur le commissaire enquêteur

Suite à notre rencontre et à nos échanges le jeudi
je dépose les remarques suivantes sur l'enquête

visant à autoriser un propriétaire privé à ~~jouer~~
installer par Total Energie ^{une centrale} des panneaux photovoltaïques
sur la décharge de Ferrols-Atilly :

— la communication est très insuffisante.

• l'enquête se déroule à la veille et pendant
les vacances d'été.

• L'affichage tout internet, peu utilisé,
est insuffisant. Alas que la commune a jugé
nécessaire d'utiliser encore ce mode de fin le mode
papier pour la fête de Ferrols, pour la sortie culturelle
sur les lieux stratégiques de la commune ; l'enquête
n'y figure pas. Aucun trac n'a été distribué.

• On peut déposer sur le lien qui n'a été
pas noté encore ce matin.

• Les permanences de Commissaire, une en
juin et 3 en juillet sont dans cette même période.

Cette point d'importance ; peu de gens
peuvent apprécier techniquement la situation car le choix
du lieu peut paraître favorable. Mais ce site, non stabilisé,
bénéficie d'une protection et de non intervention sur le site
jusqu'en 2039. Tout percement de la bache de protection est
interdit, les lixivies sont toujours traités, l'extension de la
forêt qui brûle encore le gaz émis est surveillée. Mais
en dépit de ceci, des sondages ont été effectués, des mares (fossés)
ont été creusés et l'incendie et même envisagé au par parade une
petite retenue d'eau saurait à se.

Ce site est classé au PLU et sa révision serait
nécessaire car le PLU est incompatible avec cet aménagement.

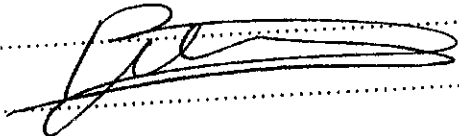
Dans ces conditions l'enquête n'aurait pas
de valeur puisque le projet n'est pas envisageable.

Une extension est prévue dans un second temps.

sur le site classé N.A. en bordure.

Ce projet, même s'il vise une énergie durable, représente un indicateur d'artificialisation de notre territoire rural qui bénéficie pourtant de protection: zone boisée protégée, zones agricoles, bois sur l'eau.

Je demande donc, Monsieur le commissaire, le avis défavorable.



le 26 juin 2023

le 27 juin 2023

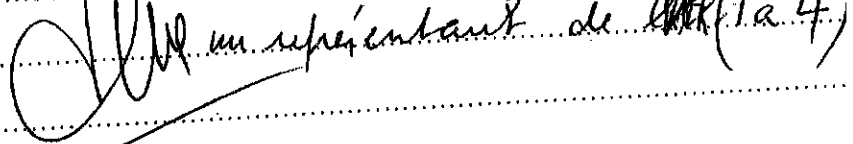
le 28 juin 2023

le 29 juin 2023

le 30 juin 2023

le 1^{er} juillet 2023

Deuxième permanence du communal enquêteur
à partir de Juin des observations du registre électoral
3 visites dont



C. POVEY

Je ne suis pas opposée à l'installation de panneaux, mais je regrette que la réunion d'information se tienne pendant la période

RP3

de vacances -

le manque d'information écrite, les ferollais ne sont pas tous bien informatisés -

le chaos du lieu, ancienne décharge non stabilisée qui doit être protégée jusqu'en 2033!

Hail: jasyane.lesne @ wanadoo.fr
le 1^{er} juillet

Trop d'incertitudes sur les risques d'implantation sur une décharge non sécurisée.

avis défavorable

S. Gamucci

Hail: Sybriane.gamucci@orange.fr

le 3 juillet 2023

le 4 juillet 2023

le 5 juillet 2023

Troisième semaine du commissaire-enquêteur

Offe

le 6 juillet 2023

le 7 juillet 2023

le 10 juillet 2023

le 11 juillet 2023

le 12 juillet 2023

le 13 juillet 2023

le 17 juillet 2023

Une permanence du Commissaire-Légitime
Joint observations 5 à 9 du registre électronique

OK

(RPS)

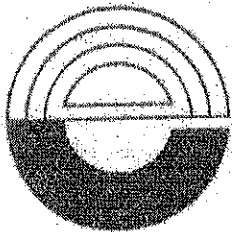
Départ ce jour de votre réponse à l'enquête publique
en papier par l'Association d'Environnement du Réveillon

PP

voir Annexe 1

4 unités dont 2 de l'AER.

A.E.R.



ASSOCIATION D'ENVIRONNEMENT DU REVEILLON

Monsieur Claude **POUET**
Commissaire Enquêteur
Mairie de Férolles-Attilly
45 Grande Rue
77150 FEROLLES-ATTILLY

V. Référence :
N. Référence : Férolles-Attilly-enquête publique-parc photovoltaïque bois Attilly

Férolles-Attilly le 17 juillet 2023

Objet : Réponse à l'enquête publique sur la demande par la Société Total Energie de réaliser un parc photovoltaïque sur le site de l'ancien centre de dépôt de déchets de Férolles-Attilly.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci après les remarques que nous avons été amenés à formuler après examen du dossier de l'enquête publique citée en référence.

Nous n'avons pu prendre connaissance du dossier sur le site de la Préfecture de Seine et Marne qu'après vous avoir signalé son impossibilité de consultation sur le site de la Préfecture de Seine et Marne, comme proposé dans l'annonce légale d'ouverture de la présente enquête publique. Cette annonce légale était, elle, parfaitement consultable.

Nous avons d'ailleurs nous-même contacté la Préfecture qui a constaté cette défaillance.

Nous aurions souhaité que la date retenue pour la tenue de cette enquête publique soit repoussée à une date tenant compte de la fin des vacances d'été, de façon à ce que des personnes indisponibles en ce moment puissent prendre connaissance du dossier et aient la possibilité d'émettre un avis à son sujet.

☹

1. Affichage de l'avis d'enquête publique

L'article L 123-10 du Code de l'Environnement définit les modalités de l'affichage :

Page 1 sur 10

1.-Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale. (...)

Nous avons trouvé l'affichage :

- En mairie de Férolles-Attilly,
- Sur le lieu du projet - encore que le panneau porteur de l'avis d'affichage nous apparaisse fort vulnérable aux agressions,
- Au parking de l'école des Clos.

Un affichage sur les panneaux de la rue du Grand Orme et de la Grande Rue au bourg de Férolles-Attilly aurait été souhaitable. De même pour les écarts, notamment les Clos. Cela aurait permis une bien meilleure information des Férollois et d'autres visiteurs de passage.

Nous avons demandé la tenue d'une réunion publique à Monsieur le Commissaire Enquêteur. L'annonce d'une réunion « Portes ouvertes » a été publiée le 29 juin 2023 sur le site de la commune en vue de sa tenue le 6 juillet 2023. Laquelle a eu lieu.

¶

2. Demande de permis de construire.

Page 4

Il est mentionné que la centrale solaire est soumise à déclaration au titre loi sur l'eau. Nous n'avons pas trouvé cette déclaration dans le dossier.

Nous avons lu à la fois dans le « Résumé non technique » à la page 28, puis dans l'étude d'impact page 207 au paragraphe 5.4 : Justification de la non-nécessité de réalisation d'un dossier « loi sur l'eau.

L'absence de ce dossier, jointe au dossier de demande de permis de construire est dommageable.

Page 11

Cette vue montre le maillage serré du réseau de captage du biogaz qu'il conviendra de protéger en vue d'éviter sa détérioration.

Page 22

Le document concernant la maîtrise foncière n'est pas complet. Des pages manquent.

Page 30

Le suivi trentenaire de post exploitation n'est pas indiqué avec les bonnes dates. Il a été imposé par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 291 du 16/11/2009. (Pièce jointe n°1) Le suivi s'achèvera donc en 2039 et non en 2035 comme dit.

Concernant les tassements nous aurions souhaité leur évaluation, préalablement à l'étude du projet.

Page 31

En ce qui concerne l'avifaune, il est indiqué que des espèces protégées ont intégré le site. Quelles protections sont prévues ?

En phase chantier est prévue la création des pistes « permettant le passage aux nombreux engins de chantier ». Ces pistes ne font pas l'objet d'une description de leur impact sur les lieux.

Page 32

Il est indiqué : « Les fondations seront déposées sur la couche d'étanchéité, sans décaissement ». La figure montre le gabion directement posé sur le sol enherbé, ce qui n'est pas une « couche d'étanchéité ».

Page 33

Au paragraphe « Raccordement au réseau et télécommunication » il est indiqué : « Les tranchées destinées à la pose du câble et de la fibre sont réalisées sous les pistes de circulation créées au sein de la centrale »

Dans ce cas nous sommes en infraction avec l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2009.

Page 36

Au paragraphe « d » on lit la possibilité d'enterrer les câbles.

Au paragraphe « e » les câbles seront posés sur un lit de sable au fond d'une tranchée de 0,80 m de profondeur.

Encore des infractions à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2009.

La desserte incendie demande des pistes de caractéristiques précisées dans le courrier d'avis du S.D.I.S.¹. Confinement a été déterminé leur tracé pour celles qui ne sont pas au pied de la butte afin de ne pas nuire au revêtement du site afin de conserver l'étanchéité du massif de déchets.

Nous n'avons pas trouvé sur les plans de « réservoir d'incendie ». Nous avons trouvé sur les documents du dossier l'utilisation des bassins de rétention des eaux pluviales en cas d'incendie. Ce n'est pas une réserve pérenne.

Nous n'avons pas trouvé sur les plans les entrées créées sur le site pour les interventions en cas d'incendie.

Il n'est pas indiqué la communication des alertes - incendie ou autres accidents de fonctionnement de la centrale et du centre d'enfouissement - au zoo d'Attily voisin, de façon à prendre les protections adéquates à l'endroit du public. C'est un E.R.P.² qui reçoit des visiteurs dont en outre de très nombreux enfants. Il faut aussi protéger les espèces résidentes du zoo.

La clôture grillagée est existante. Nous ne sommes pas certains que le passage de la petite faune ait été prise en compte au moment de son installation.

Page 39

Dans la prise en compte de l'environnement des vues indiquent l'impact de l'installation projetée. Il faut remarquer que les arbres en bordure de site sont des espèces à feuilles caduques. Après la chute des feuilles quel sera l'impact visuel ?

Page 53

Dans la vue présentée, il s'agit de la « Ferme de Beaurrose » et non pas de « Ferme du Bois de Beaurrose ».

§§

3. Etude d'impact.

Page 22

Il n'est pas justifié la réalisation de la centrale en 2 phases.

Page 23

« Plan masse du projet La centrale photovoltaïque de Férolles-Attily sera installée en deux phases distinctes. Le plan masse définitif de la phase 1, de la phase 2 puis du projet au global est présenté aux pages suivantes. (...) »

Il apparaît dans les pages suivantes : 23, 24, 25, que les plans sont présentés dans l'ordre inverse de celui indiqué ci-dessus. Ils ne sont pas orientés et comportent de abréviations - par exemple HTA - qui ne sont décryptées dans aucun glossaire.

Les installations de la phase 2 sont situées dans un Espace Boisé Classée (E.B.C.) et dans la zone de protection de 50 mètres de l'E.B.C.. Cette dernière est bien indiquée sur le plan de la phase 1, mais omise ailleurs. Ces installations ne sont pas admises ici au regard du Plan Local d'Urbanisme.

Page 28

Quelle est la justification de la différence de surface exposée entre les panneaux de la zone nord et ceux de la zone sud.

¹ Service Départemental des services d'Incendie et de Secours

² Etablissement Recevant du Public

« (...) les structures porteuses seront des modèles standards (fixes) orientés vers le sud géographique et inclinés de 17° par rapport à l'horizontal. »

• Schéma d'implantation de la page précédente indique un angle d'orientation de 20 degrés.

Nous ferons la même remarque pour les hauteurs données puisqu'elles concernent les points les plus bas des tables.

« Dans le cas présent du projet sur l'ancien site de stockage de déchets de Férolles-Attilly, la solution de « plots autoportants » ou de « gabions » est retenue afin de respecter les contraintes liées à la nature du site (déchets présents en sous-sol). »

Il n'est donné aucune caractéristique des supports et des tables : dimensions, poids, ce dernier point étant essentiel vu qu'il s'ajoute au poids des gabions, compte tenu de la nature du sol porteur.

Page 30

« La centrale sera équipée d'espaces de circulation périphérique de 5 mètres de large nécessaire à la maintenance et permettant l'intervention des services de secours et de lutte contre l'incendie. »

Dans son avis le S.D.I.S. indique les caractéristiques précises des voies à l'intérieur du projet pour un accès en cas d'intervention.

La réalisation de ces voies sera-t-elle possible sans atteinte au massif de stockage ?

Page 31

Il aurait été souhaitable de donner un planning de durée des travaux après obtention du permis de construire objet de la présente enquête publique. Le tableau suivant est plus réaliste.

Page 32

3.3.3. Préparation du site

« Cette phase concerne les travaux de débroussaillage, de mise en place des voies d'accès et des plates-formes, de préparation de la clôture et de mesurage des points pour l'ancrage des structures (dimensionnement des structures porteuses). »

En ce qui concerne la mise en place des voies d'accès, comment a été déterminé leur tracé ?

La couverture du massif de déchets ne supporte pas de fortes charges.

Le S.D.I.S. demande des caractéristiques précises de réalisation de ces aménagements de voirie.

« Si des travaux de nivellement nécessitent l'apport de matériaux, ceux-ci proviendront exclusivement du site. Aucun apport extérieur de matériaux n'est nécessaire. »

Nous demandons à quel endroit du site il sera possible de récupérer des matériaux.

« FIXATION DES STRUCTURES AU SOL Les supports gabions sont installés sur les terrains. Ils sont au nombre de 3 par table, d'environ 1 à 2 tonnes chacun. Cette technique minimise l'impact sur les terrains sous-jacents puisqu'elle permet de poser les supports en surface et ne nécessite pas de déblais ou de refoulement du sol. »

Il n'est pas indiqué les conséquences de cette pression sur la couverture du massif de déchets.

Nous n'avons pas trouvé dans le tableau de la page suivante le nombre de camions nécessaires, et la procédure retenue pour la mise en place des gabions.

D'autant que les passages pour l'installation des nombreux composants - les câbles électriques de puissance et les câbles de communication, (dispositifs de télésurveillance, etc.). - seront nombreux et effectués avec des véhicules lourds : grue par exemple.

Page 34

Concernant la maintenance du site il n'est évoqué que la maintenance du site exploité par Total Energie. Il y a aussi les interventions de maintenance et éventuellement les interventions d'urgence concernant le suivi de l'installation précédente des déchets, ne serait-ce que l'évacuation des lixiviats vers la station de traitement. Comment est assurée la sécurité de ce personnel.

Page 36

« Sécurité et surveillance des installations (...) Caméras et détecteurs Fixées à des poteaux → simple dévissage des éléments »

Les poteaux perforeront la membrane de protection des déchets enfouis.

Page 39

Dans le tableau

« 5.2. En phase exploitation - Eaux superficielles : Eaux superficielles ☐ Aspect quantitatif La surface d'imperméabilisation des terrains est très faible. Les panneaux sont vissés sur les supports en respectant un espacement de 2 cm entre chaque panneau afin de laisser l'eau s'écouler dans ces interstices. Les espacements des tables, des panneaux et des rangées permettront une meilleure répartition des eaux pluviales et leur infiltration à la parcelle. Le projet ne modifiera pas les conditions d'infiltration à la parcelle. Le projet ne modifiera pas les conditions d'infiltration des eaux pluviales. »

Il nous apparaît que compte tenu de l'utilisation antérieure du site une étude aurait été souhaitable. Le massif de déchets est recouvert par une membrane géotextile qui protège les matériaux enfouis de l'infiltration des eaux de pluie. Ceci afin de ne pas générer des lixiviats supplémentaires à ceux

des déchets enfouis. L'imperméabilisation génère un écoulement supplémentaire et le terrain n'est pas un terrain « initial ».

Page 55

« Figure 34 Carte des pentes de plus de 10% »

Nous ne comprenons pas la présence de la partie droite de la légende : Autoroute, Nationale etc ...

Page 56

Le plan topographique n'est pas légendé.

Page 59

L'intitulé : « Fossé 01 de la commune de Chevry-Cossigny » sur la carte est en réalité le « ru du Bervilliers » qui se jette dans le ru du Réveillon à Chevry_Cossigny.

Page 60

L'enjeu de l'analyse des eaux pluviales au droit du site est qualifié de moyen.

Dans le tableau de bas de page, on lit : « Le suivi des analyses réalisées sur les eaux pluviales avant rejet dans ce système entre 2005 et 2012 a montré une majorité de résultats en-dessous des valeurs limites de rejet. »

Compte tenu de la dégradation des déchets enfouis, une analyse aurait été nécessaire pour actualiser l'état des eaux.

Page 63

« Ouvrages référencés sur la BSS au droit du site : (...) Point n°02202X0030/F1 Profondeur 56 m, forage exploité pour le parc zoologique d'Attilly »

Or en page 10 du résumé non technique on lit :

« La commune de Férolles-Attilly ne possède aucun captage d'eau en activité. Par ailleurs, le site d'étude n'est concerné par aucun périmètre de protection des captages des communes limitrophes »

Nous souhaitons une explication.

Page 73

« Enjeu fort Le site d'étude est soumis par arrêté préfectoral relatif aux installations classées à des règles de gestion et de suivi post-exploitation, suite à son activité de décharge d'ordures ménagères (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) ayant pris fin le 30/06/1991. Un réseau de captage mis en place sur le site permet la valorisation ou le brûlage du biogaz issu de la décomposition des déchets organiques. La combustion du biogaz peut inclure des risques d'incendie et d'explosion, risques maîtrisés dans le cadre de l'exploitation du site en ICPE »

Nous demandons la production des arrêtés Préfectoraux – non joints au dossier – de la cessation d'activité de la décharge le 30/06/1991 et de l'arrêté précisant les règles du suivi post exploitation.

Page 75

« L'arrêté préfectoral du 17/04/2004 fixe des prescriptions pour le réaménagement final et les conditions de gestion et de suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Férolles Attilly, dont l'exploitation est achevée. Les résultats de ce suivi post-exploitation sont présentés ci-après. Ces données sont issues du mémoire sur l'état du site à 5 ans, réalisé par Safège pour le compte de la société SITA FD, en 2013. »

Il pourrait être précisé ici que le compte rendu de S.A.F.E.G.E. est en pièce annexe de ce document.

On remarque en page 30 de ce document S.A.F.E.G.E. :

- Que cette étude a été réalisée en 2013 soit il y a 10 ans !,
- Qu'il a été constaté un affaissement de 0,3 à 0,4 mètre du massif de déchets.

Il aurait été nécessaire qu'une nouvelle inspection des lieux soit réalisée de façon à justifier la conclusion selon laquelle les tassements n'ont pas modifié la couverture du massif de déchets :

« Il s'agit de tassements faibles (de 0,4 à 1,2 %) pour cette période de temps, ce qui témoigne d'une fin de dégradation organique des déchets qui est à l'origine de ces tassements. Par ailleurs, les visites régulières du site permettant de s'assurer que les talus de remblai des zones de stockage de déchets ne présentent pas des instabilités géotechniques : glissement de matériaux, ravinement, etc. Aucun dégât de cet ordre n'a été constaté depuis les 5 dernières années. »

Page 76

« 4.3.2.1. Bilan de la collecte et du traitement des lixiviats »

Le paragraphe suivant est inexact puisque les lixiviats sont exportés pour un traitement dans une station d'épuration.

En revanche l'évolution de leur analyse physico-chimique aurait été nécessaire.

« 4.3.2.2. Bilan du captage et traitement du biogaz au droit du site »

Les lixiviats étant évacués, l'unité de traitement ne sert plus. Que devient le biogaz ?

Page 93

Concernant l'enjeu flore : « La flore est diversifiée et on note la présence d'espèces assez rare à potentiellement très rare en région. »

Il convient de protéger les espèces rares existantes sur le site et éliminer les espèces envahissantes.

Page 102 et 103

Ces cartes montrent clairement la réappropriation du territoire par la faune et la flore .

Page 116

Le réseau d'assainissement du Clos de la Vigne est maintenant en réseau séparatif. Il n'est plus en réseau unitaire.

Page 117

La photographie montre clairement que de nombreuses canalisations, de biogaz en particulier récupéré, parcourent le site. Au reste la conclusion l'indique justement :

« Enjeu fort Le site est concerné par de nombreux réseaux liés à la gestion liés à son activité passée (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) »

Il n'est pas indiqué comment « ces nombreux réseaux » seront protégés tant en phase des travaux d'installation, qu'en phase d'exploitation de la centrale.

Page 140

La carte de synthèse des enjeux précise dans les enjeux forts du règlement d'urbanisme de la commune de Férolles-Attilly : La zone Nd du Plan Local d'Urbanisme , les Espaces Boisés Classés, la bande de protection de 50 mètres des lisières des espaces boisés classés. (Dans notre cas le bois d'Attilly)

Il ne nous apparaît pas que cette dernière prescription soit respectée sur nombre de plans de la présente étude d'impact, dont celui de la **Page 145**.

Page 221

Il est bien précisé que le Plan Local d'Urbanisme doit être modifié pour que soit envisageable la modification de l'état des lieux.

Page 224

Nous aurions souhaité la consultation du S.A.G.E. de l'Yerres afin de recueillir son avis sur une incidence des écoulements des panneaux.

Page 295

Les annexes citées ne sont pas en pièces jointes éditées.

§§

4. Résumé non technique

Page 7

La centrale sera installée en deux phase distinctes. Le permis de construire ne concerne qu'une seule phase, qui paraît être la phase 1 présentée ici. Pourquoi ne pas avoir étudié simultanément les deux phases ?

Sur le plan de la **page 8** (qui n'est pas orienté) on voit clairement l'installation totale des cellules. Sur ce plan apparaissent de nombreux symboles qui ne sont pas répertoriés en légende. Les puits de lixiviats en outre.

Page 10

La topographie : il est bien noté : (...) Le site d'étude constitue la zone la plus élevée de la commune (129 m NGF) et présente des irrégularités, pentes et buttes du fait de son passé de décharges ISNDN. Ces irrégularités pourront notamment influencer la circulation des eaux.

Ce point mérite une attention importante.

Les captages : « La commune de Férolles-Attilly ne possède aucun captage d'eau en activité. Par ailleurs, le site d'étude n'est concerné par aucun périmètre de protection des captages des communes limitrophes ».

Nous souhaitons connaître le moyen d'alimentation en eau potable du zoo voisin.

Le risque industriel : « Le site d'étude est soumis par arrêté préfectoral relatif aux installations classées à des règles de gestion et de suivi post-exploitation, suite à son activité de décharge d'ordures ménagères (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux) ayant pris fin le 30/06/1991. Un réseau de captage mis en place sur le site permet la valorisation ou le brûlage du biogaz issu de la décomposition des déchets organiques. La combustion du biogaz peut induire des risques d'incendie et d'explosion, risques maîtrisés dans le cadre de l'exploitation du site en ICPE ».

Page 6 sur 10

Les règles de gestion et de suivi post exploitation sont édictées par un arrêté Préfectoral qui n'est pas référencé ici. Par ailleurs le risque d'incendie et d'explosion liés au biogaz existent et constituent effectivement un risque fort.

Les sols pollués : « Le site d'étude se trouve au droit d'une ancienne décharge ISDND, considérée par la base de données BASIAS comme un ancien site industriel potentiellement pollué. Un suivi de la qualité physico-chimique des lixiviats, soit la fraction soluble issue des déchets en décomposition, permet de contrôler l'éventuelle pollution produite par les déchets. Un suivi a été réalisé entre 2005 et 2012 : les lixiviats présentent un potentiel polluant réduit et semblant s'être stabilisé au regard des concentrations mesurées. Leur traitement via les bassins lixiviats du site, avant rejet dans le milieu naturel, reste primordial. Par ailleurs, le biogaz produit capté est dans la phase finale de production pour un site de cette taille. Ces paramètres montrent que l'ancienne décharge est en train de se stabiliser. Pour rappel, un suivi de la qualité des eaux pluviales collectées sur le site a prouvé l'efficacité du réseau traitement. Enfin, un suivi de la qualité des eaux souterraines a montré l'absence de pollution significative dans les eaux (hormis d'origine agricole et animale) et l'impact faible de la décharge ISDND sur la qualité des eaux ».

- Nous contestons le point : Leur traitement via les bassins lixiviats du site, avant rejet dans le milieu naturel, reste primordial.

Nous avons retenu que le bassin de retenue des lixiviats sert à leur stockage avant d'être acheminés vers la station de traitement des eaux usées du S.I.C.T.E.U.P.T.G.³ à Presles en Brie, comme dit dans le courrier de Monsieur le Préfet de Seine et Marne dans son courrier du 8 septembre 2022. (Pièce jointe n°2)

Le rejet des lixiviats dans le milieu naturel est interdit et inacceptable.

Démographie : « Le site d'étude ne comprend aucun logement dans son périmètre »

Un passage sur le chemin d'accès au site montre qu'il dessert aussi une maison située à proximité du site.

Réseau viaire : « Le site d'étude est accessible par des chemins ruraux reliés à la route de Chevry depuis la RD35, qui est un axe de desserte locale. Étant donné que le site d'étude n'est pas directement relié à cet axe, l'enjeu est faible en ce qui concerne le réseau viaire et le trafic routier. »

Il n'est pas noté que la RD 35 est interdite aux poids lourds – sauf desserte locale – dans toute la traversée de l'agglomération de Chevry-Cossigny.

Nous souhaitons un éclaircissement en ce qui concerne la dernière phrase ...

Réseaux : « La zone d'étude se situe en dehors de toute zone d'habitation. Elle n'est pas desservie par un réseau d'eau potable, sous réserve de détection de réseau après demandes de DT (que signifient ces lettres ?). Le site d'étude n'est pas raccordé à un réseau d'assainissement collectif »

Comment est alimenté le zoo voisin (E.R.P.⁴) en eau potable est comment est assuré son assainissement ?

Page 13

La carte indique clairement des enjeux forts sur l'ensemble du site. Particulièrement les pentes des flancs de la butte, et le respect des 50 mètres d'éloignement de l'espace boisé classé.

Page 14

Il y a une maison au voisinage immédiat de l'installation.

Nous présumons un hébergement à l'intérieur du zoo, nécessaire pour veiller en permanence sur les différentes espèces pensionnaires, lors des fermetures du zoo au public.

Page 15

Sur le plan de masse définitif n'est pas figurée la zone de 50 mètres par rapport au boisement au nord. De plus des panneaux figurent dans la zone des 50 mètres de protection du boisement au nord.

Page 21

RESEAUX : « Le site en projet est contraint par les réseaux spécifiques à l'ancien centre de stockage de déchets (collecte et traitement des lixiviats, captage et traitement du biogaz). Ces réseaux sont précisément localisés par le gestionnaire de l'ISDND et ne seront pas impactés par le projet. (...) »

Quelles mesures seront prises pour ne pas impacter ces réseaux en phase de construction de la centrale, puis en cas d'atteinte à ces réseaux, enfin pour procéder aux opérations de maintenance ?

Page 23

EAUX SUPERFICIELLES :

³ Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Eaux Usées de Presles-Tourman-Gretz

⁴ Etablissement Recevant du Public

5. Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Nous n'avons pas trouvé dans les documents « notice d'impact » et « résumé non technique » la prise en compte de cet avis concernant la résistance des accès aux véhicules d'intervention et auparavant de réalisation de la centrale.

Il en est de même des moyens pour le maintien en eau de l'un des bassins de régulation des eaux pluviales pour la sécurité incendie. Ces bassins à l'origine destinés à tamponner le rejet des eaux pluviales dans les rus de Bervillier et de la Ménagerie sont à sec en période de sécheresse.

Il est précisé « le volume de la réserve garanti en tout temps ne doit pas être inférieur à 120 mètres cubes d'un seul tenant ». Cette condition ne pourra probablement être réalisée en permanence, notamment en été.

⌘

6. Réponse Total à l'Avis Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement de l'Aménagement et des Transports

Dans ce document qui contient l'avis de la D.R.I.E.A.T. on trouve en conclusion l'avis suivant de cette instance :

« Aussi, en l'état actuel du dossier transmis et en l'absence d'éléments supplémentaires de démonstration concernant les points soulevés ci-dessus, il n'est pas possible à ce stade pour notre service d'émettre un avis favorable »

Nous sommes en accord avec les remarques et la conclusion de cet avis.

⌘

7. Avis Agence Routière Départementale des Territoires

Dans son avis, l'Agence Routière Départementale évoque une superficie de panneaux de 3,44 hectares. Ce qui est donné dans les documents autres comme étant la superficie de la phase 1 de l'installation. Il n'est pas évoqué ici une phase 2.

Nous n'avons pas trouvé dans le dossier la prise en compte de cet avis en ce qui concerne les accès au site, au reste commun avec le zoo, point dont il n'est pas tenu compte ici.

⌘

8. Demande de rencontre avec le Commissaire Enquêteur

Nous demandons à vous rencontrer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, après la clôture de l'enquête publique, afin de développer ou compléter les remarques que nous avons effectuées.

⌘

9. **En conclusion :**

Nous pensons que l'installation de centrale photovoltaïque serait préférable en toiture des bâtiments – entrepôts par exemple – avec une couleur claire. Les solutions au sol soit consomment de l'espace agricole, soit sont comme ici sont susceptible de créer des nuisances à l'environnement de par la détérioration du sol support, d'ailleurs concerné par un arrêté Préfectoral de surveillance et entretien.

Nous vous proposons de **donner un avis défavorable** au projet dans sa définition actuelle, notamment en raison de sa non-conformité aux documents

- Le P.L.U. de la commune de Férolles-Attilly ;
- Le non-respect de l'arrêté Préfectoral de surveillance trentenaire du site, dont nous pensons qu'il convient de respecter ses différents articles ;
- La réalisation nécessitera de nombreux transports de matériaux divers au moyen de matériels de manutention lourds, choix incompatible avec la fragilité de la couverture du massif de déchets.
- Des conséquences que pourrait avoir, sur les populations, sur le milieu naturel, un incendie de ces installations ;

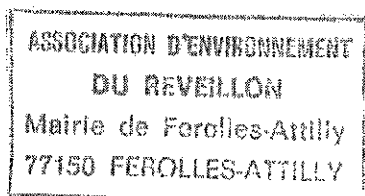
La Présidente, Patricia BAUDOT

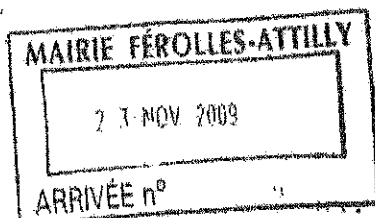


Pièces jointes :

Pièce n°1 : arrêté préfectoral 09 DAIDD IC 291

Pièce n°2 : courrier Préfet de Seine et Marne du 08/09/2022 : traitement des lixiviats





PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Politiques Territoriales
et du Développement Durable

PIECE N° 1

**Arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 291
imposant des servitudes d'utilité publique à la société SITA - FD
pour son ancienne décharge d'ordures ménagères située à FEROLLES-ATTILLY (77150)**

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,**

Vu la partie législative du Code de l'environnement, Livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 515-12,

Vu la partie réglementaire du Code de l'environnement, Livre V, et notamment ses articles R. 515-24 à R. 515-31,

Vu notamment les arrêtés préfectoraux n° 74 DAGR 2 EC 228 du 03 septembre 1974, n° 89 DAE 2 IC 294 du 29 décembre 1989, et n° 04 DAI 2 IC 164 du 07 juillet 2004, relatifs à l'ancienne décharge d'ordures ménagères gérée par la Société SITA FD, sise 132 rue des Trois Fontanot à NANTERRE (92000), et située sur le territoire de la commune de Férolles-Attilly,

Vu la demande d'institution de servitudes d'utilité publique transmise le 16 janvier 2008 par la Société SITA FD pour la décharge d'ordures ménagères susvisée, demande complétée le 21 mai 2008,

Vu l'avis du Service chargé de la sécurité civile du 21 février 2008,

Vu l'avis de M. le Directeur départemental de l'équipement du 28 avril 2008,

Vu le rapport n° E/2008-829 du 05 juin 2008 de M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France,

Vu la communication du projet correspondant à la demande d'institution de servitudes d'utilité publique susvisée au Maire de Férolles-Attilly et à la Société SITA FD le 20 août 2008,

Vu l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 085 du 31 mars 2009 portant ouverture d'enquête publique du 20 avril au 20 mai 2009 inclus sur la demande d'institution de servitudes d'utilité publique susvisée,

Vu le registre d'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur,

Vu l'ensemble du dossier d'enquête publique parvenu en retour à la préfecture le 22 juin 2009,

Vu l'avis émis par le Conseil municipal de la commune de Férolles-Attilly en séance du 29 mai 2009,

Vu le rapport n° E-2009-911 du 02 juillet 2009 du Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France,

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en séance du 15 octobre 2009,

.../...

Vu le projet d'arrêté notifié au pétitionnaire le 26 octobre 2009 qui a indiqué par lettre du 05 novembre 2009 n'avoir aucune observation sur ce projet d'arrêté préfectoral,

Considérant, au regard des dispositions de l'article L. 515-12 du Code de l'environnement, que des servitudes d'utilité publique doivent être instituées pour l'ancienne décharge d'ordures ménagères sur des parcelles de la commune de Férolles-Attilly,

Considérant que les contraintes d'urbanisme, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients occasionnés par l'ancienne exploitation de la décharge d'ordures ménagères susvisée au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Considérant que ces servitudes d'utilité publique, d'une durée minimale de 30 années et en tout état de cause d'une durée au moins égale au suivi post-exploitation de cette décharge d'ordures ménagères, doivent notamment interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle, et assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de captage et de traitement des lixiviats, des moyens de contrôle de la qualité des eaux souterraines, et assurer le maintien durable du confinement des déchets mis en place,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er}

Pour l'ancienne décharge d'ordures ménagères, située sur le territoire de la commune de Férolles-Attilly et gérée par la Société SITA FD, sise 132, rue des Trois Fontanot à Nanterre (92000), les servitudes d'utilité publique énoncées ci-après sont instituées par le présent arrêté sur les parcelles suivantes :

Pour les parcelles cadastrées n° 38, 39, 40, 41, 87, 88, 89, 196, 210 et 90 pour partie de la section A de la commune de Férolles-Attilly, soit pour une surface totale de 386 216 m² :

- o les occupations et utilisations de sol incompatibles avec l'installation de stockage sont interdites ;
- o tout aménagement ou construction portant atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques ainsi qu'à l'intégrité des réseaux de dégazage et de récupération des lixiviats est interdit ;
- o il est interdit de réaliser des excavations ou autres formes de cavités ainsi que tout décapage susceptibles de :
 - créer des dépressions qui favoriseraient l'accumulation d'eau, gênant le libre écoulement des eaux de pluie vers le fossé périphérique, et entraveraient l'efficacité du réseau de dégazage (accumulations de condensats dans les collecteurs aux points bas créés),
 - remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en remettant à jour le massif, dans le cas d'excavations profondes ;
- o il est interdit de réaliser des forages ou des « trous », excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant, susceptibles d'engendrer des entrées d'air et d'eau dans le massif de déchets ;
- o il est interdit de réaliser à l'intérieur du site, sur l'emprise des zones de stockage de déchets, des constructions (bâtiments, habitations permanentes ou secondaires de tiers, etc) ou ouvrages nécessitant ou non des fondations, même superficielles. Des constructions liées à la bonne exécution du suivi post-exploitation de la décharge peuvent être envisagées à l'intérieur du site mais en dehors des zones de stockage de déchets précitées ;

o il est interdit d'effectuer des plantations d'espèces à racines profondes susceptibles de nuire à la conservation de la couverture ;

o il est interdit d'intervenir sur les digues périphériques de soutien du stockage, que ce soit en tête de digue, en pied de digue ou sur la pente, excepté pour des raisons d'entretien ou de reprises nécessaires et en relation avec l'exploitant ;

o il est interdit de déplacer, de supprimer, ou de combler, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant :

- un des éléments du réseau de captage et d'élimination du biogaz,
- le dispositif périphérique de récupération des lixiviats de la zone de reprofilage,
- les piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines,
- les fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement,
- les ouvrages de récupération des eaux pluviales et des lixiviats ;

o tout aménagement (affouillement, excavation, etc) susceptible de compromettre la stabilité du dôme de réaménagement est interdit ;

o la réalisation de parcs de loisirs, d'aires de jeux, de camping, et de stationnement de caravanes est interdite sur l'emprise du site.

o l'accès aux piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines doit être maintenu.

ARTICLE 2

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 514-1 du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ceci sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 3

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 4

Les présentes servitudes sont annexées au Plan local d'urbanisme (ou plan d'occupation des sols) de la commune de Férolles-Attilly dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 – Information des tiers (article R. 512-39 du Code de l'environnement)

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Férolles-Attilly et peut y être consultée. Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire. Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7 – Délais et voies de recours (article L. 514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif uniquement (tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1^{er}, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de ladite décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 8 :

- La Secrétaire Générale de la Préfecture,
 - le Maire de Férolles-Attilly,
 - le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
 - le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny-le-Temple,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la société SITA-FD., sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 16 novembre 2009
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale


Colette DESPREZ

DESTINATAIRES :

- la société SITA - FD
- M. le Maire de Férolles-Attilly
- M. le DIRE Savigny-le-Temple
- M. le DIRE Paris
- SIDPC
- Chrono



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de Coordination
des Services de l'État

PIECE N° 2

Bureau des procédures environnementales
à faire suivre par Catherine KENZOUA
tél : 01.64.71.77.28 – courriel : catherine.kenzoua@seine-et-marne.gouv.fr

Melun, le 8 septembre 2022

Le préfet de Seine-et-Marne

à

Madame la Présidente de l'Association
d'Environnement du Réveillon

Objet : Centre d'enfouissement de Férolles-Attilly – traitement des lixiviats.

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur le traitement des lixiviats provenant de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Férolles-Attilly, anciennement gérés par l'ISDND de Soignolles-en-Brie, exploitée par la société SUEZ RV Île-de-France.

Le bilan annuel 2021 de l'ISDND de Soignolles-en-Brie indique que l'unité de traitement des lixiviats de cet établissement n'a reçu, en 2021, aucun lixiviat issu de l'ancienne ISDND de Férolles-Attilly. Je vous rappelle que l'installation de Férolles-Attilly est actuellement en suivi post-exploitation gérée par la société SUEZ RR IWS MINERALS France.

En 2021, l'ancienne ISDND de Férolles-Attilly a produit un volume de lixiviats de 7 159 m³.

Conformément à la convention signée en 2020 avec le Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Eaux Usées de Presles-Tournan-Gretz, valable jusqu'en 2025, ces lixiviats ont été transférés vers la station d'épuration de Presles-en-Brie pour y être retraités.

Tels sont les éléments que je suis en mesure de porter à votre connaissance.

Dans l'attente, mes services restent à votre disposition pour toute demande de renseignement complémentaire.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,


Cyrille LE VÉLY

Copie pour information à :

Monsieur le sous-préfet de Torcy,
Madame la cheffe de l'UD de Seine-et-Marne de la DRIEAT d'Île-de-France.

Aspect quantitatif La surface d'imperméabilisation des terrains est très faible. Les panneaux sont vissés sur les supports en respectant un espacement entre chaque panneau afin de laisser l'eau s'écouler dans ces interstices. Les espacements des tables des panneaux et des rangées permettront une meilleure répartition des eaux pluviales et leur infiltration à la parcelle. Le projet ne modifiera pas les conditions d'infiltration des eaux pluviales.

Il semble que les panneaux étanches créeront un ruissellement qui ne facilitera pas l'infiltration à la parcelle.

Aspect qualitatif Le risque de pollution accidentelle en phase d'exploitation ne concerne que les interventions de maintenance sur site. Ces interventions sont limitées et renvoient essentiellement à l'entretien du site et aux éventuelles réparations d'éléments techniques. De par la nature légère de ces opérations de maintenance, la probabilité que ces interventions soient à l'origine d'une pollution accidentelle est négligeable. »

De quelles interventions s'agit-il ? Celles nécessitées par la centrale, ou celles concernant le centre d'enfouissement ?

Page 24

RISQUES TECHNOLOGIQUE :

« Un suivi trentenaire de post-exploitation (2005 – 2035) de l'ancienne ISDND est en cours, afin de contrôler les paramètres de dégradation organique du site. Au-delà de ce suivi, le potentiel polluant du site sera très résiduel voire nul. »

Le projet de centrale solaire ne viendra pas modifier les mesures et dispositions mises en place à la bonne gestion du site ICPE.

Quelles mesures pour le contrôle des paramètres de dégradation organique ? Justification de l'affirmation du potentiel polluant nul ?

Par ailleurs, la zone du projet n'est pas concernée par le risque TMD » (traduction de l'abréviation ?)

Page 26

TOURISME ET LOISIRS

« La réalisation de l'aménagement n'aura pas d'incidence sur le tourisme et les loisirs »

Le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la commune de Férolles-Attilly indique en page 8 : « Valoriser les activités commerciales, touristiques et de loisirs. Outre les activités équestres qui représentent un atout indéniable pour le développement des loisirs sur le territoire, la commune souhaite valoriser ses atouts touristiques en s'appuyant notamment sur le parc zoologique et le golf.

En particulier, le zoo du bois d'Attilly est un espace privilégié pour des loisirs thématiques et de découverte avec 313 animaux de la faune sauvage des 5 continents représentant quelques 76 espèces de mammifères et d'oiseaux. C'est, par ailleurs, un lieu de détente et de promenade de plein air, dans un écrin de verdure. De grands espaces naturels ont été aménagés sur 25 hectares et 50 hectares sont en cours d'aménagement. »

Le parc zoologique voisin sera certainement impacté de façon importante car le chemin d'accès est commun avec la centrale pour ses visiteurs. Il paraît nécessaire, vu la configuration des lieux, de sécuriser l'entrée au zoo, en particulier de par sa fréquentation par de très jeunes enfants.

Page 28

« Justification de la non-nécessité de réalisation d'un dossier « loi sur l'eau »

Celui-ci est pourtant dit nécessaire dans la demande de permis de construire ...

Nous pensons que la consultation de la Commission Locale de l'Eau du bassin de l'Yerres aurait été nécessaire afin de justifier que les ruissellements induits par l'installation des panneaux photovoltaïques seront sans effets sur le débit des rus réceptionnant ces eaux.

Page 31

« Préservation de la zone tampon entre les massifs de végétations évités et les boisements alentours »

Nous souhaitons plus de précision quand à la situation des zones préservées.

Page 32

« Schéma de Cohérence Territoriale Frange Ouest du Plateau de la Brie (FOPB) »

Nous remarquons une faute : il doit s'agir du SCoT de la Frange Ouest du Plateau de Brie. Celui-ci est caduque.

« Plan Local d'Urbanisme de Férolles-Attilly »

« P.L.U. approuvé le 29 mai 2021. Les « constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif » ne sont pas autorisées en zonage Nd. Aussi, la réalisation des phases 1 et 2 nécessitera la mise en compatibilité du PLU (déclassement de l'EBC sur la parcelle concernée, autorisation d'implantation d'une centrale photovoltaïque en zone Nd). De manière générale, le projet devra tenir compte des dispositions du règlement, du PADD et des OAP du PLU. »

En effet le P.L.U.⁵ approuvé en 2013 – la présente étude étant datée de novembre 2021 il n'y a pas de référence à y faire ici – a été remplacé par le P.L.U. approuvé en 2021. Le règlement de la zone Nd est identique et contient les mêmes interdictions d'occupation des sols.

¶¶

⁵ Plan Local d'Urbanisme



FÉROLLES-ATTILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

Numéro : 1 Date de dépôt : 16/06/2023 Heure de dépôt : 17:39 Valide : ☒ Modéré : ☐

Observation :

Bonjour Monsieur le Commissaire Enquêteur,
Nous demandons l'organisation d'une réunion publique afin d'informer pleinement les Férollois et autres intéressés sur ce projet important pour l'environnement de la commune de Férolles Attilly.
Guy Rivier vice Président de l'Association d'Environnement du Réveillon

Nom : GUY RIVIER

Adresse : Mairie de Férolles Attilly
45 Grande Rue

Cedex : 77150

Email : aer.77@orange.fr

Ville : FÉROLLES ATTILLY

Téléphone :

Fichier :

FÉROLLES-ATTILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

Numéro : 2

Observation :

Date de dépôt : 23/06/2023

Heure de dépôt : 16:13

Valide : ☒Modéré : ☐

Après consultation de la demande d'installation en 2 temps 'une centrale de panneaux voltaïques sur la décharge de Férolles en terrain privé, la consultation étant très insuffisante (16 juin jusqu'17 juillet), très courte, période de vacances, sans panneau, ni information dans les boîtes aux lettres. Bien que ce mode de production soit tout à fait remarquable, il est important de souligner que son implantation sur une décharge non stabilisée et bénéficiant d'une protection de non intervention jusqu'en 2039 soit surprenant. Tout percement de la bâche de protection est interdit, les lixiviats sont traités, l'entretien de la torchère brûle encore des gaz émis peu compatibles avec une étincelle électrique. Les blocs de béton sur lesquels sont implantés les cellules photovoltaïques risquent de surcharger dangereusement la bâche! Des sondages effectués (non autorisés), des noues, des petits fossés sont prévus afin que les eaux de ruissellement se retrouvent dans une petite retenue qui pourrait servir aux pompiers en cas d'incendie!! Ce site est classé et le PLU est incompatible. De plus l'extension prévue est sur un site classé NA. Cette enquête n'aurait jamais du voir le jour et ce projet non plus. Je demande donc un avis défavorable et négatif.

Nom : Joelle Bordas

Adresse :

Cedex :

0

Ville :

Email : joelle.bordas@gmail.com

Téléphone :

Fichier :

FÉROLLES-ATTILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

Numéro : 3 Date de dépôt : 25/06/2023 Heure de dépôt : 15:58 Valide : ✓ Modéré : ☐

Observation :

Cette enquête arrive au moment des vacances, après une information plus que discrète. La consultation est par conséquent très limitée. Ce programme prévoit une installation de panneaux photovoltaïques sur le site d'une décharge non stabilisée bénéficiant d'une protection de non intervention jusqu'en 2039 interdisant donc tout percement des bâches de protection, etc.

Le PLU n'est pas compatible pour ce site classé, de plus, une extension est prévue sur un site classé NA du PLU. De fait, cette consultation ne devrait donc pas avoir lieu, de même le projet inadapté qui la motive.

Je vous demande donc de donner un avis négatif et défavorable.

Nom :

Adresse :

Cedex :

Email : moniqueherve6@gmail.com

Ville :

Téléphone :

Fichier :

Numéro : 4 Date de dépôt : 25/06/2023 Heure de dépôt : 23:18 Valide : ☒ Modéré : ☐

Observation :

- Une dizaine de couples de buses nichent depuis plusieurs années sur la décharge et se reproduisent
- Risques de fuite de gaz émanant de la déchetterie et risque d'explosions si étincelle
- Terrain mouvant et instable du fait de l'accumulation des gaz sous la croule de la décharge
- Les panneaux solaires assurent un rendement photovoltaïque optimal pendant 25 ans. Au-delà, leur rendement diminue, et il faut penser à les changer.
- Implantation à proximité d'un site de production gazière par un agriculteur de chevre – cossigny
- Est-ce que total énergie vendra aux ferolais son énergie moins chère a des tarifs préférentiels ? comme le fait EDF lorsqu'ils implantent une centrale nucléaire sur une localité (moins 30 % sur le tarif grand public.)
- le rendu visuel peut-être décevant avec un impact visuel pour les randonneurs. Sera t il possible de positionner de façon discrète des panneaux solaires ?
- total énergie sera-t-il subventionné par l'état sur ce projet et a quelle hauteur ?
- L'accès au site se fera t il sur un chemin vicinal ? fermant l'accès a d'éventuels randonneurs ou le sera-t-il sur un chemin privé ?

Nom : WISNIEWSKI

Adresse : 16 grande rue

Cedex : 77150

Email : reglau@free.fr

Ville :

FEROLLES ATTILLY

Téléphone : 06.80.21.85.02

Fichier :

FÉROLLES-ATTILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

Numéro : 5
Observation : Doléances pour la commune

Date de dépôt : 06/07/2023

Heure de dépôt : 19:57

Valide : ☒

Modéré : ☐

Bonjour, pour répondre à quelle public exprimer les doléances en faveur de la ville, au regard de l'installation de panneaux photovoltaïques. Voici mes suggestions.
-Installation de bornes de recharge pour voiture électrique gratuite - réfection de l'ensemble de l'éclairage public de la ville- Aide financière de la part de totale énergie pour l'achat et l'installation de panneaux photovoltaïques pour les habitants de la commune- Installation de la fibre pour les habitants de la commune non connecté.-amélioration et prolongement de piste cyclable dans la commune

Merci

Sylvain Vetois6 chemin des Grimperiaux 77150 Ferolles Attilly

062848858

Envoyé de mon iPhone

Nom : Sylvain Vetois

Adresse :

Cedex : 0

Ville :

Email : svetois@hotmail.fr

Téléphone :

Fichier :

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 15/6/1978 (Loi sur l'accès à l'information). Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la Direction de l'Énergie de la Région Île-de-France est formellement interdite.

FÉROLLES-ATILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

Numéro : 6 Date de dépôt : 11/07/2023 Heure de dépôt : 17:08 Valide : ✓ Modéré : □

Observation : J'habite à la Chauvennerie sur la route de chevry RD 35 dans la commune d'ozoir la ferriere.
Le rapport sur le projet, qui se situe certes sur la communes de Ferolles, n'évoque jamais l'incidence qu'il peut avoir sur les habitants d'ozoir.
En particulier sur la circulation des véhicules dans la phase chantier.
En page 27 du résumé non technique, il est question de 84 véhicules sur une durée de 10 mois Sans aucune précision sur les routes suivies.
Si il s'agit de faire transférer par ozoir (en particulier rond point sortie N4 et accès village / cimetière) , un petit tour aux horaires d'accès à Ste THERESE et aux départs et retours de journées de travail va démontrer la magnifique saturation de cet accès.
Par ailleurs la RD 35 est extrêmement accidentogène. Un afflux de camion serait un comble .
Mais j'imagine que ni Ferolles, non concerné par ce sujet car le projet est en extrémité nord de son territoire, et ni Chevry qui vient de refaire ses routes sur cet itinéraire ne souhaitent accueillir ce flux de véhicules.
Pouvez vous m'indiquer quel serait l'itinéraire retenu .
Avec mes remerciement
Dominique LOUVET

Nom : LOUVET DOMINIQUE
Adresse : La chauvennerie route de chevry 77330 OZOIR LA FERRIERE
Cedex : 77330 Ville : OZOIR LA FERRIERE
Email : louvetdo@wandoo.fr Téléphone : 06.09.38.30.47
Fichier :

FÉROLLES-ATTILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

Numéro : 7

Date de dépôt : 13/07/2023 Heure de dépôt : 17:18 Valide : ☒ Modéré : ☐

Observation :

Une réunion publique d'information a eu lieu le jeudi 5 juillet animée par une collaboratrice de la société TotalEnergies qui a fait preuve d'une grande convivialité dans les réponses apportées à nos questions.

Les différents problèmes techniques ou environnementaux relevés dans les observations laissées précédemment -et ils sont nombreux !!!- ont été soulevés au cours de cette réunion ; or le dossier de faisabilité de cette installation ne présente pas de garanties sérieuses malgré les analyses qui ont été réalisées pour ce projet. On peut donc légitimement avoir des doutes sur la sécurité offerte par cette installation ainsi que sur l'absence d'impacts négatifs sur la nature environnante.

En outre, on aurait pu espérer la réfection de l'éclairage public de la commune par exemple ou l'alimentation des bâtiments publics en électricité produite par ce canal (mairie, école, gymnase).

Nom : BORDIER CHANTAL

Adresse :

Cedex :

Email : chanbord@yahoo.fr

Fichier :

Ville :

FÉROLLES ATTILLY

Téléphone :

FÉROLLES-ATTILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

Número : 8 Date de dépôt : 14/07/2023 Heure de dépôt : 11:37 Valide : ☒ Modéré : ☐

Observation : Monsieur le commissaire-enquêteur,

Nous vous prions de trouver ci-joint notre réponse à l'enquête publique que vous êtes chargé de mener.

Nous restons à votre disposition pour une rencontre ou tout renseignement que vous souhaiteriez nous demander.

Nous vous prions de croire en l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Philippe ROY, président du RENARD, association agréée de protection de l'environnement pour la Région Ile-de-France

Nom : PHILIPPE ROY

Adresse : 3 rue des Aulnes, le Bois Briard

Cedex : 77680

Email : association-renard@orange.fr

Fichier : REP-PhotoVoltdéchargeFerolles-2023-07-14.pdf

Ville : ROISSY-EN-BRIE

Téléphone : 06.45.61.42.27



R.E.N.A.R.D.

Rassemblement pour l'Etude de la Nature et l'Aménagement de Roissy-en-Brie et son District
Association loi 1901 créée le 24 novembre 1978, siège en Mairie 77680 Roissy-en-Brie
Agréée de Jeunesse et d'Education Populaire sous le n° 77 JEP 03 302 R 88
Agréée de protection de l'environnement au titre de l'article L.141-1 du Code de l'Environnement
Habilitée à prendre part au débat sur l'environnement pour la Région Ile-de-France dans le cadre d'instances consultatives (article L.141-3 du Code de l'Environnement)

v. réf. :

n. réf. : REP-PhotoVoltoDéchargeFerolles-2023-07-14

Férolles-Attilly le 14 juillet 2023

Monsieur Claude POUHEY
Commissaire Enquêteur
45 grande rue

77150 FEROLLES-ATTILLY

centrale-photovoltaïque-ferolles @enquetepublique.net

Objet : réponse à l'enquête publique sur le projet de centrale photovoltaïque sur la décharge de Férolles-Attilly

Monsieur le Commissaire-Enquêteur,

Nous ne sommes pas favorables à la réalisation de centrale photovoltaïque installée directement sur le sol. En effet elles ne permettent pas à la végétation de se développer, ce qui n'est pas favorable à la biodiversité.

Nous pensons vraiment préférable d'installer des panneaux solaires sur le toit des constructions, à condition que leurs couleurs et leur aspect soient en harmonie avec celles-ci.

1. Le lourd passé de la décharge

Cette décharge d'ordures ménagères (qu'on peut aussi appeler centre d'enfouissement technique ou stockage de déchets ultimes) a été exploitée par la SITA¹, devenue France Déchets, en commettant de nombreuses infractions, pas seulement à la législation sur les ICPE², comme non-respect de la hauteur, non-respect des catégories de déchets apportés, défrichements sans autorisation, empiètement sur un chemin rural... ; notamment.

De toutes ces infractions il en reste deux qui ne sont pas résolues :

- Défrichement sans autorisation de la parcelle 38 ;
- Empiètement sur le chemin rural de Chevry à Ozoir-la-Ferrière.

¹ Société Industrielle des Transports Automobiles

² Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

2. Défrichement sans autorisation de la parcelle 38

Par convention du 23 mars 1990, la société SITA³, convenait avec le Maire de Férolles, (article 2) d'une : « ...*indemnité compensatrice de déboisement et de l'exploitation contrevenante en ce qui concerne la surface et la hauteur, en particulier après le défrichement sans autorisation de la parcelle 38...* ».

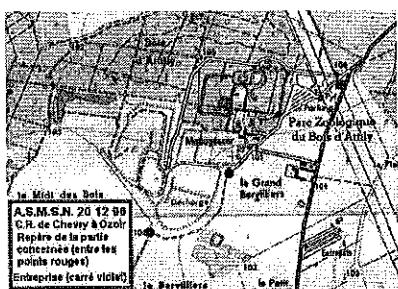
Cette indemnité est limitée au préjudice civil et n'exonérait pas la SITA (ou son successeur France Déchets) des amendes ou réparations pour l'infraction pénale de défrichement sans autorisation dont elle s'était rendue coupable, dont nous n'avons pas connaissance.

Quoi qu'il en soit le PLU de Férolles-Attilly a prévu par le classement en EBC⁴ que la zone déboisée qui devra donc être reboisée, et la bande de recul de 50 m de l'urbanisation prescrite par le SDRIF⁵, ce qui constitue en soit une mesure de réparation qui ne pourra pas être remise en cause.

Il est donc impossible qu'une procédure concernant le PLU remette en cause ce classement en EBC.

3. L'empiètement sur le chemin rural de Chevry à Ozoir-la-Ferrière

Une enquête publique s'est tenue en 1996 en application de l'arrêté municipal n° 96/22, concernant l'emprise illégale de la décharge sur le chemin rural de Chevry à Ozoir-la-Ferrière.



Nous croyons savoir que cette enquête publique n'a pas abouti.

L'extrait de carte ci-contre montre l'emprise de la décharge sur le chemin rural de Chevry à Ozoir-la-Ferrière.

Cet empiètement sur le chemin rural doit être résolu et compensé, et l'inscription dans la voirie rurale de la commune du chemin qui longe la digue au sud doit être réalisé.

4. La révision du PLU

Comme l'indique le dossier de l'enquête publique : « ...*la réalisation des phases 1 et 2 nécessitera la mise en compatibilité du PLU...* ». Il est en effet impossible de délivrer un permis de construire dans une zone où la conservation ou la plantation des arbres est imposée. Mais il serait également impossible d'autoriser la construction de panneaux solaires, ce qui contreviendrait aux interdictions édictées par l'arrêté préfectoral n° 9 DAIDD IC 291 imposant des servitudes à la société SITA : « ... *Il est interdit de réaliser à l'intérieur du site, sur l'emprise des zones de stockage de déchets, des constructions ou ouvrages nécessitant ou non des fondations même superficielles...* »

Les panneaux solaires devront être arrimés au sol pour résister aux vents, ils nécessiteraient des fondations, qui pour être sans doute seulement superficielles, n'en sont pas moins interdites.

Il est surprenant, dans ces conditions, que l'enquête publiques ait pu se dérouler.

³ Société Industrielle de Transports Automobiles, responsable de la décharge

⁴ Espace Boisé Classé au titre de l'article L113-1 du code de l'urbanisme

⁵ Schéma Directeur de la Région Ile-de-France approuvé le 27 décembre 2013 par le décret n°2013-1241

5. La protection des plantations réalisées et des milieux naturels

Le gestionnaire du site a procédé à des plantations de prairie et de haies. Une prairie de fauche et des haies sont identifiées dans l'étude d'impact (page 87 de l'étude d'impact). Ce document mentionne page 93 : « *La diversité floristique du site est bonne. Plusieurs espèces sont assez rares à très rares en région.* », puis, page 93 : « *Deux espèces sont considérées comme rares : l'Ail à tête ronde (*Allium sphaerocephalon*), espèce de pelouse calcicole déterminante ZNIEFF et le Compagnon rouge (*Silene dioica*), espèce d'ourlet eutrophe.* » puis « *Les espèces inventoriées sont toutes en préoccupation mineure.* » Page 97 nous relevons, en ce qui concerne l'avifaune présente : « *...5 espèces protégées et patrimoniales en France et Ile-de-France ont été observées en période de reproduction : l'Accenteur mouchet, l'Alouette des champs, le Bruant jaune, le Faucon crécerelle et le Tarier pâtre. Ces espèces sont nicheuses sur le site et l'utilisent pour se reproduire et s'alimenter.* » Plus loin, page 99 nous notons : « *Plusieurs individus d'Orvet fragile (*Anguis fragilis*) ont été observés sous les plaques lors du passage de mai et juin. L'Orvet fragile (*Anguis fragilis*) est protégé en France selon l'article 3 de l'Arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. Plusieurs individus de Lézard (*Podarcis muralis*) des murailles ont été observés en insolation et transit en lisière d'un boisement et d'un chemin lors du dernier passage en septembre 2020. Il est probable que l'espèce soit reproductrice dans ce secteur du site d'étude.* »

Les conclusions de l'étude d'impact sont donc tout à la fois réductrices et incomplètes en ne prévoyant pas de mesures de réduction ou de suppressions des impacts sur la faune et la flore pour le dérangement et la destruction des espèces et, notamment, les espèces protégées par la loi.

6. Conclusion

Nous pensons impossible d'accorder une autorisation dans les conditions précitées, votre avis ne nous semble pouvoir être que défavorable.

Nous vous confirmons souhaiter vous rencontrer pour préciser les éléments de notre réponse et vous apporter de vive voix des informations supplémentaires, au cours d'une visite des lieux.

Restant à votre disposition pour une rencontre ou tout renseignement nous vous prions de croire, **Monsieur le Commissaire-Enquêteur**, en l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Le Président, Philippe ROY

FÉROLLES-ATILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

Numéro :	9	Date de dépôt :	16/07/2023	Heure de dépôt :	21:39	Valide :	<input checked="" type="checkbox"/>	Modéré :	<input type="checkbox"/>
Observation :	Monsieur le commissaire enquêteur. Veuillez trouver en pièce jointe la contribution de l'association France Nature Environnement Seine-et-Marne. Meilleures salutations. Bernard Bruneau Co-Président.								
Nom :	BRUNEAU								
Adresse :	55 rue du Port								
Cedex :	77590								
City :	VILLE :								
Email :	bruneau-bernard@orange.fr								
Phone :	Téléphone :								
File :	photovoltaiqueferolles.pdf								



Avis de France Nature Environnement Seine-et-Marne sur l'enquête publique portant sur la demande de permis de construire une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Férolles-Attilly.

Monsieur le Commissaire enquêteur.

FNE Seine-et-Marne fédère au niveau départemental des associations de protection de la nature et de l'environnement. Elle représente 43 associations et des adhérents individuels soit 2396 adhérents. Elle est agréée de protection de l'environnement au titre de l'article L141-1 du Code de l'Environnement. Elle est membre du réseau régional FNE Ile-de-France et du réseau national FNE.

Nos remarques s'appuient essentiellement sur les recommandations de la MRAe et du mémoire en réponse de Total Energies Renouvelables France.

1. Nous approuvons le principe de reconverter une ancienne installation de stockage de déchets non dangereux mais sous réserve de la prise en compte totale des spécificités du site et des risques potentiels.
2. Impacts sur les continuités écologiques et la biodiversité :
 - a. Le projet est inclus dans une trame écologique terrestre. L'enjeu est qualifié de fort, notamment au regard des relations entre la zone d'étude et son environnement proche. **Ceci n'a pas fait l'objet d'analyses précises.**
 - b. Recensement de la biodiversité et prise en compte des impacts du projet. Une partie du projet se situe au sein d'une zone favorable à la reproduction d'oiseaux et d'autres espèces. **Pourquoi ne pas éviter cette zone ?**
3. Pollution des sols et risques d'affaissements.

France Nature Environnement Seine-et-Marne
Maison forestière de Bréviande RD 346 77240 VERT-SAINT-DENIS
Adresse postale : Hôtel de ville 2, rue Pasteur 77240 VERT-SAINT-DENIS
Tél 01 64 71 0378 Mail : fne77@orange.fr Blog : www.environnement77.fr



- a. Il manque des analyses récentes des sols et un plan d'analyses sur plusieurs années (lexiviats en particulier).
- b. Des aménagements de cette ampleur peuvent porter atteinte à la stabilité des sols. Bien que moins impactants que des creusement pour fondations l'ancrage sur des gabions/longrines pose questions. En raison de la nature des sols et sous-sols les risques d'affaissements sont présents. **Existent ils des mesures récentes des affaissements naturels actuels et des études précises sur les affaissements possibles liés à l'installation (période de travaux, poids des panneaux et de leurs supports) ?**

Pour toutes ces raisons France Nature Environnement Seine-et-Marne émet un avis réservé sur ce projet, demande des études complémentaires sur la biodiversité et les sols, d'évitement de la zone favorable aux reproductions.

Vert-Saint-Denis le 16 juillet 2023

Bernard Bruneau

Co-Président de FNE Seine-et-Marne

France Nature Environnement Seine-et-Marne
Maison forestière de Bréviande RD 346 77240 VERT-SAINT-DENIS
Adresse postale : Hôtel de ville 2, rue Pasteur 77240 VERT-SAINT-DENIS
Tél 01 64 71 0378 Mail : fne77@orange.fr Blog : www.environnement77.fr

Agréée de protection de l'environnement au titre de l'article L.141-1 du Code de l'Environnement - Agréée de Jeunesse et d'Éducation Populaire
Membre de France Nature Environnement et de France Nature Environnement Ile-de-France

FÉROLLES-ATTILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

Numéro : 10

Observation :

[Doléances] centrale photovoltaïque

Bonjour,

Dans le cadre de l'enquête publique n°077 180 21 00002, voici mes observations.

- Une étude d'impact sur la biodiversité avant, à l'installation puis après installation de la ferme de panneaux solaires. Il est nécessaire de démontrer les changements, transformations sur la faune et la flore au décours d'une étude du même type que celle-ci menée en Bretagne.

- Plan de circulation des véhicules en amont et durant les travaux. Ce chantier nécessite une circulation de véhicules de chantier sur un axe fréquenté aux horaires de départ et retour du travail (pics à 7:00-9:30 16:00 -19:00) par des véhicules légers, et par des engins agricoles. Quelles sont les propositions sur ce point?

- Installation de panneaux solaires pour les bâtiments publics et au domicile. Au regard de l'installation de panneaux solaires, nous demandons l'installation de panneaux solaires aux domiciles des ferolais qui le souhaitent afin de favoriser leur consommation autonome en électricité. La fourniture du matériel, l'installation, le raccordement et l'entretien serait demander à Total Energie.

- La rénovation de l'éclairage public.

- Installation, et entretiens de bornes de recharges pour voiture électrique avec un accès gratuit pour les Ferolais.

Cordialement
Lydie Dondelli

Nom : Lydie Dondelli

Adresse :

Modéré : ☐☒

Valide :

Heure de dépôt : 08:18

Date de dépôt : 17/07/2023

FÉROLLES-ATTILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

Cedex : 0 Ville :
Email : lydie.dondelli@gmail.com Téléphone :
Fichier :
Numéro : 11 Date de dépôt : 17/07/2023 Heure de dépôt : 09:40 Valide : ☒ Modéré : ☐
Observation :

Madame, Monsieur,

La LPO Île-de-France souhaite émettre un avis défavorable sur ce projet qui comporte plusieurs insuffisances concernant la protection de la biodiversité.

Vous trouverez notre contribution en pièce jointe.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

LPO Île-de-France

Nom :
Adresse :
Cedex : Ville :
Email : anna.bittighofer@lpo.fr Téléphone :
Fichier : Contribution EP Centrale PV Ferolles Attilly 072023 VF signée.pdf



**Agir pour
la biodiversité**

**Contribution à l'enquête relative à la demande de permis de construire une
centrale photovoltaïque au sol de Total Energie Renouvelables France
(Férolles-Attilly)**

Le projet de construction d'une centrale photovoltaïque à Férolles-Attilly en Seine-et-Marne attire l'attention de la LPO Île-de-France dont l'objectif prioritaire est d'œuvrer à la préservation de la biodiversité.

Nous souhaitons émettre un avis défavorable sur ce projet car le dossier soumis à enquête publique comporte plusieurs insuffisances, notamment concernant les espèces présentes sur le terrain.

La centrale photovoltaïque a vocation à s'implanter sur un site qui a aujourd'hui des caractéristiques intéressantes pour la biodiversité. Entre les zones agricoles et la forêt, c'est le seul secteur avec des prairies mésophiles de fauche, un habitat peu commun dans le secteur céréalier environnant, ce qui en fait un îlot de biodiversité. L'artificialisation partielle de la prairie va avoir des impacts non négligeables sur la faune. La LPO Île-de-France souhaite limiter l'artificialisation des terres, y compris dans le développement du photovoltaïque qui doit être implanté sur les secteurs déjà artificialisés (parkings, toitures).

De plus, le projet se situe dans trame écologique du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), à proximité directe de deux réservoirs de biodiversité. Une partie du projet se situe même dans un Espace Boisé Classé (EBC).

Selon l'étude d'impact, il y a 12 espèces de chiroptères sur le site, dont 8 ont un statut de conservation défavorable. Cette situation est particulièrement rare en Île-de-France, où les chiroptères sont de moins en moins présents. Pourtant, dans l'étude d'impact, l'enjeu est qualifié de moyen. La LPO Île-de-France demande une requalification en enjeu fort. Il y a un risque important de mortalité pour les chauves-souris avec l'installation de cette centrale et des mesures préventives sérieuses doivent être étudiées et mises en place.

L'étude indique que les panneaux solaires ont un impact fortement limité sur les chiroptères (p.161) mais cette affirmation n'est pas étayée. D'après notre expertise, il existe un risque de collisions avec les chauves-souris. Si les panneaux sont placés à l'horizontal, les chauves-souris peuvent les confondre avec un plan d'eau. Au contraire, s'ils sont trop verticaux, elles ne les détectent plus et semblent percevoir une surface ouverte et dégagée. Ainsi, leur positionnement doit prendre en compte ces espèces et faire l'objet d'un suivi sérieux pour limiter le risque de collision mortelle.

Les mesures d'évitement, de réduction, et de compensation doivent donc être plus ambitieuses pour préserver ces espèces.

Concernant les oiseaux présents sur le site, un certain nombre d'espèces au statut préoccupant ont été observées par la LPO et ne sont pas mentionnées dans l'étude d'impact.

- Des rapaces qui viennent se nourrir sur le site : le Milan noir, la Bondrée apivore, le Busard Saint-Martin, l'Autour des palombes, le Hibou Moyen-duc.



Agir pour la biodiversité

- Des espèces observées sur le site, dont certaines sont nicheuses probables : le Bruant proyer, la Cigogne noire, le Coucou gris, l'Hypolaïs polyglotte, la Linotte mélodieuse, la Locustelle tachetée, le Lorient d'Europe, la Mésange à longue queue, le Pic noir et la Pie-grièche écorcheur.

Parmi ces espèces qui ne sont pas mentionnées dans l'étude d'impact, certaines sont d'intérêt patrimoniales. Nous avons réalisé une liste des espèces potentiellement patrimoniales observées sur ce site et à proximité (**voir Annexe 1**).

L'inventaire qui a été réalisé mentionne aussi le Goéland argenté alors que nous avons uniquement observé le Goéland leucophaea dans le secteur, présent en vol en été et attiré par la décharge de Soignolles. Cela permet de se questionner sur le caractère sérieux de l'inventaire réalisé.

De plus, seulement deux espèces de mammifères ont été recensées alors que le secteur en abrite sûrement plus vu les caractéristiques de cette prairie propices aux petits rongeurs et le nombre de rapace pour qui il constitue une zone de chasse.

Comme la MRAE, nous constatons une sous-évaluation des enjeux liés à l'habitat que constitue ce terrain.


Pour toutes ces raisons, la LPO Île-de-France demande :

- La réalisation d'un inventaire complémentaire pour approfondir l'analyse des enjeux faunistiques et mieux identifier les espèces protégées présentes sur le site ;
- Des mesures d'évitement, de réduction et de compensation plus ambitieuses. Parmi ces mesures, nous recommandons notamment : la plantation de ronciers ou de haies pour accueillir les espèces d'oiseaux comme la pie-grièche ; de prendre des aménagements pour les chauves-souris et réaliser des suivis annuels de l'incidence de cette centrale sur ces espèces ; de privilégier l'éco-pâturage pour l'entretien des prairies ;
- D'abandonner la partie du projet située sur la zone classée EBC dans le PLU.

LPO Île-de-France


Annexe 1 : Liste des espèces potentiellement patrimoniales observées sur le périmètre du site et à proximité d'après notre base de données Faune Île-de-France : <https://www.faune-iledefrance.org/>

Une espèce peut être considérée comme ayant un intérêt patrimonial si elle entre dans l'une au moins des catégories suivantes :




• elle figure à l'annexe 1 de la "directive oiseaux", et, à ce titre, justifie la création d'une Zone de Protection Spéciale (ZPS) dès que sa population est significative

• elle est en "Forte baisse" en Europe (KLVANOVA *et al.*, 2021)



• elle est "Quasi-menacée", "Vulnérable", "En danger" ou "En danger critique d'extinction" sur la liste rouge des oiseaux menacés en France métropolitaine (COLAS, 2016)

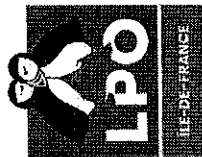


• elle est nicheuse, migratrice ou hivernante "Rare", "Très rare" ou "Occasionnelle" (LE MARECHAL *et al.*, 2013)

• elle niche et est nicheuse "Quasi-Menacée", "Vulnérable", "En Danger" ou "En Danger Critique" (Agence Régionale de la Biodiversité, 2018 - Liste rouge régionale des oiseaux nicheurs d'Île-de-France - <http://arb-idf.fr/publication/liste-rouge-regionale-des-oiseaux-nicheurs-ile-de-france-2018>) (en ligne) ;

• elle remplit les conditions de création d'une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) (DRIEE Île-de-France, 2018)

• elle figure sur la liste des espèces déterminantes du Schéma de Création d'Aire Protégée (SCAP)



Agir pour
la biodiversité

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Annexe I Directive Oiseaux	Liste rouge France	Liste rouge IDF	Rareté IDF		
			Nicheur	Nicheur	Nicheur	Migrateur	Hivernant
Accenteur mouchet	Prunella modularis	-	LC	NT	Abondant	Abondant	Abondant
Alouette des champs	Alauda arvensis	-	NT	VU	Très Commun	Très Commun	Très Commun
Bruant jaune	Emberiza citrinella	-	VU	NT	Commun	Commun	Commun
Bruant proyer	Emberiza calandra	-	LC	EN	Commun	Commun	Commun
Coucou gris	Cuculus canorus	-	LC	NT	Commun	Commun	-
Faucon crécerelle	Falco tinnunculus	-	NT	NT	Peu commun	Peu commun	Peu Commun
Hypolaïs polyglotte	Hippolais polyglotta	-	LC	NT	Commun	Commun	-
Linotte mélodieuse	Linaria cannabina	-	VU	VU	Commun	Commun	Commun
Locustelle tachetée	Locustella naevia	-	NT	LC	Peu Commun	Peu Commun	-
Loriot d'Europe	Oriolus oriolus	-	LC	NT	Peu Commun	Peu Commun	-
Mésange à longue queue	Aegithalos caudatus	-	LC	NT	Très Commun	Très Commun	Très Commun
Milan noir	Milvus migrans	Oui	LC	NT	Rare	Rare	Occasionnel
Taïer pâtre	Saxicola rubicola	-	NT	VU	Peu Commun	Peu Commun	Très Rare

Légende : LC : Préoccupation mineure ; NT : Quasi menacée ; VU : Vulnérable ; EN : En Danger

lpo-idf.fr

LPO Ile-de-France
Parc Montsouris - 26 Boulevard Jourdan - 75014 PARIS
Tél. 01 53 58 58 38 - ile-de-france@lpo.fr

FÉROLLES-ATTILLY - PC CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

Numéro : 12 **Date de dépôt :** 17/07/2023 **Heure de dépôt :** 14:39 **Valide :** ☒ **Modéré :** ☐
Observation : Doléances dondelli

En tant qu'habitant de Ferolles-Attilly, j'ai longtemps réfléchi à un cadeau significatif qui pourrait améliorer ma vie quotidienne tout en étant respectueux de l'environnement. C'est avec enthousiasme que je vous exprime mon souhait de recevoir 10 panneaux solaires en cadeau pour ma maison. Je crois fermement que l'utilisation de l'énergie solaire est une étape essentielle vers un avenir plus durable et respectueux .

En espérant que mon souhait retiendra votre attention et votre considération, je vous remercie chaleureusement de prendre le temps de lire cette lettre.

Cordialement,
Nicolas Dondelli 0645772489

Nom : nicolas dondelli

Adresse :

Cedex : 0

Ville :

Email : nicodondeli@hotmail.fr

Téléphone :

Fichier :

ANNEXE 2

MEMOIRE EN REPONSE DE LA MAITRISE D'OUVRAGE AU PROCES-VERBAL DES OBSERVATIONS



TotalEnergies



SOLAIRE



EOLIEN



BIOVASSE



HYDROGÈNE



ÉLECTRICITÉ



GAZ



PÉTROLE

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Mémoire en réponse suite à l'enquête publique du 15 juin au 17 juillet 2023

PROJET SOLAIRE

Centrale Solaire de Férolles-Attilly

Commune de Férolles-Attilly

Département de Seine-et-Marne

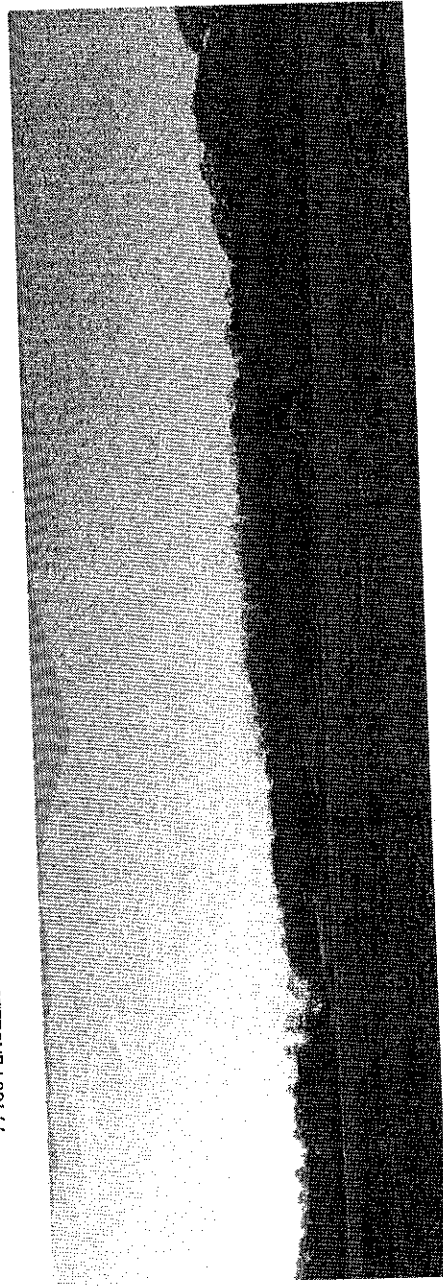
Région Ile-de-France

Adresse du projet :

Centre d'enfouissement technique de SUEZ RR IWS MINERAL FRANCE

Route de Chevry

77150 FEROLLES-ATTILLY



SOMMAIRE

I. Objet de la présente note	4
II. Réponses aux observations issues de l'enquête publique	4
1. Analyse des observations de la thématique 1 : Communication sur la réalisation du projet et le calendrier de l'enquête publique	4
2. Analyse des observations de la thématique 2 : Incompatibilité du PLU en vigueur	5
3. Analyse des observations de la thématiques 3 : Respect de l'arrêté préfectoral n°9 DAIDD IC 291 du 16/11/2009	6
4. Analyse des observations de la thématiques 4 : Incidences de la réalisation du chantier et de l'exploitation de la centrale sur un site sous surveillance	7
5. Analyse des observations de la thématiques 5 : Impact sur l'environnement et la biodiversité du site	10
6. Analyse des observations de la thématique 6 : Incidences sur le voisinage du site	18
7. Analyse des observations de la thématique 6 : Incidences sur le voisinage du site	19
III. Annexes	21
1. Annexe 1 – Procès-verbal de récolement	21
2. Annexe 2 – Parutions Presse	22
3. Annexe 3 – Certificats d'urbanisme	26
4. Annexe 4 – Arrêté Préfectoral imposant des servitudes d'utilité publique	34
5. Annexe 5 – Courrier de la DDT 77 demandant le dépôt d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau	36
6. Annexe 6 – Avis de la CDPENAF	37

I. OBJET DE LA PRESENTE NOTE

TotalEnergies Renouvelables France (nommé TotalEnergies dans le reste du document) a déposé le 18 mars 2021 une Demande de Permis de Construire pour exploiter une centrale photovoltaïque sur la commune de Férolles-Attilly dans le département de la Seine-et-Marne (77).

Ce projet fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 15 juin au 17 juillet 2023. Cette note apporte des réponses aux questions posées (présentées en encadrés verts) dans le procès-verbal du commissaire enquêteur daté du 20 juillet 2023

II. REPONSES AUX OBSERVATIONS ISSUES DE L'ENQUETE PUBLIQUE

La société TotalEnergies Renouvelables France tient à rappeler, en préambule, que la présente enquête publique concerne la centrale solaire de Férolles-Attilly et non le passé de l'ancien centre d'enfouissement technique qui a, par ailleurs, obtenu son procès-verbal de récolement (cf. Annexe 1) justifiant que les travaux de réaménagement finaux ont bien été réalisés sur site et répondent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de juillet 2004.

1. Analyse des observations de la thématique 1 : Communication sur la réalisation du projet et le calendrier de l'enquête publique

La maîtrise d'ouvrage peut-elle expliquer les motivations de sa démarche en termes de communication et de calendrier de réalisation de l'enquête publique ?

Communication

La centrale solaire est développée sur un terrain privé à l'écart du bourg de Férolles-Attilly. Le maître d'œuvre a estimé que la phase de concertation obligatoire liée à l'enquête était suffisante pour informer le public et recueillir son avis.

Néanmoins, suite à une demande de l'Association d'Environnement du Réveillon (AER), une journée « Portes Ouvertes » a été organisée à la mairie de Férolles-Attilly, par la société TotalEnergies, sous le contrôle de Monsieur le Commissaire Enquêteur, le jeudi 6 juillet 2023 de 17h30 à 20h00. Cette information a été relayée sur le site internet de la commune ainsi que sur l'application PanneauPocket.

15 habitants de la commune de Férolles-Attilly se sont présentés afin d'avoir des compléments d'informations sur le projet de centrale solaire et pouvoir donner leur avis dans le cadre de l'enquête publique.

Enquête publique

L'octroi de l'autorisation de construire par le Préfet est subordonné à l'organisation préalable d'une enquête publique régie par les articles L. 123-1 et suivants et L.181-10 du Code de l'Environnement, ainsi que par les articles R.181-36 à R.181-38 et R.123-1 et suivants du même Code. En application de l'Annexe I de l'article R123-1 du Code de l'Environnement, le projet de la centrale solaire de Férolles-Attilly, d'une puissance de 7 072 kWc, est donc soumis à enquête publique de type « Bouchardeau ».

Cette enquête est engagée par le Préfet, et conduite par un Commissaire Enquêteur désigné par le président du Tribunal Administratif et organisée dans la maitie concernée par le projet. **Les dates de l'enquête publique ont donc été déterminées par la Préfecture comme le prévoit la loi.**

Le public a été informé réglementairement par annonces légales dans les journaux et par des affiches dans la commune ainsi qu'à proximité du site (panneaux jaunes). Toute personne peut consulter le dossier en mairie aux heures d'ouverture, pendant toute la durée de l'enquête, même en l'absence du commissaire-enquêteur. Chaque personne peut faire part de ses observations orales ou écrites, favorables ou non au projet car la décision de réaliser le projet intervient après l'enquête publique :

- Affichage réglementaire :
 - o En mairie de Férolles-Attilly et au parking de l'école des Clos ;
 - o A deux endroits du site : à l'entrée et sur la route principale ;
- Parutions presse :
 - o Le Parisien et La République de Seine-et-Marne ;
 - o Le 29 mai 2023 et le 19 juin 2023 (cf. Annexe 2).

28

2. Analyse des observations de la thématique 2 : Incompatibilité du PLU en vigueur

Quelle est la bonne référence réglementaire pour ce projet : est-ce la version du PLU de 2021 ou celle de 2013 qui autorise l'implantation de cette centrale solaire en zone Nd ?

Version du PLU

La version du PLU applicable est celle de 2013. En effet, la société TotalEnergies Renouvelables France a obtenu une demande de certificat d'urbanisme le 29 octobre 2020 et le 01 février 2021 (cf. Annexe 3). Bien que ces certificats d'urbanisme étaient négatifs (liés à la distance d'éloignement de l'Espace Boisé Classé (EBC) non respectée), le règlement d'urbanisme de 2013 était figé pour le projet solaire de Féroilles-Atilly.

En effet, le certificat délivré sur le fondement de l'article L. 410-1 du Code de l'urbanisme garantit à son titulaire un droit à voir sa demande d'autorisation, lorsqu'elle est déposée au cours des 18 mois qui suivent, examinée au regard des dispositions d'urbanisme applicables à la date de ce certificat.

La réglementation n'impose pas que le certificat émis soit favorable. Le juge a ainsi reconnu qu'en « jugeant que « les certificats d'urbanisme négatifs ne confèrent aucun droit à leur titulaire », la cour a entaché son arrêt d'erreur de droit » (CE, 18 décembre 2017, req n°380438).

En conséquence, quels que soient leur sens, les certificats d'urbanisme délivrés depuis le 1^{er} octobre 2007 bénéficient d'un délai de validité de 18 mois. Les dispositions d'urbanisme applicables sont alors stabilisées dès lors qu'une demande de permis de construire est déposée dans ce délai (CE, 18 décembre 2017, req n° 380438 ; CE, 3 avril 2014, req n° 362735).

Compatibilité au PLU et extension

La demande de permis de construire faisant l'objet de la présente enquête publique correspond à la phase 1. Les données techniques sont présentées dans la demande de permis de construire à la page 25 et dans le CERFA à la page 4.

Comme expliqué page 212 de l'étude d'impact, cette phase 1 est compatible à la zone Nd. En effet, dans la zone Nd, sont autorisées sous conditions que toutes les dispositions soient prévues pour leur insertion dans l'environnement et le maintien de la qualité écologique et paysagère des milieux :

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif liées aux voiries et réseaux divers, à condition que toutes les dispositions soient prévues pour leur insertion dans l'environnement ;
- Les affouillements et exhaussement de sol, s'ils sont liés à la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone ;
- Les constructions et installations nécessaires à l'entretien de l'ancien centre d'enfouissement de déchets ;
- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration, enregistrement ou à autorisation à condition qu'elles soient directement liées aux destinations autorisées dans la zone.

En ce qui concerne l'étude d'impact, elle a été rédigée en prenant en compte deux phases : phase 1 (celle qui passe en enquête publique) et phase 2 (que nous souhaitons développer mais qui nécessite une modification du PLU puisqu'elle concerne le zonage Espace Boisé Classé en grande partie déjà défriché).

Dans cette étude, chaque phase est étudiée ainsi que le projet global (phase 1 + phase 2). Cette distinction a d'ailleurs bien été reprise dans l'avis de la MRAe en date du 24 février 2022 (page 2). Ceci nous avait été conseillé par la DDT lors d'une réunion de pré-cadrage du 8 mai 2020. Nous avons appliqué ces directives pour nous assurer de la bonne instruction du dossier.

Pour rappel, l'étude d'impact n'étudie que l'aspect environnemental du projet. La demande de permis de construire analyse la compatibilité au sol ; pour la phase 1, la compatibilité à la Zone Nd et le respect d'une distance d'éloignement de 50 m à l'Espace Boisé Classé.

Le projet d'extension n'est qu'à l'état de réflexion puisqu'il nécessite l'aval des parties prenantes ainsi qu'une modification du règlement du PLU. Pour l'heure, outre les aspects environnementaux qui ont été analysés, aucune démarche liée au droit des sols (Code de l'urbanisme) n'a été lancée.

Défrichement sans autorisation de la parcelle A38

Comme indiqué dans la demande de permis de construire page 23, la parcelle A38 n'est pas concernée par l'implantation de la centrale solaire de Féroilles-Atilly. De plus, une bande de protection de 50 m a été appliquée sur la zone identifiée comme Espace Boisé Classé, restreignant de fait l'usage des parcelles A39 et A41 limitrophes de la parcelle A38. Aucun défrichement lié à la centrale solaire n'est prévu sur la parcelle A38.

Empiètement sur le chemin rural de Chevry à Ozoir-la-Ferrière

La remarque n'a pas de rapport avec la centrale solaire de Féroilles-Atilly. Aucun fait avéré et concret n'est présenté par l'association du R.E.N.A.R.D.

Un chemin longe le Sud du site et est accessible par des piétons et des véhicules.

3. Analyse des observations de la thématiques 3 : Respect de l'arrêté préfectoral n°9 DAIDD IC 291 du 16/11/2009

Est-ce que le calendrier de réalisation du projet (courant 2024) est compatible avec les prescriptions de l'arrêté précité ?

Situation vis-à-vis de l'arrêté préfectoral du 16/11/2009

L'arrêté préfectoral du 16 novembre 2009 imposant des servitudes d'utilité publique, est annexé au PLU et énumère les points suivants (cf. Annexe 4). En aucun cas, il n'encadre le suivi post-exploitation. Le procès-verbal de récolement joint en Annexe 1 mentionne le début du suivi sur 30 ans au 1^{er} juillet 2008, portant ainsi la période jusqu'en 2038. Voici la situation du projet au regard de chacune d'elles :

Les occupations et utilisations de sol incompatibles avec l'installation de stockage sont interdites

Le projet est compatible avec l'installation de stockage, il nécessite simplement la mise en œuvre de procédés (fondations hors sols, reprise au maximum des chemins d'accès existants, raccordement électrique aérien,...) adaptés visant à réduire au maximum les terrassements et aménagements dans le sol.

Tout aménagement ou construction portant atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques ainsi qu'à l'intégrité des réseaux de dégazage et de récupération des lixiviats est interdit

Le projet ne porte pas atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets. Tous les éléments cités ont été pris en compte lors de la réalisation des plans (exemple : évitement de tous les réseaux et de tous les puits de biogaz). Un porter-à-connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation va être déposé par SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE dans les semaines à venir. Le document comprendra des précisions supplémentaires sur cet aspect.

Il est interdit de réaliser des excavations ou autres formes de cavités ainsi que tout décapage susceptible de :

- Créer des dépressions qui favoriseraient l'accumulation d'eau, gênant le libre écoulement des eaux de pluie vers le fossé périphérique, et entraveraient l'efficacité du réseau de dégazage (accumulations de condensats dans les collecteurs aux points bas créés)
- Remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en remettant à jour le massif, dans le cas d'excavations profondes

Il est interdit de réaliser des forages ou des « trous », exceptés pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant, susceptibles d'engendrer des entrées d'air et d'eau dans le massif de déchets

Afin de veiller au respect des points ci-dessus, un système de longrines/gabions a été préféré aux pieux battus. Ainsi, aucun forage et aucun trou ne seront réalisés dans le sol.

Il est interdit de réaliser à l'intérieur du site, sur l'emprise des zones de stockage de déchets, des constructions (bâtiments, habitations permanentes ou secondaires de liers, etc) ou ouvrages nécessitant ou non des fondations même superficielles. Des constructions liées à la bonne exécution du suivi post-exploitation de la décharge peuvent être envisagées à l'intérieur du site mais en dehors des zones de stockage de déchets précitées

L'implantation des postes de transformation et de livraison sera adaptée afin de veiller au respect de cette recommandation.

Il est interdit d'effectuer des plantations d'espèces à racines profondes susceptibles de nuire à la conservation de la couverture

Aucune plantation d'espèces à racines profondes n'est prévue.

Il est interdit d'intervenir sur les digues périphériques de soutien du stockage, que ce soit en tête de digue, en pied de digue ou sur la pente, excepté pour des raisons d'entretien ou de reprises nécessaires et en relation avec l'exploitant

Aucune intervention ne sera réalisée sur les digues.

Il est interdit de déplacer, de supprimer, ou de combler, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant :

- Un des éléments du réseau de captage et d'élimination du biogaz
 - Le dispositif périphérique de récupération des lixiviats de la zone de reprofilage
 - Les piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines
 - Les fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement
 - Les ouvrages de récupération des eaux pluviales et des lixiviats
- Aucun des éléments ci-dessus ne sera déplacé, supprimé ou comblé.

Tout aménagement (affouillement, excavation, etc) susceptible de compromettre la stabilité du dôme de réaménagement est interdit

Un système de longrines/gabions a été préféré aux pieux battus. Ainsi, aucun aménagement ne pourra compromettre la stabilité du dôme.

La réalisation de parcs de loisirs, d'aires de jeux, de camping, et de stationnement de caravanes est interdite sur l'emprise du site

Le projet de parc photovoltaïque ne s'inscrit pas dans cette catégorie.

L'accès aux piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines doit être maintenu

Cet accès sera maintenu.



4. Analyse des observations de la thématiques 4 : Incidences de la réalisation du chantier et de l'exploitation de la centrale sur un site sous surveillance

Dossier Loi sur l'eau
Le permis de construire est instruit au titre du Code de l'Urbanisme. Cette procédure est décorré de la procédure concernant le dossier loi sur l'eau qui est instruit au titre du Code de l'Environnement.

L'étude d'impact a conclu à la non-nécessité de réalisation d'un dossier Loi sur l'eau. En effet, bien que les rangées de panneaux solaires et les toitures des postes électriques présentent un coefficient de ruissellement plus élevé qu'un sol agricole ou naturel, le projet ne viendra pas modifier les conditions de gestion des eaux pluviales actuelles. Etant donné la présence d'une ancienne zone de stockage de déchets, une gestion des eaux pluviales est déjà appliquée sur le site : les eaux pluviales ruisselant sont dirigées vers deux bassins de stockage. Après analyse, ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel (ruisseau et bassin d'infiltration). Ces deux bassins en place présentent des capacités nominales de stockage de 2 500 m³ chacun de façon à pouvoir tamponner une pluie de retour décennale.

L'augmentation du coefficient de ruissellement du site induite par le projet sera fortement limitée par :

- La non-modification de la topographie actuelle du site ;
- Le maintien de la grande majorité des strates arborescentes et arborées présentes sur le site et donc le fait que la centrale solaire ne s'implantera pas sur toute la surface du site (implantation des panneaux et locaux estimée à 5,4 ha à l'issu des 2 phases du projet, tandis que le site a une surface de 37 ha) ;
- Les espaces entre les rangées des tables photovoltaïques de 4,15 m et le respect d'une distance des tables au sol d'au moins 0,80 m : ces distances laisseront passer la lumière autour et sous les tables photovoltaïques, permettant à la végétation de recoloniser le sol de façon homogène, pour ainsi réduire les vitesses de ruissellement et favoriser l'infiltration.

Ces éléments ont permis de statuer sur l'absence vraisemblable de la nécessité de réaliser un dossier Loi sur l'Eau au titre de la rubrique 2.1.5.0. portant sur la gestion des eaux pluviales (seule rubrique qui aurait pu être applicable dans le cadre de ce projet).

Néanmoins, dans son courrier, en date du 26 avril 2021 (cf. Annexe 5), la DDT 77 demande le dépôt d'un dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau.

Le dossier de déclaration Loi sur l'Eau au titre de la rubrique 2.1.5.0 comprend une étude hydraulique vérifiant la capacité des ouvrages hydrauliques existants. La DDT 77, Police de l'Eau, instruit actuellement le dossier. La validation par la police de l'eau de cette déclaration est obligatoire pour la construction de la centrale. **Sans cette déclaration, la centrale photovoltaïque ne pourra être construite.**

Aucun sondage au droit du site n'a été réalisé afin de ne pas endommager l'encapsulation des déchets. Un sondage a été réalisé, dans les champs, en contrebas avec l'autorisation de l'exploitant agricole dans le cadre de la rédaction du dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau.

La gestion des eaux pluviales du site ne sera pas modifiée par le projet. Actuellement, étant donné le passé d'ancien centre d'enfouissement de déchets, la gestion des eaux pluviales au droit du site se fait à l'aide de bassins de rétention :

- Un bassin de stockage étanché au Nord, dit « EP2 », qui collecte les eaux ruisselant sur le bassin versant Nord. Il est composé d'un ouvrage rectangulaire étanchéifié d'une capacité de 2 500 m³ et d'un ouvrage en long type noue de stockage, elle aussi étanchéifiée et d'une capacité estimée de 500 m³. Le bassin rectangulaire dispose d'une surverse vers le fossé qui longe le terrain à l'Ouest puis vers le ruisseau de la Ménagerie.
- Un bassin de stockage au Sud, dit « EP1 » qui collecte les eaux ruisselant sur le bassin versant Sud. Il est composé d'un premier compartiment étanchéifié de 600 m³, et d'une zone d'infiltration de 1900 m². Les deux compartiments sont reliés par une vanne. Ce bassin d'infiltration dispose d'une surverse vers le ru de Bervilliers.

Le projet dans sa totalité prend en compte la gestion des eaux pluviales grâce aux bassins de rétention suffisamment dimensionnés. Ceux-ci permettront de gérer les pluies de 10 ans, un espace de stockage supplémentaire (création de redans sur les fossés alimentant le bassin au Nord) sera mis en place pour gérer les pluies de 30 ans. Les zones susceptibles d'être inondées pour les pluies exceptionnelles ont été identifiées et ne présentent pas de risque direct car aucune habitation n'est située à proximité des exutoires.

Alimentation en eau potable du zoo et gestion des eaux usées

La commune de Férolles-Atilly appartient au syndicat des eaux de Chevry/ Férolles (pour le bourg) qui est alimenté par des stations traitant l'eau pompée en Seine (mélange et chloration) des captages. Les Clos sont alimentés par les distributeurs qui fournissent de l'eau issue de pompage dans la Marne.

La distribution de l'eau est assurée par la Lyonnaise des Eaux et Véolia. L'ensemble des parcelles construites du territoire communal est desservi par le réseau d'eau potable.

La commune dispose d'un zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales. Le mode d'assainissement est séparatif pour le bourg et le Clos Prieur et unitaire pour le Clos de la Vigne. Celui-ci a été étudié dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement de juillet 2003.

Ce schéma Directeur détermine :

- L'assainissement collectif
 - o L'ensemble des zones urbaines du bourg est desservi par un système collectif, séparatif. Toutes les eaux sont dirigées vers la station Seine Amont Valenton qui assainit les eaux usées du Val de Marne, d'une partie de l'Essonne, et de Seine et Marne (capacité de traitement de 600 000 m³/jour) ;
 - o Le transfert des eaux usées de la Commune est assuré par le réseau SIBRAV (Syndicat Intercommunal de la Brie pour le Raccordement à Valenton).
- L'assainissement non collectif

- o Les entités isolées du territoire communal ne sont pas raccordées à un réseau d'assainissement collectif :
 - Le hameau d'Atilly ;
 - Les fermes isolées (petit Bervilliers, Grand Bervilliers, Beaurouse) ;
 - La partie Nord-Est de la commune (décharge, zoo, ...).



Pistes d'accès

Les pistes d'accès reprendront majoritairement les pistes existantes et seront renforcées. Les tronçons de pistes créés se situent en dehors des dômes avec membrane alvéolée, dans lequel se situent les déchets, définis dans le dossier de demande de suivi post-exploitation de décembre 2007. Ceci permettra de préserver l'encapsulation des déchets.

Les longrines seront coulées, à la main, directement aux emplacements sans nécessité de circulation de camions ou bétonnière sur ces dômes.



Vue aérienne actuelle du site sur laquelle les chemins existants sont visibles

Stabilisation du Centre d'Enfouissement Technique

Les phénomènes de tassement et de glissement potentiels ont bien été pris en compte durant le développement du projet. TotalEnergies Renouvelables France possède plusieurs retours d'expérience similaires, par exemple la centrale photovoltaïque de Hesse (Moselle) qui se situe également sur un ancien centre d'enfouissement technique de SUEZ. Mise en service en 2020, aucun mouvement n'a été détecté.

L'implantation du parc photovoltaïque pourrait créer un léger tassement du fait de la présence de déchets enterrés sous le site. Cependant, le réaménagement date de plus de 10 ans, la majeure partie du tassement s'est déjà opérée naturellement et l'éventuel tassement résiduel lié au projet ne modifiera que très peu la topographie. Aucun tassement significatif des sols n'est à craindre. C'est pourquoi l'implantation d'un parc photovoltaïque est envisageable. De plus, une partie du réseau a déjà été retirée puisqu'aucune activité n'a été recensée.

En effet, chaque structure sera indépendante et non liée mécaniquement à la suivante. Ainsi, les tassements différentiels pouvant intervenir pendant la durée d'exploitation de la centrale solaire seront suivis sans contrainte par les supports. De plus ces structures seront réglables afin de garantir l'alignement des modules.

Des mesures sont prises pour limiter les risques éventuels de tassement :

- Placement du poste de livraison en dehors de la zone d'emprise des déchets,
- Implantation des structures portantes des panneaux de manière à ne pas générer une pression (poids) importante au sol ; le nombre d'ancrage est suffisamment important pour assurer une répartition homogène de la charge générée par le poids des panneaux et des structures portantes sur le dôme ;
- Tracé des pistes internes nécessaires aux véhicules de maintenance en dehors des zones fragiles (où il existe une érosion potentielle),
- Le suivi des tassements différentiels de l'ensemble du site, mis en place par RR IWS MINERALS, à travers la réalisation de levés topographiques dans le cadre du suivi post-exploitation, sera poursuivi.



Des études géotechniques supplémentaires, de type essais de plaque, seront réalisées en amont des travaux pour dimensionner les fondations hors sols.

Le suivi post-exploitation est prévu jusqu'au 1^{er} janvier 2038 avec un suivi de la topographie (cf. Annexe 1). De plus, un porter-à-connaissance, concernant la modification des conditions d'exploitation, sera déposé par la société exploitante IWS SUEZ avant la construction de la centrale pour démontrer que l'implantation de la centrale ne remet pas en cause les conditions de remise en état du site et son suivi post-exploitation. Le document comprendra une étude de risques détaillée. La DRIEAT aura la charge de l'instruction de ce dossier. L'accord de la DRIEAT, suite au dépôt de ce porter-à-connaissance, sera obligatoire pour le lancement du chantier de la centrale solaire. Sans cet accord, la centrale ne pourra être construite.

Réseau de captage de biogaz et bache de protection

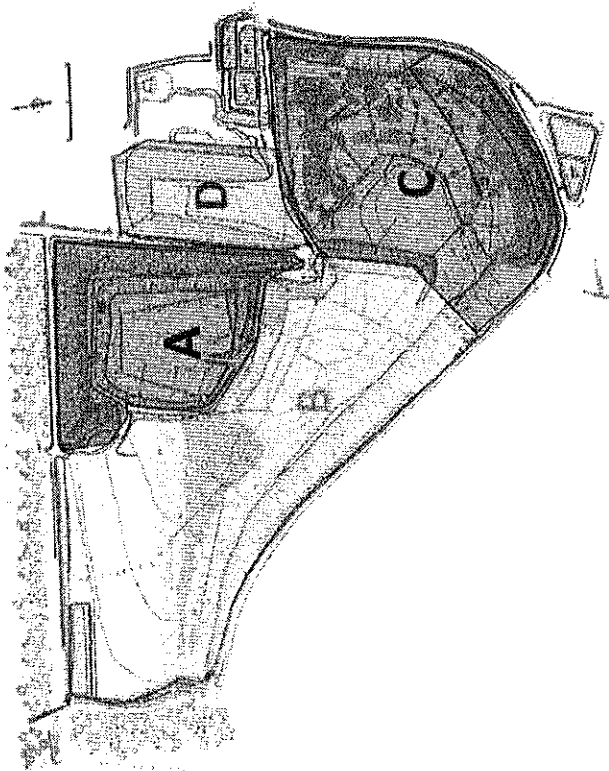
Comme toutes les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) fermées, le site de Férilles-Attily est dans sa phase de production descendante et résiduelle de biogaz. Le réseau de captage du biogaz du site est composé de 4 zones A, B, C et D. Seules les zones A et B font toujours l'objet d'un dégazage actif. Les puits des zones C et D ont été fermés en septembre 2017, faute de production de biogaz. Le démantèlement de ces deux zones sera effectué avant la construction de la centrale solaire.



En règle générale, un mémoire technique est établi comprenant :

- Une analyse du suivi pratiqué sur le site : cette analyse reprend les résultats du suivi de la qualité des eaux souterraines et de la production du biogaz sur la plus longue période possible pour montrer les évolutions en termes d'impacts du site,
- Un diagnostic de la situation basée sur une cartographie des émissions diffuses de méthane,
- Un projet d'évolution du réseau de dégazage liés aux particularités du site et de son environnement (suppression partielle ou totale, mise en place d'événements, installation de dispositifs de filtration, ...),
- Des propositions d'évolution du programme de suivi des eaux souterraines et superficielles (paramètres, fréquence, nombre de points de prélèvements, ...).

Ce mémoire sera présenté à l'inspection des installations classées qui, après visite du site, sera amenée à établir un arrêté complémentaire de fin de suivi, actant notamment de la levée de l'obligation de garanties financières.



Plan du site (source : SUEZ)

De plus, lors de la conception du projet, un tampon d'évitement de 2 m autour des puits de biogaz a été appliqué ainsi qu'une distance d'éloignement de 1 m et 3 m de part et d'autre du réseau actif pour l'accès maintenance réseau.

Afin de protéger l'encapsulation des déchets, TotalEnergies a privilégié des fondations hors sol. Le raccordement entre les panneaux sera aérien et les chemins d'exploitation déjà présents seront privilégiés.

Sortie du suivi post-exploitation

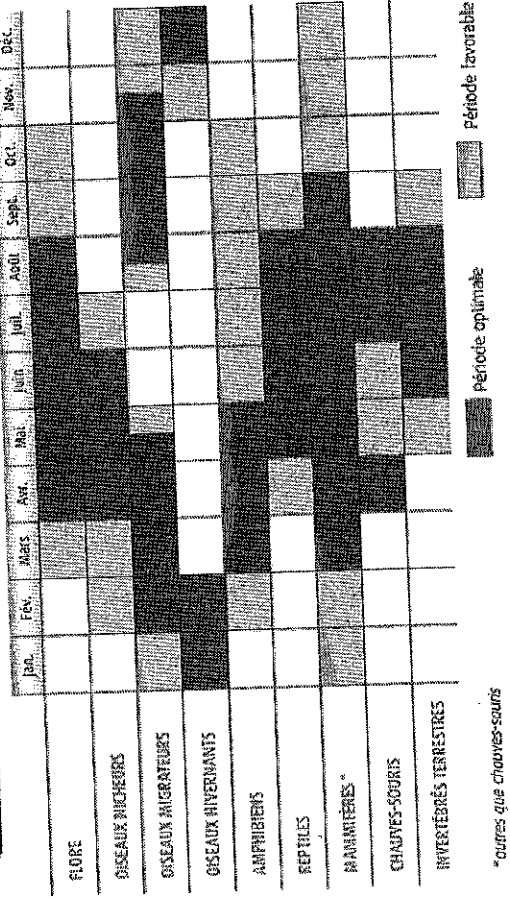
Les Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) sont assujetties à un suivi après l'arrêt de l'exploitation, dont la durée a été fixée à un minimum de 30 ans.

Au bout de ces trente années, le suivi peut s'arrêter ou, selon la situation, être inféchi avec un certain allègement des exigences. Pour les anciens sites, il n'existe cependant pas de règles précises ni de méthodologie particulière pour procéder à l'arrêt du suivi. Tout va donc se jouer au cas par cas, selon les impacts et risques liés à chaque site concerné.

Pour les exploitants, les enjeux d'une sortie de suivi post-exploitation sont doubles :

- Mettre fin au suivi qui mobilise du personnel pour des opérations techniques,
- Mettre fin au dispositif de garanties financières.

CALENDRIER INDICATIF DES PERIODES FAVORABLES POUR L'OBSERVATION DE LA FLORE ET DE LA FAUNE



Calendrier indicatif des périodes favorables pour l'observation de la flore et de la faune (source : Guide de l'étude d'impact pour les installations photovoltaïques au sol, ministère de l'Écologie)

Incidences sur les espèces protégées

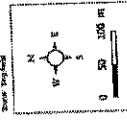
L'étude d'impact a étudié de manière générale l'impact du projet sur l'ensemble des espèces recensées sur le site. Le bureau d'études a conclu à la non-nécessité de réaliser un dossier de dérogation à la destruction d'espèces protégées.

Sous réserve de l'application de l'ensemble des mesures préconisées, la réalisation du parc solaire photovoltaïque de Féroilles-Atilly sera sans effet significatif sur l'état de conservation aux échelles régionales et nationales des populations floristiques et faunistiques recensées dans la zone d'implantation potentielle du projet.

Aussi, dans la mesure où le projet n'induit pas de risque de mortalité, de perturbation ou de destruction d'habitats de nature à remettre en cause le bon accomplissement des cycles biologiques et le maintien en bon état de conservation des populations locales d'espèces animales et végétales à enjeu de conservation, une demande de dérogation pour les espèces protégées au titre de l'article L.411.2 du Code de l'Environnement n'apparaît pas nécessaire.

Synthèse des enjeux Faune Flore

- Zone créée
- Zone habitée
- Zone boisée
- Enjeux Forêt
- Habitat favorable au Lièvre
- Habitat favorable à la Mésange
- Période favorisée de la zone humide
- Enjeux Moyens
- Habitats favorables à la reproduction des oiseaux et insectes
- Enjeux Faune
- Habitats favorables à la reproduction des insectes
- Projet de faune
- Autres
- Enjeux n°6
- Enjeux n°7
- Enjeux n°8
- Enjeux n°9
- Enjeux n°10
- Enjeux n°11
- Enjeux n°12
- Enjeux n°13
- Enjeux n°14
- Enjeux n°15
- Enjeux n°16
- Enjeux n°17
- Enjeux n°18
- Enjeux n°19
- Enjeux n°20



Carte de synthèse des enjeux Faune Flore et habitats (source : SCE)

Mesures ERC

Ce sont plus de 20 mesures qui ont été définies et détaillées pour limiter l'impact sur l'environnement du projet.










MESURES ERC		THEMATIQUES
MESURES D'ÉVITEMENT		
E1 – Préservation de la zone humide		Habitats naturels, Zones humides, Avifaune
E2 – Évitement des zones à enjeux forts et moyens au regard de la faune		Avifaune, Reptiles, Insectes, Trame Verte et bleue locale

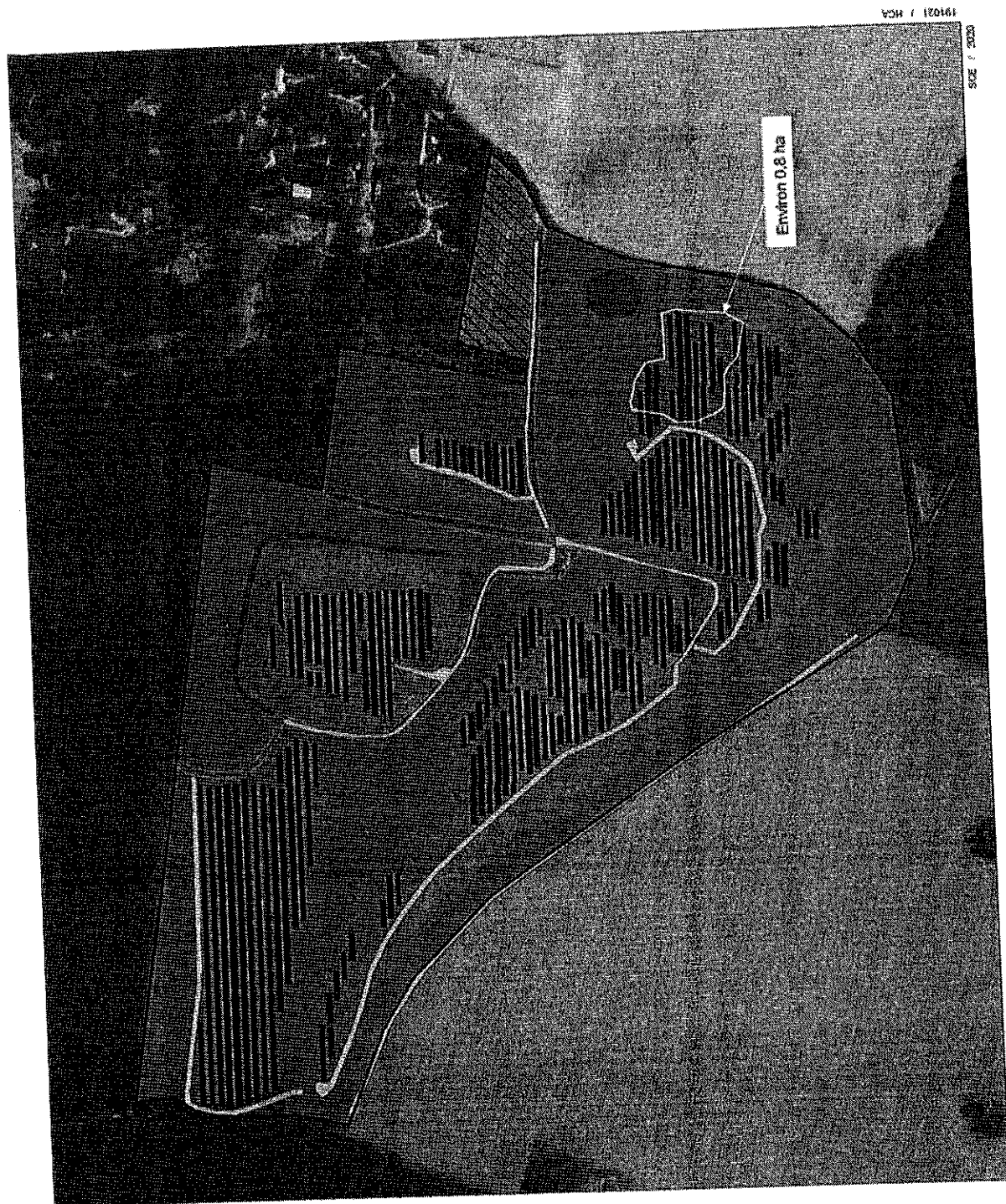
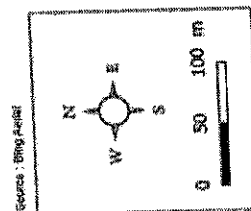
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	
A1 – Principes généraux de gestion en phase travaux	Climat, Air, Topographie, Géologie, Eaux superficielles, Eaux souterraines, Risques naturels, Sites et sols pollués, Risques technologiques, Emissions lumineuses Habitats naturels, Flore, Zones humides, Avifaune, Trame Verte et bleue Locale Déplacements, Acoustique, Vibrations, Réseaux Paysage Gestion des déchets
A2 – Information préventive sur la pollution de l'eau	Eaux superficielles, Eaux souterraines
A3 – Limiter l'expansion des espèces exotiques envahissantes	Flore
A4 – Interdiction d'usage de produits chimiques	Habitats naturels, Flore
MESURES DE SUIVI	
S1 – Suivi écologique des mesures en phase chantier	Thématiques écologiques
S2 – Suivi écologique des mesures en phase exploitation	Toutes les thématiques

Liste des mesures et thématiques visées

MESURES DE REDUCTION	
R1 – Limiter les émissions de GES dus au chantier	Climat
R2 – Limiter les rejets dans l'atmosphère dus au chantier	Air
R3 – Installations des panneaux photovoltaïques sur des gabions	Topographie, Géologie, Eaux souterraines, Risques naturels, Sites et sols pollués
R4 – Limiter les tassements et l'imperméabilisation du sol	Géologie, Eaux souterraines, Risques naturels, Sites et sols pollués
R5 – Maîtriser le risque de pollution des eaux et des sols par le chantier	Eaux superficielles, Eaux souterraines, Sites et sols pollués
R6 – Maîtriser le risque incendie en phase travaux	Risques naturels
R7 – Balisage des zones sensibles	Habitats naturels
R8 – Commencement des travaux en dehors des périodes de fortes sensibilités pour l'avifaune et les insectes	Avifaune, Insectes
R9 – Eloigner l'emprise du chantier du boisement et des massifs de végétations évités	Trame Verte et bleue locale
R10 – Limiter l'impact paysager des travaux	Paysage
R11 – Maîtriser le risque incendie en phase d'exploitation	Risques naturels
R12 – Préservation de la zone tampon entre les massifs de végétations évités et les boisements alentours	Trame Verte et bleue locale
R13 – Espacement de 3 m minimum des rangées de panneaux	Avifaune, Chiroptères, Insectes
R14 – Mise en place d'une gestion différenciée favorable à l'avifaune et aux insectes	Avifaune, Chiroptères, Insectes

Evitement des enjeux Faune-Flore

-  Zone d'étude
- Enjeux Faune-Flore de l'état initial
-  Enjeux Forts
-  Enjeux Moyens
-  Enjeux Faibles
-  Enjeux nuls
-  Zone non prospectée car non accessible
- Composantes du projet :
-  Panneaux photovoltaïques Phase 1
-  Panneaux photovoltaïques Phase 2
-  Chemins d'accès



Superposition du plan de masse définitif avec les enjeux fauneflore déterminés suite aux inventaires écologiques (source : SCE)

Schéma Régional de Cohérence Écologique

Selon le SRCE d'Île-de-France, la zone d'étude se trouve au sein d'un corridor écologique d'un secteur de marais et mouillères en connexion avec un corridor alluvial multitrames. En effet, la carte du réseau hydrographique délivrée par Géoportail, permet d'observer un nombre important de points d'eau à proximité du site d'étude. **Aucun de ces points d'eau ne se trouve au sein du périmètre d'étude.**

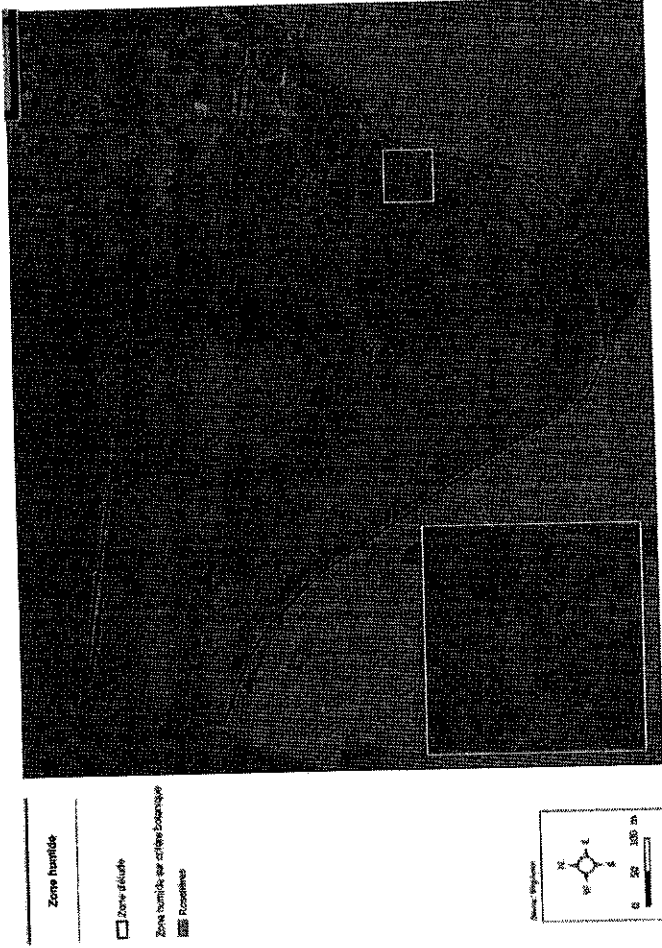
Par ailleurs, selon l'étude zones humides menée sur le site dans le cadre de l'étude d'impact, seule une roselière à Phragmites a été recensée à l'Est de l'aire d'étude. Celle-ci a par ailleurs été évitée par l'emprise du projet. Aucune espèce patrimoniale faunistique et/ou floristique inféodée aux marais et mouillères n'a été recensée au droit du site d'étude. Ainsi, **aucun impact direct sur ce réseau de marais et mouillères ne sera entraîné par le projet.**



Réseau hydrographique au droit et à proximité du site d'étude (source : Géoportail)

De plus, le site d'étude avoisine le Sud d'un corridor arboré. Les mesures mises en place en phase travaux permettront de préserver la fonctionnalité écologique du boisement et des plans d'eau localisés aux alentours du site pendant la conception du projet :

- Cf. mesure R7 – Balisage des zones sensibles ;
- Cf. mesure R8 – Commencement des travaux en dehors des périodes de fortes sensibilités pour l'avifaune et les insectes ;
- Cf. mesure R9 – Eloigner l'emprise du chantier du boisement et des massifs de végétations évités ;



Carte synthèse des zones humides identifiées sur le site (source : SCE)

Tous les éléments arbustifs et arborés ainsi que les lisières favorables aux déplacements des espèces forestières sont conservés sur le site d'étude en phase d'exploitation (cf. mesure E2 – Evitement des zones à enjeux forts et moyens au regard de la faune). De plus, l'espace de recul permettant d'éviter tout risque de dégradation des lisières forestières sera maintenu en phase d'exploitation afin de conserver la fonctionnalité écologique de ces habitats et des corridors écologiques locaux existants actuellement sur le site d'étude (cf. mesure R12 – Préservation de la zone tampon entre les massifs de végétations évités et les boisements alentours). De plus, le site est déjà clôturé à ce jour et présente une maille perméable, préservant ainsi la fonctionnalité de ces corridors écologiques pour la petite faune locale.

Impact sur les chiroptères

12 espèces de chiroptères ont été contactées sur le site. Toutes les espèces de chiroptères sont protégées en France. Sur ces 12 espèces, 8 présentent des statuts de conservation défavorables à l'échelle européenne, nationale ou régionale.

L'ensemble des gîtes potentiels ne sont pas présents au sein de la zone d'étude (inventaire réalisé le 21/02/2020). Ils sont situés en périphérie immédiate (sites anthropique et sylvestre). En effet, les boisements au sein de l'aire d'étude sont composés quasi-exclusivement de Robinier faux-acacia, essence non favorable à l'installation des chiroptères. Les enjeux concernent donc les lisières forestières et les points d'eau qui constituent des zones de chasse régulières privilégiées pour les espèces.

Selon l'étude chiroptérologique menée sur le site d'étude, l'activité des chiroptères se concentre essentiellement en lisière arborée, le milieu ouvert affichant une diversité et une fréquentation faible. Les milieux ouverts servant uniquement de zone de chasse pour ces espèces.

La présence de gîtes d'origine anthropiques est pressentie dans l'écure et dans les bâtiments agricoles présents à proximité de l'aire d'étude. Des gîtes sylvestres pourraient être présents dans les forêts ou bosquets situés aux alentours, mais pas au droit même du site d'étude.

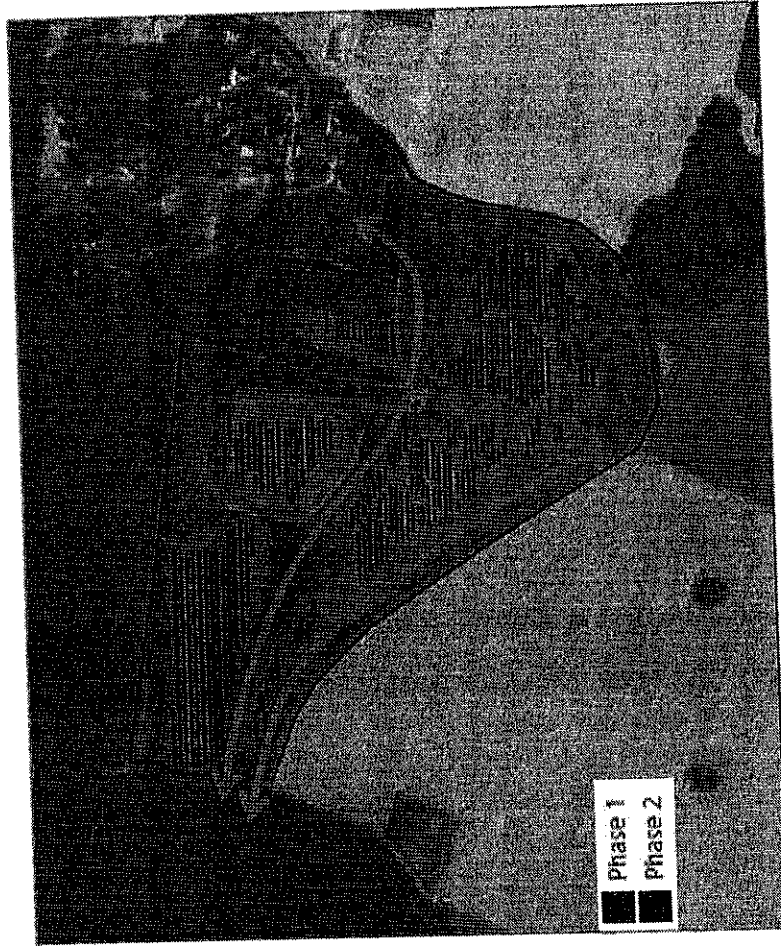
Ainsi, le projet prévoit pendant sa phase travaux et pendant sa phase d'exploitation de maintenir un espace de recul de plusieurs mètres avec les lisières forestières afin d'éviter tout risque de destruction du milieu et de dérangement des individus potentiellement présents dans le boisement en périphérie du site. Cette marge de recul perdurera en phase exploitation permettant de conserver la fonctionnalité écologique des lisières forestières servant de corridor de déplacement et de zone de chasse pour les chiroptères.

- MR12 - Préservation de la zone tampon entre les massifs de végétations évités et les boisements alentours
 - Afin de ne pas remettre en cause la fonction écologique des boisements et massifs arborés/arbusitifs présents au sein de la zone d'étude et en périphérie immédiate, les limites du projet ont été repoussées en phase chantier, laissant ainsi un espace inexploité de plusieurs mètres depuis le houpier des arbres. Cette zone tampon, aussi appelée marge de recul, perdurera en phase exploitation. Elle permettra notamment d'éloigner suffisamment la circulation des véhicules de maintenance et ainsi d'éviter tout risque de destruction du milieu, de nids, et d'espèces de l'avifaune ou de mammifères, situés à proximité des sites locaux de haute biodiversité. Cette zone pourra être entretenue avec fauche de la végétation conformément à la mesure R14.

Bien qu'il n'existe pas de gîtes à chiroptères au sein du site d'étude, un suivi environnemental spécifique peut être mis en place pour les chiroptères.

Le protocole de suivi des populations de chiroptères sur le site d'étude sera identique à celui réalisé pendant l'étude de l'état initial du site. L'activité des chiroptères sera mesurée grâce à des détecteurs-enregistreurs d'ultrason fonctionnant en mode automatique. Les points d'écoutes seront identiques à ceux de l'état initial.

Les enregistrements seront réalisés à N+1, N+2 et N+3 avec 3 sessions d'enregistrement par année.



Préservation des deux corridors écologiques identifiés (source : SCE)

Dans ces conditions, le projet aura une incidence négligeable sur les deux réservoirs de biodiversité identifiés par le SRCE et présents à proximité du site d'étude. Le projet s'est attaché à développer un protocole de mesures ERC « robustes » sur le volet milieu naturel afin de s'inscrire pleinement dans les objectifs du SRCE. Par ailleurs, il est rappelé que le projet de centrale solaire s'inscrit au droit d'une ancienne décharge réhabilitée.

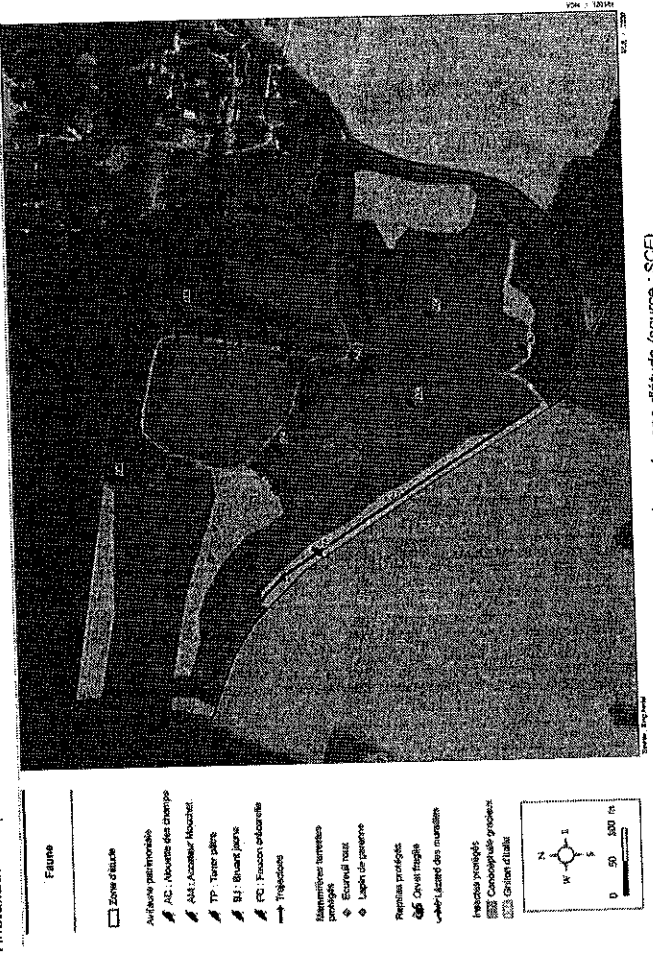
Espace Boisé Classé

La phase 1 de la centrale solaire de Féroilles-Attilly qui a été soumise à enquête publique n'intègre pas le zonage EBC et une bande de protection de 50 mètres a, par ailleurs, été appliquée à ce zonage.

Impacts sur l'avifaune

5 espèces protégées et patrimoniales en France et Ile-de-France ont été observées en période de reproduction : l'Accenteur mouchet, l'Alouette des champs, le Bruant jaune, le Faucon crécerelle et le Tarier pâtre. Ces espèces sont nicheuses sur le site et l'utilisent pour se reproduire et s'alimenter. La liste des espèces recensées sur les sites est présente en Annexe 5 du présent document.

Rappelons que le projet a évité la majorité des zones à enjeux vis-à-vis de l'avifaune. Toutefois, pour des raisons techniques, une zone d'environ 0,8 ha à l'Est sera impactée par le projet et nécessite d'être débroussaillée pour l'installation de panneaux.



Faune à enjeux observée sur la zone d'étude (source : SCE)

Les mesures mises en place pendant la phase chantier et la phase d'exploitation prennent en compte les incidences notables du projet sur le milieu naturel. Aucun aménagement associé au projet ne s'étend sur les zones à enjeu fort.

La préservation de la lisière forestière du massif boisé au Nord et des boisements d'espèces pionnières sur le site d'étude est favorable à la reproduction des espèces avifaunistiques patrimoniales observées sur le site d'étude. En effet, l'Accenteur mouchet, le Bruant jaune et le Tarier pâtre affectionnent particulièrement les habitats à végétation dense pour se reproduire (buissons, arbustes denses) tandis que le Faucon crécerelle fréquente les habitats arborés pour se reproduire. L'évitement de ces habitats profite également à l'Orvet fragile et au Léopard des neiges, tous deux observés en lisière de boisement ainsi qu'à l'Écureuil roux et au Lapin de garenne.

Le développement de l'entomofaune en dessous des panneaux solaires sera permis par le développement d'une strate herbacée dans le milieu. Un espacement minimum de 3 mètres entre chaque rangée de panneaux photovoltaïques est prévu afin de laisser des bandes enherbées visibles et disponibles comme lieu d'alimentation de l'avifaune, voire comme lieu de reproduction pour l'Alouette des champs. De plus, l'entretien par une gestion extensive du couvert végétal entre les rangées de panneaux permet de garantir davantage la présence d'une biomasse importante d'insectes. Ainsi, les milieux ouverts présents sous les panneaux solaires de la centrale constituent une zone de refuge et d'alimentation pour la faune protégée, en particulier pour l'entomofaune, l'avifaune et les chiroptères.

Les mesures mises en place pour l'avifaune sont les suivantes :

- Phase chantier :
 - ME2 – Évitement des zones à enjeux forts et moyens au regard de la faune :
 - La mesure consiste à éviter au maximum ces zones afin de maintenir les secteurs de la zone d'étude ayant le plus de fonctionnalités écologiques vis-à-vis des espèces observées. Le balisage de ces zones est nécessaire.
 - MR8 – Commencement des travaux en dehors des périodes de fortes sensibilités pour l'avifaune et les insectes :
 - Afin de réduire le risque de destruction ou de perturbation des individus, les travaux devront débuter en dehors de la période favorable à la reproduction des oiseaux (mars à août) : à partir de septembre, la nichée est arrivée à son terme et les jeunes oiseaux sont en vol. Le mois de mars marque le retour des oiseaux migrateurs et le début de la période de reproduction.
 - MR9 – Eloigner l'emprise du chantier du boisement et des massifs de végétations évités :
 - Certaines limites du chantier devront être bordées, par grillage ou balisage, afin d'éviter la circulation des engins ou le stockage de matériaux au niveau des zones à forts enjeux de biodiversité.
- Phase exploitation :
 - MR13 – Espacement de 3 m minimum des rangées de panneaux ;
 - MR14 – Mise en place d'une gestion différenciée favorable à l'avifaune et aux insectes.

En phase exploitation, après accoutumance des nouvelles structures, les espèces présentes à l'état initial seront toujours sur le site. Le maintien d'une strate herbacée sous les panneaux photovoltaïques est favorable à certaines espèces d'oiseaux profitant des milieux prairiaux, sous réserve de mise en place d'une gestion adaptée.

Ainsi, les espèces patrimoniales pourront continuer à se reproduire sur le site d'étude pendant la phase d'exploitation de la centrale solaire.

Impact sur les mammifères

11 espèces de mammifères ont été observées sur le périmètre d'étude. Une seule espèce protégée a été observée, il s'agit de l'Écureuil Roux. Une espèce quasi-menacée en France a été observée : le Lapin de garenne. Enfin, une espèce invasive est présente de façon ponctuelle sur le site : le Raton-laveur

Les dérangements occasionnés par les travaux peuvent provoquer l'abandon temporaire du secteur pour les espèces de mammifères terrestres inventoriées. Le risque de destruction d'individus est très faible pour ces espèces, dans la mesure où il s'agit d'espèces à grande mobilité pouvant fuir la zone de travaux. L'évitement des strates arbustives et arborées permettra de réduire significativement les impacts sur l'habitat de l'écureuil, espèce protégée identifiée sur le site. En définitive, l'impact des travaux est lié au dérangement d'espèces et cet impact est considéré comme faible.

En phase d'exploitation le projet aura pour effet une modification des milieux de vie des mammifères, par la présence du parc photovoltaïque. Néanmoins, le site est déjà enclavé en raison de la présence d'un grillage empêchant l'accès à cet ancien centre de stockage de déchets. Le renforcement de ce grillage entraînera une diminution des habitats pour la grande faune (chevreuil sanglier, ...) qui n'aura plus accès au site. Ces espèces ne sont pas patrimoniales ni protégées. L'impact du projet vis-à-vis de l'écureuil roux (espèce protégée) sera très faible voir négligeable ; l'impact vis-à-vis du lapin de garenne (espèce quasi-menacée) sera faible.

Prairies mésophiles de fauche et enjeux liés à l'habitat

Dans le guide de l'étude d'impact pour les installations photovoltaïques au sol, il est indiqué la nécessité de rechercher prioritairement des sites dégradés (friches industrielles, anciennes carrières et décharges...). Ce qui est le cas du site de Féroilles-Attilly.

Pour rappel, le projet a reçu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers le 20 janvier 2022 (cf. Annexe 6).

L'ensemble de la zone d'étude a été prospectée. La zone de prospection est arpentée afin de déterminer les différentes végétations présentes. Chaque unité de végétation fait l'objet d'un relevé non exhaustif ainsi que d'une délimitation précise au GPS. Un relevé phytosociologique associe une unité homogène de végétation à une liste d'espèces. Pour chaque relevé, on note une hauteur moyenne végétative (HmV) et un pourcentage de recouvrement, chaque espèce qui compose le relevé se voit attribuer un coefficient d'abondance. L'analyse du relevé phytosociologique permet de nommer l'habitat inventorié (dénomination française, phytosociologique, code CORINE Biotopes, code EUNIS, code Natura 2000), les relevés phytosociologiques permettent aussi l'édification d'une liste botanique des espèces végétales contactées sur le site. En parallèle, un travail cartographique de reprise des données GPS est entrepris ce qui permet la réalisation d'une cartographie d'habitats. Que ce soit pour l'étude de la flore ou de la végétation, les référentiels édités par le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien permettent d'évaluer le niveau de patrimonialité observé sur le site et de définir les enjeux de conservation.

Quatre habitats naturels ont été recensés sur le périmètre d'étude : Prairie méso-hydrique de fauche, Boisement d'espèces pionnières, Fourré à Renouée du Japon (EEE), Roselière à Phragmites (zone humide). Un habitat de la zone d'étude présente un enjeu fort : la Roselière à Phragmites, caractéristique de zone humide sur critères botaniques. Cet habitat est évité par le projet.



Cartographie des habitats présents sur le site d'étude (source : SCE)

Les prairies de la zone d'étude peuvent être rattachées à des prairies de fauche mésophiles, habitat considéré comme végétation remarquable en Île-de-France et inscrit à l'annexe I de la Directive Habitat. Elles sont néanmoins marquées par l'eutrophisation. Les autres habitats de la zone d'étude ont essentiellement pour intérêt de diversifier le site et/ou de jouer un rôle de corridors écologiques. Les habitats de la zone d'étude (en dehors de la roselière) ne font pas l'objet de contraintes réglementaires. L'enjeu est considéré comme faible.

Comme indiqué dans l'étude d'impact, plusieurs mesures seront mises en place pour diminuer l'impact du projet sur les habitats en phase chantier et en phase exploitation :

- ME1 - Préservation de la zone humide ;
- MR7 - Balisage des zones sensibles ;
- MA3 - Limiter l'expansion des espèces exotiques envahissantes en phase travaux ;
- MA4 - Interdiction d'usage de produits chimiques.

Ces mesures permettront d'éviter tout impact sur l'habitat présentant un enjeu fort (zone humide identifiée) et sur les surfaces d'habitats non impactées par le projet.



6. Analyse des observations de la thématique 6 : Incidences sur le voisinage du site

Quelles sont les mesures prévues par la maîtrise d'ouvrage pour éviter ou réduire les incidences prédictes sur le voisinage du site ?

Trafic routier et plan de circulation des véhicules

Une déclaration d'ouverture des travaux sera effectuée avant le début du chantier. Des signaux d'avertissement et un plan de circulation seront mis en place avant l'ouverture du chantier pour prévenir les usagers de la route départementale.

L'analyse du trafic durant le chantier ainsi que la mise en place d'un plan de circulation a été étudié dans l'étude d'impact aux pages 28-29, 150-160 et 479. 20-33, 14, 5, 151, 163, 164, 183.

Le trafic lié au chantier sera très limité dans le temps puisque le chantier durera environ 10 mois, les perturbations en phase travaux sur la RD35 seront donc très limitées également. Le trafic sera ponctuellement accru en phase de chantier, toutefois cette augmentation ne sera pas de nature à modifier les conditions de circulation sur les routes empruntées par les camions du projet.

Risque de fuite de gaz et d'explosion en cas d'incendie / Prescriptions du SDIS

Du fait de son passé de décharge ISOND, le site d'étude est concerné par l'un de ces deux sites BASIAS (Société Industrielle Transports Automobile). La base de données BASIAS considère donc le site d'étude comme potentiellement pollué.

Le site a cessé de recevoir des déchets le 30 juin 1991. Les opérations de réaménagement ont eu lieu durant les mois qui ont suivi sa fermeture commerciale. De 2001 à 2007, des travaux de reprise des ouvertures finales ont été engagés.

L'arrêté préfectoral du 17/04/2004 fixe des prescriptions pour le réaménagement final et les conditions de gestion et de suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Férolles-Ailly, dont l'exploitation est achevée.

Un suivi post-exploitation de cette ancienne décharge sur une durée de 30 ans est attendu afin de vérifier la poursuite du processus de dégradation organique des déchets et le cas échéant de déterminer si une stabilisation, voire une réduction du potentiel polluant est en cours. Les premiers résultats de ce suivi sont indiqués dans le mémoire sur l'état du site à 5 ans, réalisé par Safège pour le compte de la société SITAFD, en 2013.

Ces résultats indiquent que le site présente des caractéristiques avérées de début de stabilisation depuis ces 5 dernières années :

- Les tassements sur zones sommitales du remblai de déchets sont faibles (de l'ordre de 1% de la hauteur de déchets sur 5 ans) et la végétation des talus et des dômes, de bonne qualité, traduit l'absence d'émissions diffuses dans l'atmosphère ;
- Le biogaz capté est dans la phase finale de production pour un site de cette taille, avec une teneur maintenue à 30% de méthane et un volume d'environ 350 Nm³/h ;
- L'autre élément caractéristique de la stabilisation du site est la composition physicochimique des lixiviats. Ces derniers sont très peu biodégradables et présentent des concentrations en métaux lourds en dessous des seuils de quantification. Cela indique que la grande partie du potentiel polluant des déchets enfouis a été mobilisé par lixiviation depuis la fermeture du site ;

- La bonne qualité physico-chimique des eaux pluviales collectées sur le site confirme l'efficacité du confinement par les couvertures finales mises en place ;

- Enfin, la qualité des eaux de la nappe des calcaires de Brie est globalement bonne sur les paramètres faisant l'objet du suivi. La présence d'une pollution azotée est notée pour les piézomètres en aval (PZ1 et PZ5), pollution liée au contexte agricole du pourtour de ces ouvrages plus qu'à la présence du site. L'impact de ces premières zones de stockage sur la qualité des eaux souterraines est modéré et concerne une dizaine de paramètres.

Ces paramètres montrent que l'ancienne décharge est en train de se stabiliser. De plus, certains réseaux ont été ou sont en cours de démantèlement car plus aucune activité n'y a été recensée.

Les préconisations suivantes ont été appliquées :

- Zone de protection de 2 mètres autour des puits de biogaz encore actifs,
- Création de pistes d'accès d'une largeur de 5 m et un rayon de courbure de virage de 11 m, circonscrivant la centrale solaire et traversant la centrale pour permettre aux véhicules de secours un accès aisé en cas d'intervention,
- Mise à disposition d'un point d'eau facilement accessible en cas d'incendie.

L'intégration de ces préconisations à la centrale solaire permet l'intervention du SDIS dans les meilleures conditions en cas d'incendie sur la centrale.

Outre les préconisations d'implantation émises par le SDIS 77 présentées précédemment et intégrées à la centrale solaire, chaque plateforme onduleur sera équipée d'un arrêt d'urgence local et d'un extincteur à poudre ainsi que d'équipements de protection des personnes suivant les normes françaises. Le pourtour des plateformes sera réalisé en concassé perméable du même type que les pistes, pour permettre la maintenance et limiter les risques de propagation en cas d'incendie (3 m autour des plateformes sur 3 cotés, 6 m sur le dernier).

Le poste de livraison sera équipé d'un arrêt d'urgence général de la centrale de type brise-glace ainsi que d'un extincteur à poudre et des équipements de protection des personnes selon la norme C13-100.

Chaque coffret électrique courant continu sera équipé d'un dispositif de coupure d'urgence accessible de l'extérieur du coffret.

Les bassins de rétention situés au Sud-Est et au Nord-Ouest de la centrale solaire serviront de réservoir à incendie.

Les services de secours et de lutte contre l'incendie utiliseront les accès, les pistes périphériques et transversales du site :

- Les pistes d'accès aux bâtiments techniques seront dimensionnées pour accepter les véhicules d'intervention (5 m de largeur). Elles permettront d'accéder à la centrale et desserviront les bâtiments techniques comprenant les transformateurs,
- Un dégagement est prévu pour l'accessibilité des réservoirs incendie,
- Plusieurs entrées seront créées au Nord, à l'Est et à l'Ouest pour permettre une intervention des services de secours par différents accès,
- Un plan du site et les consignes d'intervention seront placés sur chaque portail d'accès.

L'ensemble de ces équipements et installations permettront le cas échéant d'assurer la préservation de la population et du site en cas d'incendie.



7. Analyse des observations de la thématique 6 : Incidences sur le voisinage du site

Quelles sont les mesures financières que TotalEnergies Renouvelables est en capacité de déployer pour ce type de projet ?

Retombées économiques pour la commune de Férolles-Attilly

Comme toute activité économique, la centrale solaire de Férolles-Attilly sera soumise à des taxes et impôts dont une partie sera reversée, à la région, au département, à la communauté de communes et à la commune. Ci-dessous le tableau de répartition fiscale des taxes locales en euros :

	Montant estimé Année 1 @ 100%	Région	Département	Commune	EPIC à fiscalité professionnelle unique
CFE	2 551	-	-	-	2 551
CVAE	37	19	9	-	10
ITER	18 526	-	5 588	3 725	9 313
Taxe foncière	2 330	-	-	2 253	77
Taxe d'aménagement (versée en période de construction)	28 485	-	9 495	18 990	-

Pour la commune de Férolles-Attilly, sur la durée d'exploitation de la centrale solaire (30 ans), ces revenus s'élèveront à 198 330 euros.

Revente de l'électricité

L'électricité produite par la centrale solaire de Férolles-Attilly sera directement injectée dans le réseau public. Nous ne pouvons mettre en place un dispositif de tarif préférentiel pour les féróllois.

Le projet de loi relatif à l'accélération de la production des énergies renouvelables présenté par le gouvernement prévoyait de partager la valeur des énergies renouvelables avec les riverains résidant à proximité des centrales de production d'énergies renouvelables. La commission des affaires économiques du Sénat a préféré opter pour une redistribution publique et collective plutôt que pour une redistribution privée et individuelle, en visant les communes et leurs groupements comme uniques bénéficiaires du dispositif de partage de la valeur. La commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale a néanmoins réintégré les riverains comme bénéficiaires du dispositif de partage de valeur, ajout qui a finalement été supprimé par les députés lors des discussions en séance publique.

Consultation du SAGE de l'Yerres et de la Commission Locale de l'Eau du bassin de l'Yerres

Le dossier Lot sur l'eau a été rédigé par le bureau d'étude SCE Environnement qui a réalisé une étude hydraulique. De plus, l'analyse a intégré les documents supra-communaux liés au SDAGE et au SAGE concernés par le projet. Cette demande de déclaration est instruite par la DDT 77 qui pourra le cas échéant consulter le SAGE de l'Yerres si cela s'avère nécessaire. Pour l'heure, aucune demande n'a été faite en ce sens par la police de l'Eau.

Maison à proximité du site

La maison située à proximité du site ne sera pas impactée par la centrale solaire, en phase exploitation. En effet, des boisements entourent cette habitation et protègent les habitants de toute visibilité sur la centrale. Des bâtiments, type hangars, se situent également entre l'habitation et la centrale. Les panneaux se situeront à plus de 360 m de cette habitation.

Une gêne pourra être ressentie en phase chantier avec le passage des camions et les bruits. Néanmoins, la phase chantier est limitée dans le temps (10 mois maximum) et les horaires de chantier respecteront la réglementation en termes de troubles de voisinage notamment sur les horaires et les jours de travaux. Nous rappelons que le chantier de la centrale solaire ne prévoit aucun travail de nuit.

Impact sur l'accès au zoo

Un plan de circulation et une déclaration préalable de travaux seront mis en place avant le début de chantier. Un affichage sera également mis en place pour informer les riverains et les personnes empruntant le chemin. Ces mesures permettront d'assurer la sécurité de tous durant la phase chantier qui est limitée dans le temps (10 mois). En phase d'exploitation, le trafic sur ce chemin sera identique à la situation sans centrale solaire.

Impact paysager pour les randonneurs

Le site d'étude est entouré de chemins ruraux qui ne sont pas directement dédiés à la promenade, mais servent plutôt d'accès aux champs pour le travail des agriculteurs.

Les visites de terrain réalisées sur le site en projet ont montré qu'il était peu visible depuis l'espace environnant. Des photographies depuis des points de vue stratégiques ont été réalisées pour évaluer l'impact visuel du projet solaire. Le site d'étude se trouve au droit d'une butte artificielle, à l'interface entre la lisière du Bois d'Attilly et le plateau agricole. Cette butte artificielle présente une topographie irrégulière, ce qui rend le site d'étude assez hétérogène. Etant donné que les zones à enjeux forts et moyens au regard de l'avifaune ont été évitées, les masques visuels actuels de la zone d'étude seront conservés (massifs arborés et arbustifs plus ou moins denses et imposants). Les enjeux les plus conséquents en termes de visibilité entrent le site du projet et les alentours concernent le Sud et l'Est du site d'étude, en raison de la RD35 et des différentes fermes localisées sur le plateau agricole. Etant donné l'évitement des strates denses de végétation et la marge de recul d'implantation des panneaux photovoltaïques, le projet aura un impact négligeable dans l'environnement paysager.

Par ailleurs, aucun boisement jouant le rôle d'écran visuel ne sera éliminé pour la mise en place du raccordement. De plus, les lignes électriques étant disposées en souterrain sur la voirie existante, elles ne seront pas décalables après leur mise en place. Les travaux de raccordement n'auront donc pas d'impact sur le paysage.



Mesures d'accompagnement

La mise en place de mesure d'accompagnement n'entre pas dans une démarche réglementaire et imposée par la loi. Cette démarche est volontaire de la part du porteur de projet. Ces mesures doivent bénéficier à tous et être en lien avec le projet solaire.

L'installation de panneaux solaires aux domiciles des férillais n'est pas envisageable dans le cadre de la centrale solaire.

En revanche, des discussions sont en cours avec la mairie de Férillat-Atilly pour participer à la mise en place de deux mesures sur la commune à savoir :

- L'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques ;
- La participation au passage en LED de l'éclairage public.

Ces mesures ne pourront être effectives que si la centrale solaire est autorisée, construite et mise en service.

III. ANNEXES

1. Annexe 1 – Procès-verbal de récolement

PROCES-VERBAL DE RECOLEMENT

DE TRAVAUX DE REAMENAGEMENT FINAL
DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE
DE DECHETS NON DANGEREUX
SITUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FERROLLES-ATILLY

en application des dispositions de l'article R. 512-24 du Code de l'environnement
(arrêté n° 24-1 du décret n° 21-135 du 21 septembre 1997, modifié avant modification audit décret par le décret n° 2005-
1170 du 19 septembre 2005, complété par l'arrêté définitif de l'exploitation de la déchèterie avant le 1^{er} octobre 2005)

1. EXPLOITANT

Société SITA Île-de-France
132, rue des Trois Fontaines
92758 NANTERRE Cedex

2. INSTALLATION CONCERNEE

Déchèterie d'ordures ménagères, dont l'exploitance s'est achevée le 30 juin 1991, et située sur les parcelles n° 38, 39, 40,
41, 87, 88, 196, 210 et 90 pour partie de la Section A de la commune de Ferrolles-Atilly.

3. ARRETES PREFECTORAUX ET ACTE JURIDIQUE CONCERNES

Arrêtés préfectoraux :

- n° 74 DADR 2 EC 228 du 03 septembre 1974,
- n° 89 DAE 2 IC 204 du 29 décembre 1989,
- n° 90 DAE 2 IC 004 du 02 avril 1990,
- n° 02 DAI 2 IC 394 du 18 décembre 2002,
- n° 04 DAI 2 IC 164 du 07 juillet 2004.

Jugement assorti-dites-droits du 28 décembre 1993 du Tribunal administratif de Versailles

Jugement du 08 février 2009 du Tribunal administratif de Versailles modifiant l'article 2 du titre I de l'arrêté préfectoral
du 02 avril 1990 précité.

4. DOCUMENTS DE REFERENCE

- Etude d'impact simplifiée transmise par la Société SITA Île-de-France le 31 mars 2004,
- Dossier de récolement des travaux de réaménagement final de la déchèterie d'ordures ménagères transmis le 16
janvier 2008.

5. CONSTATATIONS

Sur la base des simples constatations visuelles faites lors de l'inspection effectuée le 06 février 2008 sur le site de la
déchèterie d'ordures ménagères de Ferrolles-Atilly, il nous a paru que les travaux de réaménagement final réalisés suite à la
cessation définitive d'activité de cette déchèterie avaient été réalisés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral
n° 04 DAI 2 IC 164 du 07 juillet 2004 et des plans annexes à cet arrêté.

Toutefois, comme le précise le point 5.6 de la circulaire du 09 juin 1994 (C.O. du 12 juin 1994), le présent procès-verbal
de récolement ne peut, en aucun cas, être assimilé à un quitus donné à l'exploitant.

La responsabilité de ce chantier pourrait être engagée, s'il était montré malgré les travaux réalisés, qu'il existait des dangers
ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Clos et signé à Savigny-le-Temple, le 07 février 2008

L'inspecteur des Installations Classées,


J. PREVOST

28

Témoinage Le calvaire de Virginie, victime d'une usurpation d'identité

Exercice de Rebrandissement dans l'affaire des terres Pylos

77

Le Parisien

Environnement

Comment Air France veut décarboner l'avion

Ben Smith, le directeur général de la compagnie aérienne, explique pourquoi la France peut devenir championne de l'aviation durable.

Le Monde

Le deal entre Hidalgo et Darmann

Le maire de Paris et le ministre de l'Intérieur s'accrochent pour le contrôle de la capitale.

Le Parisien

Un coup de cœur

Un livre de poche à 38% de réduction.

Le Parisien

Qual des Orfèvres

Un livre de poche à 38% de réduction.

le Grand Parisien

ANNONCES 77 JUDICIAIRES ET LÉGALES

Publicité juridique et légale.

ferretti publicité

Publicité pour les produits Ferretti.

Publicité juridique

Publicité juridique et légale.

3. Annexe 3 – Certificats d'urbanisme

REPUBLIQUE FRANCAISE



Préfet de Seine-et-Marne

dossier n° CUB 077 180 20 80026

date de dépôt : 04 septembre 2020

demandeur : TOTAL QUADRAN, représenté par AZIBERT Paul

pour : construction d'une centrale photovoltaïque au sol

adresse terrain : Le Bois d'Atilly, à Férolles-Atilly (77150)

CERTIFICAT d'URBANISME
délivré au nom de l'Etat
Opération non réalisable

Le préfet de Seine-et-Marne,

Vu la demande présentée le 04 septembre 2020 par TOTAL QUADRAN, représenté par AZIBERT Paul demeurant 82 QUAI de Dion Bouton lieu-dit Tour Vista, Puteaux (92800), en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme ;

* indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain ;

* cadastre OA-238, OA-41, OA-40, OA-39, OA-38

* situé Le Bois d'Atilly
77150 Férolles-Atilly

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant en : la construction d'une centrale photovoltaïque au sol ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Férolles - Atilly approuvé le 28 mars 2003 et modifié le 20 novembre 2019 ;

Vu l'avis défavorable de Madame le maire de Férolles - Atilly en date du 27 octobre 2020 ;

Vu la courriel de l'unité départementale de Seine et Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Île de France en date du 12 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté Préfectoral n° 2019C014 en date du 10 février 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Igor KISSELEFF, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires de Seine et Marne ;

Considérant que l'article L113-2 du code de l'urbanisme dispose : « Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au chapitre Ier du titre IV du livre III du code forestier ».

Considérant qu'une partie des panneaux photovoltaïques est située en Espaces Boisés Classés au P.L.U. suivies ainsi que dans la bande de protection de 50 mètres de la lisière des massifs boisés de plus de 100 ha qui interdit toutes constructions.

CERTIFIE

Article 1

Le terrain objet de la demande ne peut pas être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée.

Article 2

Le terrain est situé dans une commune dotée d'un plan local d'urbanisme soumis.

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. L.111-6 à L.111-10, art. R111-2, R.111-4, R.111-28 et R.111-27.

Zonage(s) et coefficient(s) d'occupation des sols :

- zone Nd
- Le terrain est couvert par la protection « secteur d'éléments de paysage »

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- Ancienneté décharge d'ordures ménagères, arrêté préfectoral n°09 DAIDPIC 291

Article 3

L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Équipement	Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de classement
Eau potable	Non renseigné			
Électricité	Non renseigné			
Assainissement	Non renseigné			
Voie	Non Renseigné			

L'extension du réseau public d'électricité n'est pas prévue.

L'extension du réseau public d'eau n'est pas prévue.

Fait le 29 OCT. 2020

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental des Territoires

Igor KISSELEFF

Le présent document peut constituer la preuve de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa délivrance. Si, au-delà de ce délai, il est constaté que le demandeur n'a pas respecté les prescriptions du présent document, l'administrateur peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" ou par le site Internet www.alerences.fr. Il peut également saisir d'un recours administratif auprès du préfet de la région ou d'un recours infractionnel auprès du procureur de la République. Le présent document est soumis au droit de la République. Toute réclamation doit être adressée au préfet de la région ou au procureur de la République. Le présent document est soumis au droit de la République. Toute réclamation doit être adressée au préfet de la région ou au procureur de la République.

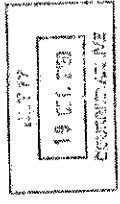
**PREFET
DE SEINE-ET-MARNE**
Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne

DDT 77/STAC

23 OCT. 2020

COURRIER ARRIVÉ

Saint-Julien-le-Rempart, le 12 octobre 2020



La Directrice

La Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Affaire suivie par : Éléonore LEROY
Mail : eleonore.leroy@seine-marne.fr

N° : 1720- 200-7

Monsieur le Directeur départemental des territoires
DDT de Seine-et-Marne
77000 VAUX-LE-PENIL

Objet : Consultation sur un projet de construction d'une centrale photovoltaïque au sol sur une ancienne décharge d'ordures ménagères à Férolles-Attilly (77150)

P1 : Exemplaire original du dossier n° CUB 077 180 20 00026 déposé le 4 septembre 2020

Par courrier du 8 octobre 2020, vous sollicitez mon avis concernant la faisabilité d'un projet, porté par la société TOTAL QUADRAN, pour la construction d'une centrale photovoltaïque au sol sur l'ancienne décharge d'ordures ménagères située au lieu-dit « Les Bois d'Attilly » à Férolles-Attilly (77150), anciennement exploitée par la SITA FD et dont le suivi post-exploitation a été repris par la société SUEZ RI IWS Minérale France.

J'ai l'honneur de vous informer que l'examen de cette demande appelle de ma part les remarques qui suivent.

La société SITA a été autorisée, par arrêté préfectoral n° 74 DAGR 2 EC 228 du 3 septembre 1994, à exploiter une décharge d'ordures ménagères au lieu-dit « Les Bois d'Attilly » à Férolles-Attilly.

Par arrêté préfectoral complémentaire n° 02 DAI 2 IC 394 du 18 décembre 2002, le préfet a imposé à la société SITA FD la réalisation, par un organisme compétent, d'une étude visant à déterminer les impacts de la décharge de Férolles-Attilly sur les eaux superficielles et souterraines et à prévoir, au regard de ces impacts, les mesures à mettre en place pour éviter, réduire ou compenser ces impacts.

02/10/2020 10:13:45
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne
www.driea-seine-marne.fr

Férolles, le 27 Octobre 2020

AVIS DU MAIRE

N° de Dossier : CUB 077 180 20 00026.

Date de Dépôt : 04 septembre 2020.

Demandeur : Total Quadrant, représenté par Paul AZIBERT.

Adresse du terrain : Le Bois d'Attilly, 77150 Férolles-Attilly.

Objet : Construction d'une centrale photovoltaïque au sol.

Le terrain susnommé se situe en zone Nd du PLU correspondant à l'ancien site d'enfouissement des ordures ménagères. Le terrain est couvert par la protection secteur d'éléments du paysage et est situé pour partie en Espaces Boisés Classés et pour partie dans la bande de protection de la lisière des massifs boisés de plus de 100 ha (58 m).

Pour ces deux raisons l'émets un avis défavorable à la construction d'une centrale photovoltaïque sur cette zone.

AVIS DEFAVORABLE

Le Maire
Anne-Laure FONTBONNE



42, Grande Rue - 77150 Férolles-Attilly - Tél. : 01 59 52 21 48 - Fax : 01 59 52 23 15
Site : www.ferolles-attilly.fr - Mail : mairie@ferolles-attilly.fr

- de réaliser des forages ou des « trous », excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant, susceptibles d'engendrer des entrées d'air et d'eau dans le massif de déchets,
- de réaliser à l'intérieur du site, sur l'emprise des zones de stockage de déchets, des constructions (bâtimens, habitations permanentes ou secondaires de tiers, etc.) ou ouvrages nécessitant ou non des fondations, même superficielles,
- d'effectuer des plantations d'espèces à racines profondes susceptibles de nuire à la conservation de la couverture,
- d'intervenir sur les digues périphériques de soutien du stockage, que ce soit en tête de digue, en pied de digue ou sur la pente, excepté pour des raisons d'entretien ou de reprise nécessaires et en relation avec l'exploitant,
- de déplacer, de supprimer, ou de combler, excepter pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental et en relation avec l'exploitant :
 - un des éléments du réseau de captage et d'élimination du biogaz,
 - le dispositif périphérique de récupération des lixiviats de la zone de reprofilage,
 - les piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines,
 - les fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement,
 - les ouvrages de récupération des eaux pluviales et des lixiviats,
- tout aménagement (affouillement, excavation, etc.) susceptible de compromettre la stabilité du dôme de réaménagement,
- la réalisation de parcs de loisirs, d'aires de jeux, de camping et de stationnement de caravanes sur l'emprise du site.

Ces servitudes imposent par ailleurs le maintien de l'accès aux piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines.

Or les éléments fournis dans le dossier accompagnant la demande de certificat d'urbanisme pour le projet mentionné en objet, qui prévoit la construction d'une centrale photovoltaïque au sol sur une partie des parcelles concernées par ces servitudes publiques (parcelles cadastrées n° 38, 39, 40, 41 et 238 de la section A, pour une superficie totale de 394 850 m²), ne prévoient pas les dispositions que le pétitionnaire prévoit de mettre en œuvre pour assurer le respect de l'ensemble des prescriptions susmentionnées.

D'autre part, le dossier ne contient aucun élément justifiant l'accord, vis-à-vis du projet, de l'exploitant responsable du suivi post-exploitation de l'ancienne décharge d'ordures ménagères, alors que cet accord est pourtant indispensable au regard de l'ensemble des obligations qui incombent à cet exploitant.

Il convient par conséquent de solliciter auprès du pétitionnaire de compléter sa demande avec :

- l'ensemble des éléments démontrant comment il prévoit d'assurer, dans le cadre de la mise en œuvre de son projet, le respect de l'ensemble des obligations et interdictions édictées par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 291 du 16 novembre 2009 prévoyant l'interdiction des servitudes d'utilité publique sur l'ancienne décharge d'ordures ménagères,

74
N° 09 DAIDD IC 291
Date de l'arrêté : 16/11/2009
Arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 291 du 16 novembre 2009
Préfecture de la Seine-et-Marne - Direction départementale de l'équipement

En mars 2004, la société SITA FD a ainsi transmis au Préfet de Seine-et-Marne une étude d'impact portant sur la gestion des eaux de ruissellement de la décharge. L'instruction de cette étude d'impact a donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 04 DAI 2 IC 167 du 7 juillet 2014, qui imposait notamment :

- des aménagements et aménagements complémentaires pour la gestion des eaux de ruissellement internes non susceptibles d'être pollués, ceci au regard des capacités du milieu naturel à pouvoir absorber ces eaux de ruissellement,
- un renforcement du suivi de la qualité des eaux de ruissellement rejetées au milieu naturel par une augmentation de la fréquence des contrôles,
- un renforcement du suivi de la qualité des eaux souterraines (nappe des calcaires de Brie), par l'ajout de deux nouveaux piézomètres au réseau de piézomètres existants (soit cinq au total),
- l'imposition d'un suivi post-exploitation de 30 années, axé particulièrement sur le suivi du biogaz, des lixiviats (jus de décharge), de la qualité des eaux souterraines et des eaux de ruissellement internes, l'entretien du site et l'assurance de la stabilité du massif de déchets et des ouvrages associés.

Conformément aux obligations légales et réglementaires auxquelles elle était tenue, la société SITA FD a transmis au Préfet de Seine-et-Marne, le 16 janvier 2008, un dossier de réclamation des travaux de réaménagement final de la décharge de Férolles-Attilly, ainsi qu'une proposition d'institution de servitudes d'utilité publique sur les terrains d'emprise de la décharge et en dehors de cette emprise (parcelles supplémentaires acquises par la société afin de pouvoir réaliser la piste périphérique sud et assurer la stabilité de la digue sud et créer un bassin d'eaux pluviales).

Ces éléments ont conduit le Préfet de Seine-et-Marne à :

- acter, par courrier du 18 février 2008, le réaménagement final de la décharge et fixer le début de la période de suivi post-exploitation de 30 années au 1^{er} janvier 2009,
- imposer, par arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 291 du 16 novembre 2009, des servitudes d'utilité publique sur l'ancienne décharge d'ordures ménagères situées à Férolles-Attilly.

Ces servitudes d'utilité publique interdisent, pour les parcelles cadastrées n° 38, 39, 40, 41, 87, 88, 89, 196, 210 et 30 pour partie de la section A de la commune de Férolles-Attilly, soit pour une surface totale de 386 216 m² :

- les occupations et utilisations de sol incompatibles avec l'installation de stockage,
- tout aménagement ou construction portant atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques ainsi qu'à l'intégrité des réseaux de décharge et de récupération des lixiviats,
- de réaliser des excavations ou d'autres formes de cavités ainsi que tout décapage susceptible de :
 - créer des dépressions qui favoriseraient l'accumulation d'eau, gênant le libre écoulement des eaux de pluie vers le fossé périphérique, et entraveraient l'efficacité du réseau de décharge (accumulation de condensats dans les collecteurs aux points bas créés),
 - remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en remettant à jour la masse, dans le cas d'excavations profondes,

74
N° 09 DAIDD IC 291
Date de l'arrêté : 16/11/2009
Arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 291 du 16 novembre 2009
Préfecture de la Seine-et-Marne - Direction départementale de l'équipement

un document justifiant qu'il dispose, pour son projet, de l'accord de l'exploitant responsable du suivi post-exploitation de l'ancienne décharge d'ordures ménagères, ce suivi post-exploitation étant imposé jusqu'au 31 décembre 2037.

Le Chef de l'Unité départementale
de Seine-et-Marne,


Guillaume BAILLY

Copie :
- Préfecture (DCSE)
- Sous-préfecture de Torcy

Volet 2023-2024
Région Île-de-France
Département de Seine-et-Marne
Service de l'Urbanisme et de l'Équipement
11, rue de la République - 77100 Fontenay-sous-Forêt
Tél : 01 60 23 40 00 - Fax : 01 60 23 40 01
www.seine-et-marne.fr



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfet de Seine-et-Marne

dossier n° CUB 077 130 20 00042

date de dépôt : 10 décembre 2020
demandeur : TOTAL QUADRAN, représenté par
AZIBERT Paul
pour : construction d'une centrale solaire
adresse terrain : Le Bois d'Antilly, à Féroilles-
Antilly (77150)

CERTIFICAT D'URBANISME
délivré au nom de l'État
Opération non réalisable

Le préfet de Seine-et-Marne,

Vu la demande présentée le 10 décembre 2020 par TOTAL QUADRAN, représenté par AZIBERT Paul demeurant 52 QUAI De Dion Bouton lieu-dit Tour Vieille, Puteaux (92800), en vue d'obtenir un certificat d'urbanisme :

* indiquant, en application de l'article L.410-1 b) du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :

- * cadastre OA-23, OA-41, OA-40, OA-50
- * situé Le Bois d'Antilly
77150 Féroilles-Antilly

et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération consistant : la en construction d'une centrale solaire :

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants :

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 28/03/2013 :

Vu l'avis défavorable de Madame le maire de Féroilles-Antilly en date du 08 janvier 2021 :

Vu l'avis défavorable de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile de France en date du 26 janvier 2021 :

Vu l'avis réputé favorable de la CDPENAF :

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015C014 du 10/02/2020 donnant délégation de signature à Monsieur Igor KESSELEFF, ingénieur général des ponts, des eaux et forêts, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne :

Vu l'arrêté n° 2020DDTSG/08 du 12/02/2020 portant subdélégation de signature à Monsieur Jean-Pascal BEZY, architecte urbaniste en chef de l'État, directeur adjoint :

Considérant que l'article R111-2 du code de l'urbanisme précise : « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ».

Considérant que le dossier ne comporte pas de notice détaillée du projet permettant de s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral n°08DAUD10 281 du 16 novembre 2009.

13

29

Cette-ci doit préciser comment le projet prévoit de garantir l'absence :

- de tout aménagement ou de toute construction susceptible de porter atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques ainsi qu'à l'intégrité des réseaux de drainage et de récupération des lixiviats,
 - de toute opération lors de travaux susceptibles de remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en maintenant à jour le massif,
 - de réalisation de toute construction ou de tout ouvrage sur l'emprise des zones de stockage de déchets,
 - de toute intervention sur les digues périphériques de soutien du stockage,
 - de tout déplacement, suppression ou tout contournement interdit par l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 281 du 15 novembre 2009,
 - de tout aménagement susceptible de compromettre la stabilité du cône de reménagement.
- Enfin, elle doit indiquer comment le projet permettra la maîtrise des opérations d'entretien visant à éviter l'implantation d'espèces à racines profondes susceptibles de nuire à la conservation de la couverture.
- Considérant qu'en l'état actuel, le projet est de nature à porter atteinte à la stabilité et sécurité publique.

CERTIFIE

Article 1

Le terrain objet de la demande ne peut pas être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée.

Article 2

Le terrain est situé dans une commune dotée d'un plan local d'urbanisme soumis.

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. L.111-6 à L.111-10, art. R.111-2, R.111-4, R.111-25 et R.111-27.

Zonage :

- zone Ndd
- Le terrain est couvert par la protection « secteur d'éléments de paysage »
- Une partie du terrain est située en Espaces Boisés Classés et couvert par la protection de la bande de 50 mètres des lisières des massifs boisés de plus de 100 hectares

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- Arrière décharge d'ordures ménagères, arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 281 du 15 novembre 2009.

Article 3

L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Équipement	Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de dossier
Eau potable	Non	Non	Non	Non
Électricité	Non	Non	Non	Non
Assainissement	Non	Non	Non	Non
Voie	Non	Non	Non	Non

L'extension du réseau public d'électricité n'est pas prévue.
L'extension du réseau public d'eau n'est pas prévue.

Fait le 01 FEN. 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Adjoint

Jean - Pascal BIEZY

Nota : Conformément à l'article L.224-1 du code de l'urbanisme, toute demande de permis de construire pour faire l'objet d'un sursis à statuer. En effet, le PLU de la commune de Férolles - Atilly est en cours de révision, l'enquête publique étant close depuis le 15/01/2021.

La (ou les) demandeur(s) peut (peuvent) consulter le dossier de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Afin d'être sûr de pouvoir consulter le dossier, le demandeur peut s'adresser au service de l'urbanisme de la commune de Férolles - Atilly, 1 rue de la République, 61100 Férolles - Atilly, ou par mail à l'adresse suivante : urbanisme@commune-ferolles-attilly.fr. Le dossier est également accessible sur le site internet www.ferolles-attilly.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours contentieux le préfet de la région de Normandie ou le préfet pour les arrêts délivrés au nom de l'État. Le demandeur peut également saisir le tribunal administratif de Caen pour contester la décision. Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter de la date de notification de la décision. Le demandeur peut également saisir le tribunal administratif de Caen pour contester la décision. Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter de la date de notification de la décision.

28

DDT77-AT :
Unité Interdépartementale
Circulaire

11 JAN 2021

Courrier entré à Férolles-Attilly, le 08 janvier 2021

AVIS DU MAIRE

N° de Dossier : CUb 07 180 20 00042

Date de Dépôt : 10 décembre 2020

Demandeur : TOTAL QUADRAN, représenté par Paul AZIBERT

Adresse du terrain : Le Bois d'Amilly, 77150 FEROLLES-ATTILLY

Objet : Construction d'une centrale photovoltaïque au sol.

Le terrain susnommé se situe en zone Nd du PLU correspondant à l'ancien site d'enfouissement des ordures ménagères.

Le terrain est couvert par la protection secteur d'éléments du paysage et est situé pour partie dans la bande de protection de la lisière des massifs boisés de plus de 100 ha (50 m).

Pour ces raisons, j'émet un avis défavorable à la construction d'une centrale photovoltaïque sur cette zone.

AVIS DEFAVORABLE



Laure FONTBONNE

Laure FONTBONNE



PREFET
DE SEINE-ET-MARNE

Chargé
Affaires
Préfecture

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 8 janvier 2020

La Directrice

Affaire suivie par : Éliane LEROY
Mail : eliane.ley@seine-seine-marne.fr

Réf : E20- 0070

La Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Monsieur le Directeur départemental des Territoires
DDT de Seine-et-Marne
77000 VAUX-LE-PÉNIL

Objet : Consultation sur un projet de construction d'une centrale photovoltaïque au sol sur une
ancienne décharge d'ordures ménagères à Férolles-Attilly (77150)
Dossier n° Cub 077 180 20 00042 déposé le 10 décembre 2020

Par courrier du 17 décembre 2020, vous sollicitez mon avis concernant la faisabilité d'un projet, porté par la société TOTAL QUADRAN, pour la construction d'une centrale photovoltaïque au sol sur l'ancienne décharge d'ordures ménagères située au lieu-dit « Les Bois d'Attilly » à Férolles-Attilly (77150), anciennement exploitée par la SITA PD et dont le suivi post-exploitation a été repris par la société SUEZ BR IWS Minerais France.

Vous m'avez précédemment sollicité sur le dossier n° Cub 077 180 20 00025 déposé le 4 septembre 2020 par la même société, qui concernait un projet similaire. Je vous avais fait parvenir mon avis sur ce dossier par courrier n° E20-2007 du 12 octobre 2020.

J'ai l'honneur de vous informer que l'examen du nouveau dossier relatif au projet mentionné en objet appelle de ma part les remarques qui suivent.

La société SITA a été autorisée, par arrêté préfectoral n° 74 DAGR 2 EC 228 du 3 septembre 1974, à exploiter une décharge d'ordures ménagères au lieu-dit « Les Bois d'Attilly » à Férolles-Attilly.

DDT 77

14 JAN. 2021

COURRIER ARRIVE

Unité Interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
de l'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne

Par arrêté préfectoral complémentaire n° 02 DAI 2 IC 394 du 18 décembre 2002, le préfet a imposé à la société SITA FD la réalisation, par un organisme compétent, d'une étude visant à déterminer les impacts de la décharge de Férolles-Atilly sur les eaux superficielles et souterraines et à prévoir, au regard de ces impacts, les mesures à mettre en place pour éviter, réduire ou compenser ces impacts.

En mars 2004, la société SITA FD a ainsi transmis au Préfet de Seine-et-Marne une étude d'impact portant sur la gestion des eaux de ruissellement de la décharge. L'instruction de cette étude d'impact a donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 04 DAI 2 IC 167 du 7 juillet 2014, qui imposait notamment :

- des aménagements et aménagements complémentaires pour la gestion des eaux de ruissellement internes non susceptibles d'être pollués, ceci au regard des capacités du milieu naturel à pouvoir absorber ces eaux de ruissellement,
- un renforcement du suivi de la qualité des eaux de ruissellement rejetées au milieu naturel par une augmentation de la fréquence des contrôles,
- un renforcement du suivi de la qualité des eaux souterraines (nappe des calcaires de Brie), par l'ajout de deux nouveaux piézomètres au réseau de piézomètres existants (soit cinq au total),
- l'imposition d'un suivi post-exploitation de 30 années, axé particulièrement sur le suivi du biogaz, des lixiviats (jus de décharge), de la qualité des eaux souterraines et des eaux de ruissellement internes, l'entretien du site et l'assurance de la stabilité du massif de déchets et des ouvrages associés.

Conformément aux obligations légales et réglementaires auxquelles elle était tenue, la société SITA FD a transmis au Préfet de Seine-et-Marne, le 16 janvier 2008, un dossier de récolement des travaux de réaménagement final de la décharge de Férolles-Atilly, ainsi qu'une proposition d'instruction de servitudes d'utilité publique sur les terrains d'emprise de la décharge et en dehors de cette emprise (parcelles supplémentaires acquises par la société afin de pouvoir réaliser la piera périphérique sud et assurer la stabilité de la digue sud et créer un bassin d'eaux pluviales).

Ces éléments ont conduit le Préfet de Seine-et-Marne à :

- acter, par courrier du 18 février 2008, le réaménagement final de la décharge et fixant le début de la période de suivi post-exploitation de 30 années au 1^{er} janvier 2008,
- imposer, par arrêté préfectoral n° 09 DAI DD IC 291 du 16 novembre 2009, des servitudes d'utilité publique sur l'ancienne décharge d'ordures ménagères situées à Férolles-Atilly.

Ces servitudes d'utilité publique interdisent, pour les parcelles cadastrées n° 38, 39, 40, 41, 87, 88, 89, 196, 210 et 90 pour partie de la section A de la commune de Férolles-Atilly, soit pour une surface totale de 386 216 m² :

- les occupations et utilisations de sol incompatibles avec l'installation de stockage,
- tout aménagement ou construction portant atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques ainsi qu'à l'intégrité des réseaux de déchargement et de récupération des lixiviats,
- de réaliser des excavations ou d'autres formes de cavités ainsi que tout décapage susceptible de :

Reçu en préfecture de la Seine-et-Marne le 18/07/2023 à 14h05
N° de dossier : 2023-07-0001
N° de dossier : 2023-07-0001

- créer des dépressions qui favoriseraient l'accumulation d'eau, gênant la libre écoulement des eaux de pluie vers le fossé périphérique, et entraveraient l'efficacité du réseau de déchargement (accumulation de condensats dans les collecteurs aux points bas créés),
- remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en remettant à jour le massif, dans le cas d'excavations profondes,
- de réaliser des forages ou des « trous », acceptés pour des raisons d'ordre technique et environnemental en relation avec l'exploitant, susceptibles d'engendrer des entrées d'air et d'eau dans le massif de déchets,
- de réaliser à l'intérieur du site, sur l'emprise des zones de stockage de déchets, des constructions (bâtiments, habitations permanentes ou secondaires de tiers, etc.) ou ouvrages nécessitant ou non des fondations, même superficielles,
- d'effectuer des plantations d'espaces à racines profondes susceptibles de nuire à la conservation de la couverture,
- d'intervenir sur les digues périphériques de soutien du stockage, que ce soit en tête de digue, en pied de digue ou sur la pente, acceptés pour des raisons d'entretien ou de reprise nécessaires et en relation avec l'exploitant,
- de déplacer, de supprimer, ou de combler, excepter pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental et en relation avec l'exploitant :
- un des éléments du réseau de capillage et d'élimination du biogaz,
- le dispositif périphérique de récupération des lixiviats de la zone de reprofilage,
- les piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines,
- les fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement,
- les ouvrages de récupération des eaux pluviales et des lixiviats,
- tout aménagement (effouillement, excavation, etc.) susceptible de compromettre la stabilité du dôme de réaménagement,
- la réalisation de parcs de loisirs, d'aires de jeux, de camping et de stationnement de caravanes sur l'emprise du site.

Ces servitudes imposent par ailleurs le maintien de l'accès aux piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines.

Le projet concerné par la demande de certificat d'urbanisme mentionnée en objet prévoit la construction d'une centrale photovoltaïque au sol sur une partie des parcelles concernées par ces servitudes d'utilité publique (parcelles cadastrées n° 38, 40, 41 et 238 de la section A, pour une superficie totale de 321 825 m²).

Le dossier comporte :

- un courrier de demande de certificat d'urbanisme opérationnel, daté du 8 décembre 2020,
- le formulaire CERFA n° 13410-05 de demande de certificat d'urbanisme,
- un document CU1 intitulé « Plan de situation »
- un document CU2 intitulé « Note descriptive générale du projet »

Reçu en préfecture de la Seine-et-Marne le 18/07/2023 à 14h05
N° de dossier : 2023-07-0001
N° de dossier : 2023-07-0001

- La note descriptive détaillée du projet

Où en l'absence de ce document, pourtant mentionné dans le courrier de demande du 8 décembre 2020, la dossier ne détailla pas les dispositions que le pétitionnaire prévoit de mettre en œuvre pour assurer le respect de l'ensemble des prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral n° 09 DAUD IC 251 du 16 novembre 2009 prescrit instituant des servitudes d'utilité publique sur l'ancienne décharge de l'ordre niégréas, notamment dans le cadre de la réalisation des travaux d'implantation de panneaux photovoltaïques.

Le projet prévoit de garantir l'absence :

- de tout aménagement ou de toute construction susceptible de porter atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques ainsi qu'à l'intégrité des réseaux de dégazage et de récupération des lixiviats,
- de toute opération lors des travaux susceptible de remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en remettant à jour le massif,
- de réalisation de toute construction ou de tout ouvrage sur l'emprise des zones de stockage de déchets,
- de toute intervention sur les digues périphériques de soutien du stockage,
- de tout déplacement, toute suppression ou tout comblement interdit par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 291 du 16 novembre 2009 précité,
- de tout aménagement susceptible de compromettre la stabilité du dénie de raménagement.

Le dossier doit en outre préciser comment le projet permettra le maintien des opérations d'entretien visant à éviter l'implantation d'espèces à racines profondes susceptibles de nuire à la conservation de la couverture.

il convient par conséquent de solliciter auprès du pétitionnaire de compléter sa demande avec le *libro de comercio*, le *mapa comercial* et les éléments mentionnés ci-dessus.

[illegible]

La Chef de l'Unité départementale
de Seine-et-Marne,

Guillaume BAILLY

Copie:
- Préfecture (DCSE)
- Sous-préfecture de Torcy

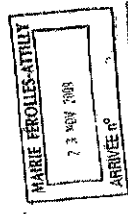
1945-1946

4. Annexe 4 - Arrêté Préfectoral imposant des servitudes d'utilité publique

44-23/11



PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE



DIRECTION DES ACTIONS INTERMUNICIPALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureaux des Politiques Territoriales
et de Développement Durable

Arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 291
imposant des servitudes d'utilité publique à la société SITA - FD
pour son ancienne décharge d'ordures ménagères situées à FEROLLES-ATILLY (77150)

Le Préfet de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

Vu la partie législative du Code de l'environnement, Livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 515-12,

Vu la partie réglementaire du Code de l'environnement, Livre V, et notamment ses articles R. 515-24 à R. 515-31, Vu notamment les arrêtés préfectoraux n° 74 DAGR 2 EC 228 du 03 septembre 1974, n° 89 DAGR 2 IC 294 du 29 décembre 1989, et n° 04 DAI 2 IC 164 du 07 juillet 2004, relatifs à l'ancienne décharge d'ordures ménagères gérée par la Société SITA FD, sise 132 rue des Trois Fontaines à NANTERRE (92060), et situées sur le territoire de la commune de Ferrolles-Atilly,

Vu la demande d'installation de servitudes d'utilité publique transmise le 16 janvier 2008 par la Société SITA FD pour la décharge d'ordures ménagères susvisées, demande complétée le 21 mai 2008,

Vu l'avis du Service chargé de la sécurité civile du 21 février 2008,

Vu l'avis de M. le Directeur départemental de l'équipement du 28 avril 2008,

Vu le rapport n° E/2008-829 du 05 juin 2008 de M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France,

Vu la communication du projet correspondant à la demande d'installation de servitudes d'utilité publique susvisée au Maire de Ferrolles-Atilly et à la Société SITA FD le 20 août 2008,

Vu l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 085 du 31 mars 2009 portant ouverture d'enquête publique du 20 avril au 20 mai 2009 inclus sur la demande d'installation de servitudes d'utilité publique susvisées,

Vu le registre d'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur,

Vu l'ensemble du dossier d'enquête publique parvenu en retour à la préfecture le 22 juin 2009,

Vu l'avis émis par le Conseil municipal de la commune de Ferrolles-Atilly en séance du 29 mai 2009,

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en séance du 15 octobre 2009,

Arrêté n° 09 DAIDD IC 291

Vu le projet d'arrêté notifié au pétitionnaire le 26 octobre 2009 qui a indiqué par lettre du 05 novembre 2009 n'avoir aucune observation sur ce projet d'arrêté préfectoral,

Considérant, au regard des dispositions de l'article L. 515-12 du Code de l'environnement, que des servitudes d'utilité publique doivent être instituées pour l'ancienne décharge d'ordures ménagères sur des parcelles de la commune de Ferrolles-Atilly,

Considérant que les contraintes d'urbanisme, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients occasionnés par l'ancienne exploitation de la décharge d'ordures ménagères, notamment au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la sécurité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Considérant que ces servitudes d'utilité publique, d'une durée minimale de 30 années et en tout état de cause d'une durée au moins égale au suivi post-exploitation de cette décharge d'ordures ménagères, doivent notamment intervenir l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle, et assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de captage et de traitement des effluents, et assurer le maintien durable du confinement des déchets mis en place,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

Pour l'ancienne décharge d'ordures ménagères, située sur le territoire de la commune de Ferrolles-Atilly et gérée par la Société SITA FD, sise 132, rue des Trois Fontaines à Nanterre (92060), les servitudes d'utilité publique énoncées ci-après sont instituées par le présent arrêté sur les parcelles suivantes :

Pour les parcelles cadastrées n° 38, 39, 40, 41, 87, 88, 89, 196, 210 et 99 pour partie de la section A de la commune de Ferrolles-Atilly, soit pour une surface totale de 356,216 m² :

o les occupations et utilisations de sol incompatibles avec l'installation de stockage sont interdites ;

o tout aménagement ou construction portant atteinte à la stabilité de la couverture du massif de déchets et des digues périphériques ainsi qu'à l'intégrité des réseaux de dégazage et de récupération des lixiviats est interdit ;

o il est interdit de réaliser des excavations ou autres formes de cavités ainsi que tout décapage susceptibles de :

- créer des dépressions qui favoriseraient l'accumulation d'eau, gênant le libre écoulement des eaux de pluie vers la fosse périphérique, et entraîneraient l'effacement du réseau de dégazage (accumulations de condensats dans les collecteurs aux points bas otés),

- remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en reculant à jour le massif, dans le cas d'excavations profondes ;

o il est interdit de réaliser des forages ou des « trous », excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitation, susceptibles d'engendrer des entrées d'air et d'eau dans le massif de déchets ;

o il est interdit de réaliser à l'intérieur du site, sur l'emprise des zones de stockage de déchets, des constructions (bâtiments, habitations permanentes ou secondaires de tiers, etc) ou ouvrages nécessitant ou non des fondations, même superficielles. Des constructions liées à la bonne exécution du suivi post-exploitation de la décharge peuvent être envisagées à l'intérieur du site mais en dehors des zones de stockage de déchets précitées ;

2

Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7 - Délai et voies de recours (article L. 514-4 du Code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif unique (Tribunal administratif de Melun - 43, rue du Général de Gaulle 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1°, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 8 :

- La Secrétaire Générale de la Préfecture,
 - le Maire de Férolles-Ailly,
 - le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
 - le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Sarvigny-le-Temple,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la société SITA-FD, sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 16 novembre 2009

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale


Collette DESPREZ

DESTINATAIRES :

- la société SITA - FD
- M. le Maire de Férolles-Ailly
- M. le DRIRE Sarvigny-le-Temple
- M. le DRIRE Paris
- SDPC
- Chrono

o il est interdit d'effectuer des plantations d'espèces à rognées profondes susceptibles de nuire à la conservation de la couverture ;

o il est interdit d'intervenir sur les digues périphériques de soutien du stockage, que ce soit en tête de digue, en pied de digue ou sur la pente, excepté pour des raisons d'entretien ou de reprises nécessaires et en relation avec l'exploitant ;

o il est interdit de déplacer, de supprimer, ou de combler, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant :

- un des éléments du réseau de captage et d'élimination de biogaz,
- le dispositif périphérique de récupération des effluents de la zone de reprofilage,
- les périmètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines,
- les fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement,
- les ouvrages de récupération des eaux pluviales et des fixivats ;

o tout aménagement (affouillement, excavation, etc) susceptible de compromettre la stabilité du déne de réaménagement est interdit ;

o la réalisation de parcs de loisirs, d'autres de jeux, de camping, et de stationnement de caravanes est interdite sur l'emprise du site.

o l'accès aux piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines doit être maintenu.

ARTICLE 2.

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 514-1 du Code de l'environnement relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, ceci sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 3

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 4

Les présentes servitudes sont annexées au Plan local d'urbanisme (ou plan d'occupation des sols) de la commune de Férolles-Ailly dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 5 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Informations des tiers (article R. 512-39 du Code de l'environnement)

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Férolles-Ailly et peut y être consultée. Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie公示 pendant une durée minimale d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire. Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

5. Annexe 5 – Courrier de la DDT 77 demandant le dépôt d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau



**PREFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Egalité
Fraternité

Préfet de Seine-et-Marne

dossier n° PC 077 180 Z1 00002
date de dépôt : 18 mars 2021
demandeur : TOTAL QUADRAN, représenté
par AZIBERT Paul
pour : construction d'une centrale solaire au
sol
adresse terrain : RTE de Chevry lieu-dit
Ancienne décharge Suez RRWS, à Férolles-
Antilly (77150)

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE

SEINE ET MARNE

Affaire suivie par :
Pascale VADY-LEPERQ
01 68 55 73 23

à TOTAL QUADRAN, représenté par AZIBERT
Paul
52 QUAI de Dion Bouton
lieu-dit Tour Vista
92800 Puteaux

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier référencé ci-dessus, le Service Environnement et Prévention des Risques de la DDT 77 a été consulté. Il apparaît que le projet nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez vous rapprocher de Monsieur Lionel Sanson.
lionel.sanson@seine-et-marne.gouv.fr

Une copie du récépissé du dépôt de dossier de déclaration devra être fournie à la demande de permis de construire.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait, le 26 avril 2021

Pour le préfet, pour le directeur départemental des territoires et par délégation,
La responsable de l'unité instruction Conseil ADS

Françoise ZAGAL

6. Annexe 6 – Avis de la CDPENAF



**PREFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

Service Agriculture et du Développement Rural
Affaire suivie par : Guillaume FENAT
Secrétariat de la CDPENAF
Tél : 01 60 56 73 00
Mail : gde-cdpnaf@seine-et-marne.gouv.fr

**Direction départementale
des territoires**

Vaux-le-Pénil, le 21 janvier 2022

**AVIS DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA PRÉSERVATION
DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS
(CDPENAF)**

Madame LEMEUNIER,

La SA TotalEnergies renouvelables France, représentée par Monsieur Samuel NEUVY, a déposé la demande de permis de construire n° 077 180 21 00002 pour la construction d'une centrale photovoltaïque au sol sur le territoire de la commune de Ferrières-Arilly. Le service instructeur de la DDTF chargé de l'instruction de ces permis de construire a sollicité l'avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) sur le projet.

La commission a demandé à ce que ce projet lui soit présenté par les représentants du porteur de projet. Ainsi, la commission s'est réunie par visioconférence LIFESIZE le jeudi 20 janvier 2022 pour examiner ce projet, que vous avez présenté en qualité de Chef de projet, accompagnée de Madame Margot BAILLIN, Chargée d'études Environnement.

Après avoir présenté le projet vous avez pu répondre aux questions des membres de la commission et apporter des éléments de justification du projet.

La commission a rendu un avis favorable au regard de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers sur cette demande de permis de construire en raison de la nature, de la localisation et des circonstances exceptionnelles du projet. Ce dernier se situe en effet sur une ancienne installation de stockage de déchets non dangereux aujourd'hui remise en état et en suivi post-exploitation. Le site est impropre à une remise en culture.

Aussi, la commission approuve le choix d'une implantation non ancrée dans le sol, afin de ne pas prendre le risque de détériorer les aménagements effectués lors de la remise en état du site.

Par ailleurs, elle vous recommande de veiller à la bonne gestion des eaux de ruissellement et à la stabilité du terrain.

Cet avis est l'avis de la CDPENAF, commission administrative consultative indépendante. Il ne présuppose pas de l'obtention du permis de construire, ni des autorisations liées au Code de l'environnement. Le permis de construire ne serait être délivré que s'il comporte toutes les pièces nécessaires et s'il est conforme à l'ensemble des dispositions réglementaires.

je vous prie d'agréer, Madame LEMEUNIER, l'assurance de ma considération distinguée.

Madame Pauline LEMEUNIER
TotalEnergies renouvelables France
Tour Vista
52, quai Dion Bouton
92806 Puteaux Cedex

Le directeur départemental des territoires
de Seine-et-Marne

Vincent JECHOUX

ANNEXE 3

**COURRIER DE LA PREFECTURE
ACCORDANT UN DELAI
SUPPLEMENTAIRE DE 15 JOURS
POUR LA REMISE DU RAPPORT
D'ENQUETE**



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le Secrétaire général

Melun, le 26 juillet 2023

Monsieur le commissaire enquêteur,

Par décision n° E23000030/77 du 20 avril 2023, Madame la présidente du tribunal administratif de Melun vous a désigné pour conduire, en qualité de commissaire enquêteur titulaire, l'enquête publique préalable à la délivrance d'un permis de construire au bénéfice de la société TOTAL ÉNERGIES RENOUVELABLES FRANCE en vue de la réalisation d'une centrale photovoltaïque sur le territoire de la commune de Férolles-Attilly.

L'arrêté n°2023-01/DCSE/BPE/URBA du 11 mai 2023 fixe les modalités de cette enquête publique. Son article 9 vous accordait **jusqu'au mardi 1^{er} août 2023 au plus tard** pour me transmettre le registre d'enquête accompagné des pièces annexées, ainsi que votre rapport et vos conclusions motivées.

Dans un courriel du 24 juillet 2023, vous me demandez le report de ce délai **au mercredi 16 août 2023 au plus tard**. Vous fondez votre demande sur le délai limité pour la transmission de votre procès-verbal de synthèse devant fait l'objet d'un mémoire en réponse de la part du pétitionnaire.

Considérant que la société TOTAL ÉNERGIES RENOUVELABLES FRANCE a émis un avis favorable à votre demande de délai supplémentaire pour la restitution de votre rapport et conclusions motivées dans un courriel du 25 juillet 2023, je vous accorde, en application de l'article L. 123-15 du Code de l'environnement, **jusqu'au mercredi 16 août 2023 au plus tard** pour la remise de celui-ci.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le commissaire, l'expression de ma considération distinguée.


Cyrille LE VÉLY

Monsieur Claude POUÉY

16 allée de la Tolson d'Or
94 000 CRÉTEIL

ANNEXE 4

**DERNIER RELEVÉ
TOPOGRAPHIQUE FOURNI PAR
LA MAÎTRISE D'OUVRAGE
EN COMPLÉMENT DU MÉMOIRE
EN RÉPONSE**

